

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉTHOS POLITOLOGIQUE,
GÉNÉALOGIE DES RÉGIMES DU DIRE-VRAI DANS LA SCIENCE
POLITIQUE QUÉBÉCOISE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JEAN-MICHEL BOIVIN-DESCHÊNES

AOÛT 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier certaines personnes, sans qui ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour.

Tout d'abord mon directeur de recherche Lawrence Olivier qui a su dès le départ organiser mes idées et qui, depuis le baccalauréat, a éveillé chez moi le goût de la philosophie et la passion des livres. Je suis certain que toute une génération d'étudiants partage ce sentiment avec moi.

J'en profite également pour envoyer mes plus cordiales salutations à Jean-François Lessard et à Sylvie Goupil qui, en plus de stimuler mon intérêt pour la pensée politique, m'ont encouragé en me témoignant leur confiance durant mon cheminement.

Je tiens également à remercier Jean-Philippe Warren et Yves Couture qui ont bien voulu lire et évaluer cette recherche.

Rien n'aurait pu se concrétiser sans le soutien indéfectible de mes parents, Pauline et Ghislain, à qui je dois non seulement mon éducation, mais également mon amour de la vie.

Mes pensées vont également vers mon fidèle ami et complice, Jasmin Lavoie, avec qui j'ai eu la chance de développer une relation des plus exaltante. Nos discussions dans les cafés du Quartier latin me resteront à jamais.

Je voudrais également souligner la présence de collègues et d'amis qui ont été à mes côtés durant la maîtrise: Maxime Coulombe, François Tremblay, Simon Dulmage, Amine Brahimi, Xavier Deschênes-Philion et Maxime Maheux. Sachez que j'ai apprécié votre écoute et vos nombreux conseils.

Finalelement, j'aimerais remercier Karolyne Delisle-Leblanc. Tout au long de la rédaction, son soutien moral et sa présence rassurante m'ont été essentiels. Je lui en suis infiniment reconnaissant.

Pour mon frère

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
«FOUCAULT, LA GÉNÉALOGIE ET L'HISTOIRE»	16
1.1 Dimension problématique	16
1.2 Dimension méthodologique	18
1.2.1 Relation du discours	18
1.2.2 Décentralisation du discours	19
1.2.3 Formation du corpus	20
1.3 Dimension analytique	21
1.3.1 Généalogie ou archéologie ?	22
1.3.2 Les outils du généalogiste	24
La pratique discursive	25
L'éthos	26
1.3.3 Limites et perspective de l'approche foucauldienne	28
1.3.4 Aléthurgie et régime aléthique	30
I Le prophète	31
II Le sage	32
III Le technicien	32
IV Le <i>parrhêsia</i> ste	33
1.3.5 Discours philosophique et organisation des composantes	34
1.3.6 Fondement kantien dans la généalogie	36
1.3.7 Reformulation de la question spécifique	38
CHAPITRE 2	
<i>POLITIKÊ</i> EPISTÊMÊ : UNE SAGESSE EN MUTATION	40
2.1. Conceptualisation de la sagesse politologique	40

2.2. «Pour l'Église et pour le Peuple» : la sagesse prophétique	43
2.2.1 Un savoir révélé.....	44
2.2.2 Transcendance du sujet	46
2.2.3 Savoir absolu	47
2.2.4 Évêques sociologisés	48
2.3. Le sage universitaire : entre l'Église et la science	49
2.3.1 Création des facultés de sciences sociales	49
2.3.2 Disciplines générales et englobantes	50
2.3.3 Premier manuel disciplinaire	51
2.4. L'Homme et l'Histoire : le sage humaniste	53
2.4.1 <i>Progre</i> di : vers l'avant.....	53
2.4.2 Les sciences sociales sont des humanismes.....	55
2.4.3 Contre la <i>tekhnê</i>	56
2.5. Sagesse et <i>politeia</i>	59
2.5.1 Unité de la <i>polis</i>	59

CHAPITRE 3

<i>POLITIKÈ TEKHNÊ</i> OU L'APPARITION DE LA POLITOLOGIE	62
3.1. Disciplinarisation du savoir	64
3.1.1 La pensée primitive	66
3.1.2 Les institutions primitives	68
3.2. La <i>tekhnê</i> comme fondement du politologique	71
3.2.1 Caractéristiques de l' <i>êthos</i> technicien	73
3.2.2 L'humilité de la science technicienne	74
3.2.3 L'objet : horizon de la <i>tekhnê</i>	76
3.3. La politologie et les spécialistes de science politique	79
3.4. La cité technicienne : le souci de l'utile	81

CHAPITRE 4

<i>SCIENZA POLITICA</i> . ANALYTIQUE DU SAVOIR ENGAGÉ.....	84
4.1. Qu'est-ce que la <i>scienza politica</i> ?.....	87
4.2. Rejet de la <i>tekhnê</i>	90

4.3. L'engagement comme fondement du savoir engagé	94
4.4. Organisation du militant-savant : la vérité en action	96
4.5. «Change la valeur de la monnaie» ou le scandale de la vérité	99
4.6. <i>Parrhêsia</i> et <i>politeia</i> : la cité impossible.....	103
CONCLUSION.....	106
ANNEXE A	
EXEMPLE D'UN TRIPTYQUE.....	117
BIBLIOGRAPHIE.....	118

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Processus généalogique	28
1.2 Typologie des discours (régimes du dire-vrai)	34
1.3 Position du cadre analytique dans le champ de l'histoire	36
1.4 Trois axes de la généalogie avec leur parenté kantienne	38
Conclusion Les trois régimes aléthiques ainsi que leur application	108

RÉSUMÉ

Quel est le rôle d'une discipline comme la science politique ? Comment en faire l'histoire ? Cette recherche, en partant de ces deux questions, se donne pour objectif d'édifier un portrait historique de la science politique québécoise francophone. Parmi les diverses perspectives historiques possibles, nous nous sommes arrêté sur la généalogie des savoirs du philosophe et historien Michel Foucault. Plus précisément c'est avec la méthode aléthurgique, mise au point dans son dernier cours au Collège de France, que nous proposons de comprendre l'expérience politologique québécoise. Nous dégageons trois différents «régimes aléthiques» (régime du dire-vrai) qui ont traversé la discipline depuis ses débuts. Ces régimes sont la combinaison de pratiques discursives et d'*êthos*, qui dans leur dynamique, constituent une relation savoir/pouvoir particulière. Ainsi, un chapitre sera consacré aux premiers pas de la science politique québécoise qui, fortement influencée par la pensée catholique de l'époque, se constitue en *politikè epistémè*. Un autre chapitre tâchera de démontrer comment ce savoir s'est «disciplinarisé» selon des critères de modernité et de progrès technologique pour constituer une *politikè tekhnè*. Enfin, nous nous efforcerons de présenter dans un dernier chapitre, la *scienza politika* c'est-à-dire, une science politique désirant s'affranchir de ses cadres institutionnels par une éthique de l'engagement. Ces régimes forment ce que nous appelons un triptyque discursif. Mais tout d'abord, dans un premier chapitre, nous présenterons l'orientation théorique et les avenues qui nous ont amenés à choisir cette perspective.

Mots clés : Michel Foucault – généalogie – aléthurgie – régime aléthique – science politique québécoise francophone.

INTRODUCTION

Ce monde, qui est le monde tel que je le conçois, ce monde dionysien de l'éternelle création de soi-même, de l'éternelle destruction de soi-même, ce monde mystérieux des voluptés doubles, [...] qui dont a l'esprit assez lucide pour le contempler sans désirer être aveugle.

Friedrich Nietzsche, *La volonté de puissance*

Des discours luttent et s'opposent pour la reconnaissance d'un statut de savoir politique, au Québec comme partout ailleurs en Occident. Un de ceux-ci est la science politique francophone institutionnalisée et programmée qui possède ses assises dans le monde universitaire. Ce projet de recherche s'est donné pour objectif d'en faire la généalogie.

Deux questions stimulèrent notre réflexion initiale. Quel est le rôle de ce savoir ? Comment en faire l'histoire ? En gardant à l'esprit ces dernières, nous établirons un portrait historico-critique de la discipline en mettant à profit l'approche généalogique du philosophe et historien français Michel Foucault. Ainsi, notre regard sera porté vers les pratiques discursives en accordant une attention particulière aux ruptures qui traversent leur histoire effective¹. Qu'est-ce que la science politique ? À cette question première et fondamentale, nous espérons poser les bases, grâce à cette étude, à une réflexion plus large et renouvelée.

Si la perspective de cette tâche est stimulante, il faut admettre qu'un vertige vient très rapidement saisir le chercheur lorsque celui-ci prend conscience du puits abyssal que représente le travail archivistique.

¹ L'approche généalogique que ce soit pour Nietzsche ou Foucault est désignée comme histoire effective. Voir FOUCAULT, Michel, *Nietzsche, la généalogie et l'histoire* dans *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971 dans *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 136 à 156.

Bien que ce ne soit qu'un seul objet, sa vivacité ouvre des centaines de possibilités quant à son histoire. La science politique a pris diverses formes, elle s'est métamorphosée, elle est sortie de son moule. Des institutions s'en sont emparées pour la délocaliser, l'exploiter et la rentabiliser. Elle peut paraître inoffensive – après tout, il ne s'agit que d'une simple science, à la limite que d'un simple programme universitaire. Il n'en demeure pas moins que tout un passé et un futur existent derrière et devant elle. Des années, voire, des siècles, l'ont façonnée, des systèmes de pensée l'ont digéré. La conséquence est qu'il n'est plus possible d'y voir que de simples mots mis ensemble pour former un sens bien précis. Les choses seraient bien limpides s'il suffisait de les rapporter à des mots. Le monde ne serait peuplé que de mots et de choses. Le titre ironique du célèbre ouvrage de Foucault souligne justement le contraire². En deçà de ces formes et de ces créations hypostasiées, il y a tout un univers qu'il s'agit de décrire. C'est ainsi qu'il est nécessaire de dépasser les définitions primaires. Il faut tâcher de respecter la complexité de son histoire sans essayer de la réduire à certaines dates de fondation ou de l'essentialiser à une discipline universitaire existante parmi d'autres. Cette recherche propose une solution – dans le respect de ses limites – originale face à ses scrupules.

Précisions et but de l'étude

Certains diront qu'un projet d'histoire de la science politique plus pharaonique que raisonnable conduira le chercheur, qui voudra bien s'y consacrer, vers des voies périlleuses et incertaines. Cette mise en garde peut expliquer la pénurie qui guette les travaux sur l'histoire de la discipline. À notre connaissance, une seule étude d'envergure prend pour objet la science politique au Québec³.

² FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, page 71.

³ Voir LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, 295 pages.

Ce constat n'est pas propre au monde académique québécois. Le politologue français Loïc Blondiaux affirme que la science politique française n'a pas d'histoire⁴. Il indique que les politologues français «ont renoncé à interroger leur passé, voire à s'y intéresser⁵». De plus, il soutient que les analyses épistémologiques sont absentes des préoccupations premières. Afin d'expliquer ce constat, il avance trois hypothèses. Premièrement, l'«hypothèse du deuil» souligne qu'il serait imprudent de consacrer une étude critique à des politologues qui sont toujours actifs voire à ses propres collègues. Un certain laps de temps serait ainsi nécessaire pour accomplir une histoire de la discipline. Deuxièmement, l'«hypothèse du refoulé» avance que la science politique qui s'est d'abord constituée en opposition à l'histoire a largement adopté une perspective positiviste-progressiste ce qui vient diminuer l'intérêt pour les études de types historiques. Troisièmement, Blondiaux propose l'«hypothèse de l'interdit» qui stipule «qu'au risque de voir s'effondrer les illusions bien ou mal fondées sur lesquelles leurs institutions reposent, les politistes seraient ainsi fondés à s'interdire d'en faire l'histoire⁶».

À ces hypothèses que nous partageons, la timidité des politologues à l'égard de leur passé peut également s'expliquer par un cloisonnement disciplinaire. L'hypothèse de la frontière s'expliquerait entre autres par une volonté d'autonomisation des savoirs qui entrainerait une sorte de chauvinisme disciplinaire.

En ce qui concerne cette recherche, notre rôle s'apparente davantage à celui de l'historien plutôt qu'à celui de politologue. Notre méthode en étant plus près de l'histoire, est davantage idiosyncrasique, ce qui tend à nous éloigner de la science politique traditionnelle généralement associée à une démarche à caractère

⁴ BLONDIAUX, Loïc, *Pour une histoire sociale de la science politique* dans DELOYE, Y, VOUTAT, B, (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Éditions Belin, 2002, page 46.

⁵ *Ibid.*, page 46.

⁶ *Ibid.*, page 54.

nomothétique. Plutôt que de chercher des lois positives, nous préférons poser notre regard sur la contingence et les accidents de parcours. Ainsi, les bases de cette étude se trouvent à l'extérieur de la science politique, à tout le moins, de la doctrine classique. Ce constat ne vise pas à délimiter le champ politologique en l'opposant à celui de l'historien. Loin de nous l'idée d'alimenter la création de frontières entre les disciplines. Au contraire, il s'agit de favoriser les importations et d'abolir certaines barrières artificiellement imposées par une volonté d'autonomisation à outrance. L'éminent historien Fernand Braudel avait une formule marquante à ce propos : « [...] sociologie et histoire étaient une seule aventure de l'esprit, non pas l'envers et l'endroit d'une même étoffe, mais cette étoffe même dans toute l'épaisseur de ses fils.⁷ » Le libre-échange interdisciplinaire constitue un enrichissement, mais aussi nous croyons qu'avec certains outils, nous pourrions problématiser la discipline dans le but de mettre en lumière certaines pistes encore inexploitées.

Venant appuyer notre démarche, certains politologues et historiens français que l'on peut regrouper sous l'appellation « socio-historiens du politique⁸ » ont démontré de l'intérêt pour la réflexion historique de la science politique. À ce titre quelques ouvrages collectifs ont contribué à forger ce courant qui, selon nous, vient légitimer notre propre entreprise. Désireux de réintroduire le politique dans les études historiques – longtemps laissé de côté par l'École des Annales –, les différents auteurs jettent les bases pour une véritable histoire de la science politique. C'est le cas de Michel Offerlé avec un texte intitulé *L'histoire des politistes*⁹, de Loïc Blondiaux qui – comme il a été précédemment mentionné – amène des pistes de réflexion dans son texte *Pour une histoire sociale de la science politique*. Dans le même ordre d'idées, un texte de Renaud Payre et de Rachel Vanneuville propose des pistes très

⁷ BRAUDEL, Fernand, *Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, 1969, page 105.

⁸ Le terme nous vient du texte de Philippe Corcuff *Analyse politique, histoire et pluralisation des modèles d'historicité. Éléments d'épistémologie réflexive*, Presses de Sciences Po, Revue française de science politique, 2011/6, volume 61, pp. 1123 à 1143.

⁹ OFFERLÉ, Michel, *L'histoire des politistes* dans FAVRE, P, LEGAVRE, J-B, *Enseigner la science politique*, L'Harmattan, 1998, pp. 203 à 230 (430).

intéressantes pour «penser les possibles laboratoires des sciences de gouvernement comme étant des lieux et objets intermédiaires où s'entremêlent savoir et pouvoir, savants et gouvernants¹⁰». Un autre texte qui a particulièrement capté notre attention est celui de Martine Kaluszynski et de Sophie Wahnich intitulé *Historiciser la science politique*¹¹. Proposant un rapprochement entre l'histoire et la science politique, elles plaident l'avènement d'un «historien-politiste» qui fondant son travail sur les archives, serait en mesure de saisir les modes discontinus qui traversent sa discipline et de comprendre le sens de son discours. Elles vont même paraphraser le célèbre historien-critique Michel De Certeau :

L'histoire et les historiens, depuis les Chroniqueurs du Roi, savent que «le faire de l'histoire s'arc-boute sur un pouvoir politique qui crée un lieu propre (cité, nation, etc.) où un vouloir peut et doit écrire (construire) un système (une raison articulant des pratiques) ». Sans aucun doute l'écriture de la science politique est confrontée aux mêmes contraintes et devrait pouvoir se demander pour qui, et au nom de quelle raison elle articule son discours.¹²

Il ne faut donc pas concevoir notre entreprise comme un élément hérétique, mais plutôt comme un bref intermède dans la production scientifique de la discipline. Parce que devant l'accumulation astronomique des savoirs modernes, il est parfois nécessaire de fermer les valves le temps d'un court instant pour procéder à ce que d'autres ont appelé l'analyse épistémologique. Bien que nous préférons nous distancer de ce vocable – il en sera question dans le premier chapitre –, force est de constater que les épistémologues sont plus que nécessaires dans l'expérience scientifique contemporaine. Face à l'assurance des postulats, à la fabrication *ad nauseam* de nouveaux objets, à la confection parfois discutable de nouvelles théories,

¹⁰ PAYRE, R, VANNEUVILLE, R, «*Les habits savants du politique*» *Des mises en forme savante du politique à la formation de sciences de gouvernement*, Presses de Sciences Po, Revue française de science politique, 2003/2, volume 53, page 195.

¹¹ KALUSZINSKI, M, WANICH, S, *Historiciser la science politique* dans KALUSZINSKI, M, WANICH, S, (dir.), *L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation*, L'Harmattan, 1998, pp. 17 à 33, (339 pages).

¹² *Ibid.*, page 33.

l'analyse réflexive sert à prévenir certaines dérives d'une discipline qui serait restée trop longtemps dans une zone de confort institutionnelle.

Un savoir institutionnalisé

De nos jours, la science politique n'a plus à être présentée. Elle est incarnée par des départements¹³ dans la plupart des universités et par des politologues qui assurent une production scientifique considérable. D'ailleurs, le titre du spécialiste de science politique n'a pas toujours été le même. À notre connaissance, publiciste, sociologue politique, politicologue, politiste ont été les termes les plus couramment utilisés dans la littérature francophone. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette dénomination.

Le premier département de science politique serait apparu à Leyde aux Pays-Bas en 1613. À noter également que la première chaire consacrée à l'histoire et à la science politique ouvrit ses portes aux États-Unis à Columbia en 1857. Il en est de même pour la France avec l'*École libre de sciences politiques* de Paris en 1872¹⁴.

Les revues disciplinaires participent également au processus d'institutionnalisation. Par exemple, l'*American Journal of Political Science* depuis 1957, la Revue française de science politique depuis 1951 et la canadienne depuis 1968. Il en va de même pour les associations avec celle des États-Unis (1903), du Canada (1913), de la Chine (1932), de l'Inde (1938) et également avec une association internationale *IPSA/AISP* (1949)¹⁵.

¹³ Déjà en 1982, un manuel encyclopédique faisait état de la présence de la science politique à travers la planète. Voir ANDREWS, W, (dir.), *International Handbook of Political Science*, Westport, Greenwood Press, 1982, 464 pages.

¹⁴ COAKLEY, John, *Évolution dans l'organisation de la science politique: la dimension internationale*, Revue internationale des sciences sociales, 2004/1, numéro 179, pp. 189 à 203.

¹⁵ *Ibid.*, page 198.

Bien que son processus d'institutionnalisation se soit enclenché un peu plus tardivement, la science politique québécoise francophone a également connu une départementalisation ainsi qu'un foisonnement associatif. Comme nous aborderons plus en profondeur le sujet dans les prochains chapitres, nous nous bornerons à évoquer l'année 1954 symbolisant l'entrée officielle de la discipline dans le paysage universitaire québécois avec la création du premier département à l'Université Laval.

L'état des lieux

Il faut attendre la publication du livre de Michel Leclerc, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel 1920-1980*¹⁶, pour qu'advienne un travail d'envergure sur la science politique québécoise. L'auteur présente son étude comme «une analyse socio-politique du développement institutionnel¹⁷» et se donne la mission de relier la discipline aux différents facteurs externes qui l'ont influencé. Il découpe son ouvrage en deux grandes parties. Premièrement, la période 1920-1954 qui correspond à l'avènement de la science politique. Deuxièmement, la phase d'institutionnalisation allant de 1954 à 1969. De loin le plus intéressant, le deuxième chapitre sur l'avènement, présente plusieurs pistes de réflexion pertinentes. Soulignons que Leclerc s'oppose farouchement à toute tentative de faire une histoire de la science politique fondée sur des principes épistémologiques. Selon ces propos, une analyse diachronique des structures cognitives – en d'autres termes, une analyse épistémologique – de la discipline demeure utopique et seule une étude sociopolitique peut rendre compte de la discipline¹⁸. Sur ce point, il partage avec André Vachet l'idée selon laquelle «la science politique au Québec, comme au Canada, n'a pas

¹⁶ LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, 295 pages.

¹⁷ *Ibid.*, page 16.

¹⁸ *Ibid.*, page 16.

d'histoire, mais un présent seul et un avenir¹⁹». Cette perspective de Leclerc est en quelque sorte la limite de son étude. Limite que nous allons justement tenter de franchir.

Une autre étude ne portant pas précisément sur la science politique, mais sur les sciences sociales est également intéressante. *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada* de Stephen Brooks et Alain-G. Gagnon²⁰, tente de faire une sociologie des intellectuels dans leur rapport à la participation de près ou de loin à l'action politique. En faisant ressortir trois positions – 1) forme et ampleur de leur participation ; 2) relation avec l'État ; 3) ramification de leur position de classe²¹ – Brooks et Gagnon présentent plusieurs éléments pour en arriver à établir les relations entre le savoir et le pouvoir. À la manière de Leclerc, cet ouvrage établit un découpage en fonction du critère institutionnel : 1) 1920-1932 phase préinstitutionnelle; 2) 1943-1960 phase institutionnelle; 3) 1960-1970 phase post-institutionnelle. Ce travail est très similaire à celui de Leclerc. Plusieurs éléments sont repris et d'autres sont ajoutés en complément. Toutefois, puisque les auteurs posent plus sérieusement la question du rôle politique des spécialistes des sciences sociales – chose que Leclerc ne fait pas – nous pensons que cette étude renferme une plus grande valeur heuristique pour notre projet de recherche.

En supplément, nous pouvons souligner l'étude de Jean-Charles Falardeau *L'essor des sciences sociales au Canada français*²², qui dès 1964, met en lumière le processus d'institutionnalisation. L'ouvrage collectif dirigé par plusieurs

¹⁹ VACHET, André, *Les Essais québécois*, Montréal, Fides, Archives des Lettres canadiennes (inédit), cité dans LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, page 16.

²⁰ BROOKS, Stephen, GAGNON, Alain-G, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada*, Boréal, 1994, 226 pages.

²¹ *Ibid.*, page 31.

²² FALARDEAU, J-C, *L'essor des sciences sociales au Canada français*, Ministère des Affaires culturelles, Québec, 1964, 67 pages.

universitaires, dont George-Henri Lévesque et Guy Rocher, *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*²³ publié en deux volumes traite de la question des sciences sociales en se penchant sur chacune des disciplines affiliées. Vincent Lemieux et Daniel Latouche se sont occupés des chapitres consacrés à la science politique. Il faut également nommer l'excellent ouvrage de Jean-Philippe Warren, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*²⁴, dans lequel l'auteur décrit trois *Écoles* qui vont traverser la sociologie québécoise d'avant la Révolution tranquille. En insistant sur les mutations et les ruptures au sein de la discipline sociologique, nous sentons une proximité certaine entre son étude et la nôtre. Toutefois, son corpus s'arrête en 1960 et sa méthode s'apparente davantage à une approche prosopographique qu'à une approche de type discursif.

Dans un tout autre style que l'on pourrait presque qualifier d'analyse *hagiographique*²⁵, trois ouvrages sont consacrés à des politologues québécois soit Léon Dion, Gérard Bergeron et Vincent Lemieux, tous professeurs de science politique à l'Université Laval²⁶. Faisant office d'hommage, ces trois monographies viennent en quelque sorte, canoniser ces trois «fondateurs» en leur attribuant une place de choix dans l'histoire de l'institution. Les principaux textes de la carrière de ces universitaires ainsi que des entrevues viennent agrémente ces trois volumes.

²³ LÉVESQUE, G-H, *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1984, 2 volumes.

²⁴ WARREN, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Les Éditions du Boréal, 2003, 447 pages.

²⁵ Étude de la vie des Saints.

²⁶ LAPIERRE, Jean-William, (dir.), *Être contemporain. Mélanges en l'honneur de Gérard Bergeron*, Presses de l'Université du Québec, St-Foy, 1992, 518 pages ; CRÊTE, Jean, (dir.), *La science politique au Québec. Le dernier des maîtres fondateurs. Hommage à Vincent Lemieux*, Presses de l'Université Laval, 2003, 547 pages ; HUDON, Raymond, PELLETIER, Réjean, (sous la direction), *L'engagement intellectuel. Mélanges en l'honneur de Léon Dion*, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1991, 593 pages.

Bien que son objet d'étude diffère du nôtre, il est impossible de passer sous silence le nom de Pierre Favre lorsqu'il est question de l'histoire de la science politique. Véritable pionnier, on lui doit deux travaux majeurs. Premièrement, son texte *Histoire de la science politique* paru dans le *Traité de science politique*²⁷, vient en quelque sorte ouvrir la voie pour les études historiques de la discipline en France. Poppérien dans sa conception de la science, il définit la science politique comme étant d'abord une communauté de scientifiques, se vouant à la vérification méthodique des travaux effectués par les pairs. Favre s'efforce de décrire les conditions d'apparition qui rendent possible l'avènement d'une telle communauté. Considérant cette dernière comme une institution, il empruntera à la sociologie institutionnelle ses principaux outils d'analyse.

Deuxièmement, c'est son ouvrage paru en 1989 non plus sur la science politique prise dans une perspective globale, mais sur la science politique française – *Naissance de la science politique en France*²⁸ – qui retiendra l'attention. Voulant retracer la préhistoire de la discipline – nous dirons plutôt la phase préinstitutionnelle – Favre opte pour une approche prosopographique, c'est-à-dire qu'il chercha à faire la description des acteurs et des œuvres qui ont progressivement mené à l'installation de la science politique dans le monde universitaire français. La majeure partie de l'ouvrage tourne autour de la personne d'Émile Boutmy et de son *École libre de sciences politiques* qu'il fonda en 1872. Il faut retenir que l'entreprise de Favre se positionne davantage dans un courant de sociologie institutionnelle que dans la tradition d'épistémologie historique.

²⁷ FAVRE, Pierre, *L'histoire de la science politique* dans GRAWITZ, M, LECA, J, *Traité de science politique, tome 1 : La science politique, science sociale, l'ordre politique*, Presses universitaires de France, 1985, pp. 3 à 45, (722 pages).

²⁸ FAVRE, Pierre, *Naissance de la science politique en France. 1870 à 1914*, Éditions Fayard, 1989, 323 pages.

Un certain nombre d'études portant sur un élément précis de l'histoire de la science politique participent à la construction de l'édifice qui nous intéresse ici. Nous en nommerons quelques-unes.

Alain Garrigou²⁹ consacre une analyse biographique à André Siegfried considéré comme le fondateur de la science politique en France. Eric Landowski³⁰ va également se pencher sur Siegfried en mobilisant une approche sémiotique pour faire ressortir les modalités d'énonciation du discours scientifique de ce dernier. Olivier Bertrand³¹ va pour sa part effectuer une analyse lexicale du vocabulaire de la science politique apparu en France à partir des traductions officielles au XIV^e siècle. Un autre article d'Olivier Godechot et de Nicolas Mariot³² – bourdieusien dans son approche – va porter sur le capital social dans les jurys de thèse en France. Dans la même veine, Marc Milet³³ centre son travail sur la création de l'agrégation de science politique contribuant ainsi à l'autonomisation de la discipline dans le paysage universitaire français. Une autre analyse de John Coakley³⁴ est consacrée à l'Association internationale de science politique.

D'autres études vont insister sur des courants internes de la science politique. C'est le cas de Nicolas Guilhot³⁵ qui s'attarde aux relations internationales ou

²⁹ GARRIGOU, Alain, *L'initiation d'un initiateur. André Siegfried et le «Tableau politique de la France de l'Ouest»*, Actes de la recherche en sciences sociales, pp. 27 à 41.

³⁰ LANDOWSKI, Eric, *Du politique au politologique* dans GREIMAS, A, J, LANDOWSKI, E, (sous la direction) *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Hachette, Paris, 1979, pp. 103 à 127, (254 pages.)

³¹ BERTRAND, Olivier, *Le vocabulaire politique aux XIV^e et XV^e siècles: constitution d'un lexique ou émergence d'une science ?*, Maison des sciences de l'homme, Langage et société, 2005/3, numéro 113, pp. 11 à 32.

³² GODECHOT, O, MARIOT, N, *Les deux formes du capital social. Structure relationnelle des jurys de thèses et recrutement en science politique*, Revue française de sociologie, 2003, pp. 243 à 282.

³³ MILET, Marc, *L'autonomisation d'une discipline. La création de l'agrégation de science politique en 1971*, Ed. Sc. Humaines, Revue d'Histoire des Sciences Humaines, 2001/1, numéro 4, pp. 95 à 116.

³⁴ COAKLEY, John, *Évolution dans l'organisation de la science politique: la dimension internationale*, érès, Revue internationale des sciences sociales, 2004/1, numéro 179, pp. 189 à 203.

³⁵ GUILHOT, Nicolas, *The Realist Gambit: Postwar American Political Science and the Birth of IR Theory*, International Political Sociology, pp. 281 à 304.

d'Evron Kirkpatrick³⁶ avec le courant béhavioriste. Pierre Ansart³⁷ mènera une étude similaire en croisant psychanalyse et science politique.

À la question du rôle de la science politique, certains politologues ont ajouté leur perception et leur piste de réflexion. Vincent Lemieux³⁸ dans un court article *The Scholar and the Expert* tout comme Robert D. Putnam³⁹ dans un discours adressé à l'American Political Science Association, vont y aller de leur propre commentaire. Toutefois, le témoignage de ces politologues davantage inspirés par leur expérience personnelle que par une réflexion analytique ne peut être suffisant.

Le politologue américain, Gabriel A. Almond⁴⁰ propose une grille d'analyse pour tenter de classer les politologues sur un axe politique. Cette grille définie par une dimension méthodologique et une dimension idéologique conduit Almond à distinguer quatre catégories : 1) La *gauche soft* plaidant pour l'unité de la pratique et de la théorie et critiquant le positivisme pour sa complicité dans la reproduction du *statu quo*. *The Tragedy of Political Science* de David Ricci, nous dit Almond, est l'incarnation de ce courant. 2) La *gauche hard* va pour sa part employer des méthodes scientifiques pour valider les postulats du socialisme. 3) La *droite hard* emploiera un arsenal méthodologique et favorisera la figure du professionnel de la politique. James Buchanan est pour Almond, la figure dominante de cette droite. 4) Finalement, la *droite soft* rassemblera les critiques conservatrices des sciences modernes qui plaideront pour un retour aux textes philosophiques majeurs et pour une vision

³⁶ KIRKPATRICK, Evron, *From past to present* dans FREEMAN, Donald M., (dir.), *Foundation of Political Science*, The Free Press A division of Macmillan Publishing Co., Inc, pp. 3 à 41, (882).

³⁷ ANSART, Pierre, *Psychanalyse et science politique* dans ANSART, P, DUPRAT, G, *Connaissance du politique*, Presses universitaires de France, 1990, pp. 9 à 43, (296 pages).

³⁸ LEMIEUX, Vincent, *The Scholar and the Expert*, *Revue canadienne de science politique*, volume 25, numéro 4, 1992, pp. 657 à 661.

³⁹ PUTNAM, Robert D, *APSA Presidential Address : The Public Role of Political Science*, *Perspectives on Politics*, volume 1, numéro 2, juin 2003, pp. 249 à 255.

⁴⁰ ALMOND, Gabriel A, *Separate Tables: Schools and Sects in Political Science* dans *A discipline divided*, Sage Publications, Inc, 1990, pp. 13 à 29, (347 pages).

platonicienne de la société avec à sa tête une élite de sages capable d'éclairer les gouvernants. Cette droite soft est incarnée par Leo Strauss, mais également par Eric Voegelin, Alan Bloom, ou encore Philippe Bénéton.

Toujours sur le rôle de la science politique, un autre américain très connu, Harold Lasswell⁴¹ émet la proposition que la science politique doit nécessairement défendre et avoir comme élément implicite la démocratie. Une sorte d'impératif catégorique, ce postulat nous dit Lasswell, ne doit pas être considéré comme un jugement normatif, mais comme une caractéristique fondatrice de la science politique moderne. C'est justement cette position d'hétéronomie, que le politologue québécois Lawrence Olivier⁴² questionne dans le texte *Terrorisme : La science politique a-t-elle fait son travail ?* L'auteur soutient qu'une dichotomie schmittienne civilisation/barbarie devient l'une des conditions d'apparition du discours politologique contemporain dans les études sur le terrorisme post-11 septembre 2001.

À leur manière, les manuels introductifs de la discipline fournissent également une histoire de la science politique⁴³. Ces ouvrages, à l'instar des introductions à la sociologie, à la géographie, à la grammaire ou la physique

⁴¹ LASSWELL, Harold D, *Les sciences de la politique aux États-Unis* dans ARROW, K-J, LASSWELL, H, D, *Les sciences de la politique aux États-Unis*, Paris, A. Colin, 1951, pp. 2 à 19, (305 pages).

⁴² OLIVIER, Lawrence, *Terrorisme : La science politique a-t-elle fait son travail ?* dans OLIVIER, L, PAYETTE, J-F, *Vous avez dit terrorisme !*, Fides, 2011, pp. 67 à 102, (303 pages).

⁴³ Voici quelques exemples de manuels qui consacrent un chapitre ou une partie à la genèse de la discipline. À noter que cette liste n'est pas exhaustive : RODEE, C, ANDERSON, T-J, CHRISTOL, C, GREENE, T-H, *Introduction to political science*, quatrième édition, 1983, McGraw-Hill, Inc., 559 pages ; KHAN, R-A, MCNIVEN, J-D, *An Introduction to Political Science*, troisième édition, 1984, The Dorsey Press, Homewood, 516 pages ; DEBBASCH, C, PONTIER, J-M, *Introduction à la science politique*, troisième édition, 1991, Éditions Dalloz, 421 pages ; BÉLANGER, A-J, LEMIEUX, V, *Introduction à l'analyse politique*, deuxième édition, 2002, Gaëtan Morin éditeur ltée, 326 pages ; MCFALLS, Laurent, *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 2006, Les Presses de l'Université Laval, 319 pages ; BRAUD, Philippe, *La science politique*, dixième édition, 2010, Presses universitaires de France, collection Que sais-je ?, 127 pages ; SCHEMEIL, Yves, *Introduction à la science politique : objets, méthodes, résultats*, 2010, Paris, Dalloz, Presses de Sciences Po, 531 pages.

newtonienne, servent à présenter une synthèse de la discipline en parcourant les concepts clés, les méthodes, les objets préconisés, les courants ainsi que – et c’est ce qui nous intéresse ici – les fondements historiques de la discipline. Ces genèses que l’on retrouve le plus souvent dans les premiers chapitres de ces ouvrages sont des tentatives permettant de retrouver les origines de la science politique, incarnées presque toujours par des précurseurs jouant le rôle de pères fondateurs. Les monuments des Machiavel, Hobbes, Montesquieu et Tocqueville sont tour à tour érigés en l’honneur de leur contribution au savoir politique moderne. Toutefois, à la différence des études que nous venons de présenter, ces manuels ne peuvent être considérés comme des documents scientifiques salutaires pour notre étude. La raison est que ce ne sont pas des chercheurs qui nous parlent par l’entremise de ces livres, mais c’est en quelque sorte la discipline qui nous transmet sa doctrine. Tout comme les revues, les associations et les départements universitaires, les manuels participent à l’institutionnalisation de la discipline. Par ses manuels, la science politique tend à se mettre elle-même en scène et à s’auto-représenter dans l’arène du discours politique savant où il y a pluralité des voix. Ainsi, dans ce marché, où s’affrontent journalistes, chroniqueurs, politiciens et politologues, les manuels servent davantage les intérêts de l’institution que la simple quête de vérité. Dans cette perspective, nous ne pouvons qu’afficher de la méfiance à l’égard des histoires proposées dans ces manuels.

À la recherche du politologique

Cette recherche se veut une modeste contribution à l’édification d’une histoire de la science politique fondée sur des discours. Discours au pluriel, puisqu’il s’agit justement de retracer quelques-uns de ces ensembles afin de démontrer les césures, les discontinuités et les dérives qu’a connues la science politique québécoise francophone. Mentionnons déjà que les prochains chapitres sont divisés en fonction des différents types de pratiques discursives répertoriés.

Ainsi, un chapitre sera consacré aux premiers pas de la science politique québécoise qui, fortement influencée par la pensée catholique de l'époque, se constitue en *politikè epistémè*. Un autre chapitre tâchera de montrer comment ce savoir s'est par la suite «disciplinarisé» selon des critères de modernité et de progrès technologique pour constituer une *politikè tekhnê*. Enfin, nous présenterons dans un dernier chapitre, la *scienza politika* c'est-à-dire, une science politique désirant s'affranchir de ses cadres institutionnels par une éthique de l'engagement. Mais tout d'abord, dans un premier chapitre, il s'agira d'expliquer l'orientation théorique et les avenues qui nous ont amenés à retenir cette dernière.

Nous croyons à l'instar de Paul Veyne que l'histoire n'a pas vraiment de méthode⁴⁴. Il est préférable selon nous, de considérer notre entreprise comme une sorte de voyage. Voyage qui bien entendu s'effectuera en compagnie de concepts pour mieux saisir l'immensité des événements, mais qui sera également ponctué d'obstacles, de contraintes et de sentiers nébuleux. Comme pour tout voyageur devant l'impromptu, il faudra s'ajuster et dévier quelque peu de notre itinéraire. Si le lecteur nous accompagnait dans sa lecture en gardant à l'esprit cette posture intellectuelle, nous accomplirons un de nos objectifs.

⁴⁴ VEYNE, Paul, *Le pain et le cirque : sociologie historique d'un pluralisme politique*, Éditions du Seuil, 1976, page 11.

CHAPITRE 1

«FOUCAULT, LA GÉNÉALOGIE ET L'HISTOIRE⁴⁵»

Cette étrange et à présent incompréhensible contradiction entre les faits et les descriptions de l'histoire provient uniquement de ce que les historiens qui ont écrit sur ces événements écrivaient l'histoire des beaux sentiments et des discours des généraux et non pas l'histoire des événements.

Léon Tolstoï, *La guerre et la paix*

Nous avons à comprendre que l'être est stratifié essentiellement – et cela, non pas une fois pour toutes, mais diachroniquement : la stratification de l'être est aussi une expression de son autocréation, de sa temporalité essentielle, soit de l'être comme incessant à-être.

Cornelius Castoriadis, *Domaine de l'homme. Les carrefours du labyrinthe 2*

Ce chapitre est consacré à la présentation de la méthodologie employée pour cette recherche. Nous souhaitons également procéder à la description des outils d'analyse qui seront mobilisés, mais, avant cela, il est nécessaire de mettre en lumière ce que nous jugeons problématique quant à notre sujet d'étude.

1.1. Dimension problématique

Avec la revue de la documentation présentée en introduction, un constat s'impose. La science politique est considérée d'abord comme une institution. C'est pourquoi la sociologie institutionnelle est devenue une méthode quasi monopolistique pour l'histoire de la discipline. Celle-ci a une propension à considérer l'histoire selon trois temporalités. Une situation de préhistoire (phase pré-institutionnelle), de progrès (processus d'institutionnalisation) puis de normalité (institution établie). Cette vision linéaire et progressiste tend à laisser de côté les courants marginaux, les dérives et les

⁴⁵ Le titre est une paraphrase de celui utilisé par Foucault : *Nietzsche, la généalogie et l'histoire* dans *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971 dans *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 136 à 156.

moments d'ambiguïté de la science. De plus, avec Jean-Philippe Warren⁴⁶, nous croyons qu'une dichotomie ancien/moderne constitue la pierre angulaire de cette approche stimulant ainsi une volonté de purification des sciences modernes face aux anomalies d'une pensée primitive révolue. En outre, le fait de considérer la science politique comme une institution est une manière de poser la question à l'envers. L'histoire qui en découle tend à expliquer les pratiques par l'institution et non l'inverse. Si l'on reprend une des problématiques de Foucault, c'est comme si l'on expliquait les comportements jugés anormaux à une certaine époque par l'existence d'un objet naturel que l'on nomme folie. Or, la folie n'existe pas *a priori*. Il y a plutôt des pratiques qui tendent à définir puis institutionnaliser cette déraison. Dans le même esprit, nous pouvons affirmer la proposition – étonnante, nous le concédons : la science politique n'existe pas. Ce sont des pratiques, qui historiquement datées et pouvant être regroupées, vont définir la conduite de la discipline instituée.

Un deuxième constat émerge à partir des manuels et des introductions à la science politique. En déterrants des précurseurs pour en faire des véritables pères fondateurs, les manuels introductifs, plutôt que d'historiciser la science politique, produisent l'effet inverse en la plaçant dans une sorte de continuité transhistorique, voire métaphysique. Platon ou Tocqueville deviennent alors, malgré eux, les points de départ d'une longue tradition politologique assurant ainsi à une discipline incertaine un passé glorieux et une place parmi les grands savoirs modernes. Ces «généalogies complaisantes⁴⁷» relèvent davantage d'une logique d'autolégitimation, voire de sacralisation plutôt que d'un travail d'historien. Ces constats amènent à reconsidérer la manière de faire l'histoire de la discipline ainsi que la façon de la questionner. Plutôt que de porter notre attention sur l'institution, nous pensons qu'il serait nécessaire et pertinent de recentrer l'analyse sur les pratiques discursives qui

⁴⁶ WARREN, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone, 1886-1955*, Montréal, Boréal, page 17.

⁴⁷ Le terme est utilisé par Georges Canguilhem dans *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris J. Vrin, 1983, page 21.

existent derrière les institutions et les fonctions. Par pratiques discursives nous entendons la production de discours ayant les mêmes conditions d'apparition et les mêmes règles d'énonciation. Nous croyons que ces dites pratiques nous permettront de déceler dans ce vaste territoire discursif, des changements et des ruptures dans le discours. Parce que la sociologie institutionnelle tend à mélanger institution, fonction et pratique et qu'une approche *hagiographique* relève de la construction d'un mythe, il faut proposer une autre vision de l'histoire pour la science politique.

1.2. Dimension méthodologique

1.2.1. Relation du discours

Si nous omettons certaines caractéristiques propres au discours⁴⁸, nous ferons très rapidement face à plusieurs problèmes d'ordre méthodologique. Par exemple, il est possible de rétorquer qu'une histoire de la science politique qui débute en 1911 relève davantage d'une conceptualisation imagée plutôt que d'une réelle enquête historique. La raison est que la discipline n'apparaît officiellement qu'en 1954 et qu'avant cela il ne serait pas possible de parler de science politique. De plus, certains textes de notre corpus sont signés par des sociologues, des philosophes ou par d'autres acteurs qui ne possèdent pas le titre de politologue. Il faudrait plutôt utiliser le terme sciences sociales pour désigner les éléments de notre corpus. Ce nominalisme s'inscrit, selon notre perspective, dans un débat futile qui peut rapidement se résoudre. À l'instar de Foucault, nous croyons qu'il ne faut pas voir les différentes unités discursives comme étant séparées les unes des autres. «Il faut aussi remettre en cause les découpages habituels entre les disciplines (philosophie,

⁴⁸ En ce qui concerne la notion de discours, nous suggérons au lecteur *Les régularités discursives* dans FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Éditions Gallimard, 1969, pp. 31 à 106, (288 pages) ; REVEL, Judith, *Dictionnaire de Foucault*, Ellipses, Paris, 2008, page 39, (113 pages) ; MAINGUENEAU, Dominique, *L'analyse du discours, introduction aux lectures d'archives*, Hachette Université, Paris, 1991, 268 pages.

droit, histoire, etc.) et des notions aussi simples que celles de *livre* ou d'*œuvre* attribuées à un sujet.⁴⁹ » Il faut plutôt se prêter à l'observation de relations et de liens entre plusieurs pôles de production de discours. « Car tout texte renvoie à d'autres textes, il s'inscrit dans un champ de discours associés et repose largement sur du déjà dit⁵⁰. » L'exemple phare d'une telle perspective est certainement la thèse défendue par Foucault dans *Les mots et les choses* : l'*épistémè* commune à la biologie, à l'économie politique ainsi qu'à la linguistique pendant l'âge classique.

1.2.2. Décentralisation du discours

Dans la même optique, certains pourraient s'en prendre à l'hétérogénéité de notre corpus puisque celui-ci est composé de textes académiques, mais également de textes issus de milieux non universitaires. À cela, nous pensons qu'il faut préconiser une certaine décentralisation du discours politologique. À ce sujet, un texte de Renaud Payre et R. Vanneuville est fort éclairant :

Ces concurrences aident non seulement à penser le savoir comme n'étant pas seulement produit au sein des arènes universitaires, mais à ne pas mesurer son succès à l'aune des seuls critères fixés par l'université. Cette démarche conduit à prendre en compte la multiplicité des lieux de production des savoirs, des acteurs qui les portent et les critères de scientificité mobilisés.⁵¹

Associer la science politique exclusivement à un programme universitaire constitue selon nous un aveuglement volontaire au déploiement discursif de ce savoir. C'est pourquoi il incombe d'ouvrir les vases communicants. Ainsi, nous sortons du

⁴⁹ FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Éditions Gallimard, 1969, page 34.

⁵⁰ FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, cité par Hervé Martin dans son texte *Le structuralisme et l'histoire* dans BOURDÉ, Guy, MARTIN, Hervé, *Les écoles historiques*, Éditions du Seuil, juin 1983, page 327.

⁵¹ PAYRE, R, VANNEUVILLE, R, « *Les habits savants du politique* » *Des mises en forme savante du politique à la formation de sciences de gouvernement*, Presses de Sciences Po, Revue française de science politique, 2003/2, volume 53, page 199.

cadre académique traditionnel pour considérer la science politique de façon plus générale. Que le lecteur n'en soit pas surpris.

1.2.3. Formation du corpus

Afin d'aller au bout de notre démarche et de mener à bien nos objectifs, il sera nécessaire de procéder par analyse de corpus. Ce dernier est constitué d'un ensemble d'éléments discursifs hétérogènes se rapportant à la science politique en tant que sujet disant la vérité. Ainsi, les matériaux bruts de notre analyse seront des énoncés cueillis dans des revues d'idées, des revues de type scientifique, des journaux, des manuels de science politique et de science sociale, des essais, des annuaires universitaires, des conférences et des commissions gouvernementales⁵². Notre cadre analytique servira par la suite à regrouper ces énoncés sans pour autant les réduire à l'un ou l'autre des différents discours.

Nous avons décidé dès le début de ce projet de recherche qu'il serait question de la science politique québécoise francophone. Nous aurions pu opter pour un objet plus large – la science politique européenne par exemple – ou pour un objet plus précis – la science politique telle que pratiquée dans une université particulière –, mais nous avons jugé plus pertinent d'y aller avec une perspective médiane pouvant échapper aux critiques évoquant à la fois la généralisation abusive et à l'inverse, les particularismes insignifiants.

Les limitations temporelles de notre analyse, sont fixées à 1911, date qui correspond à la sortie du premier numéro de la revue *L'École sociale populaire* qui, selon notre perspective, correspond aux premières traces de la science politique québécoise. Le corpus prend fin avec un texte de Léo A. Dorais, premier recteur de

⁵² Voir le corpus détaillé en bibliographie.

l'Université du Québec à Montréal. Nous avons donc un éventail d'énoncés s'étirant sur une période de plus ou moins soixante ans (1911-1977). Soulignons que ces dates et ces limitations représentent des points de repère non définitifs, mais indicatifs. Nous préférons laisser notre objet se dessiner lui-même en tâchant de ne pas le limiter dans son déploiement.

1.3. Dimension analytique

La généalogie de Michel Foucault n'est pas désincarnée. Comme pour tous les modèles théoriques, elle est le fruit d'un assemblage de concepts et d'outils méthodologiques. Ce syncrétisme s'inscrit selon nous dans la tradition française d'épistémologie historique. Les travaux de Gaston Bachelard et de George Canguilhem ont très certainement préparé l'apparition de la posture intellectuelle proposée par Foucault.

Dans un texte sur l'épistémologie historique, Anastasios Brenner définit celle-ci comme «une mise en perspective historique des concepts constitutifs ou architectoniques de notre discours sur la connaissance.⁵³» Gaston Bachelard inaugure en quelque sorte cette tradition. «Saisir la pensée scientifique contemporaine dans sa dialectique et en montrer ainsi la nouveauté essentielle⁵⁴». Voilà comment Bachelard définissait le but de son livre *Le nouvel esprit scientifique*. Il soutiendra que l'unité de la science – contrairement à ce qui est véhiculé – n'est jamais réellement stable et qu'il serait dangereux de postuler une épistémologie unitaire⁵⁵. Cette perspective vient ouvrir la voie aux travaux à portée historique. Bachelard propose le concept de *rupture épistémologique* pour dissocier son travail de toute philosophie de l'histoire.

⁵³ BRENNER, Anastasios, *Quelle épistémologie historique ? Kuhn, Feyerabend, Hacking et l'école bachelardienne*, Presses universitaires de France, Revue de métaphysique et de morale, 2006/1, numéro 49, pp. 118.

⁵⁴ BACHELARD, Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, page 18.

⁵⁵ *Ibid.*, page 18.

Comme dit Brenner : «La philosophie de l'histoire a pour effet d'annuler la réalité effective de l'histoire des sciences (événement) en la plaçant sous le signe de la téléologie⁵⁶».

Si l'épistémologie bachelardienne était historique, l'histoire des sciences de George Canguilhem était épistémologique. Sa conception de l'histoire se fonde sur les réorganisations, les ruptures et les mutations des sciences. Toute science passe par des moments critiques et c'est par ces moments que l'historien peut comprendre l'évolution cognitive des savoirs. «Faire l'histoire d'une théorie c'est faire l'histoire des hésitations du théoricien⁵⁷». En somme l'épistémologie historique rejette le positivisme en accordant à l'évènement une liberté nouvelle. Les lois de l'histoire laissent place à un certain relativisme cognitif. De plus, avec l'attention donnée aux ruptures, cette tradition repousse l'évolutionnisme. Encore une fois, c'est l'évènement et non une quelconque raison historique qui doit guider les historiens. Cette position historienne proposée par Bachelard et consolidée par Canguilhem sera reprise par Foucault. Voyons de quelle manière.

1.3.1. Généalogie ou archéologie ?

Certaines confusions peuvent survenir lorsqu'il est question des travaux de Michel Foucault. S'agit-il d'archéologie ou de généalogie ? Quelle différence entre les deux types d'enquête ? Bien que Foucault ait lui-même pu clarifier la nature de ses travaux au cours d'entrevues, nous pensons qu'Arnold Davidson⁵⁸ suggère une

⁵⁶ BRENNER, Anastasios, *Quelle épistémologie historique ? Kuhn, Feyerabend, Hacking et l'école bachelardienne*, Presses universitaires de France, Revue de métaphysique et de morale, 2006/1, numéro 49, pp. 113 à 125.

⁵⁷ CANGUILHEM, Georges, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris J. Vrin, 1983, page 14.

⁵⁸ DAVIDSON, Arnold, *Épistémologie et archéologie: de Canguilhem à Foucault* dans *L'émergence de la sexualité : épistémologie historique et formation des concepts*, Paris : Albin Michel, 2005, pp. 327 à 349, (365 pages).

synthèse constructive des travaux de l'historien-philosophe et apporte du même coup une réponse à ces questions.

Davidson met en lumière trois niveaux d'analyse. Il y a l'épistémologie qui tâchera de définir les conditions internes d'un discours scientifique. Ainsi, on parlera d'un niveau *intradiscursif*. Il est possible de dire que Bachelard et Canguilhem sont des épistémologues puisqu'ils s'efforcent de procéder à la critique de la science sans considération extérieure. Pour sa part, l'archéologue insistera sur les conditions externes d'un discours. Son objectif est de relier historiquement des unités discursives entre elles de manière à démontrer les conditions de possibilités communes à plusieurs entités.

On parlera donc d'un niveau d'interdiscursivité. En s'efforçant de montrer *l'épistémè* commune à la biologie, la linguistique et l'économie politique, l'ouvrage *Les mots et les choses* s'inscrit directement dans ce type d'analyse. La généalogie, nous dit Davidson, va plus loin. Elle « focalise sur la formation des pratiques discursives à partir des incitations, des foyers, des techniques et des procédures du pouvoir, autrement dit sur la relation entre savoir et pouvoir.⁵⁹ » Elle va donc dépasser l'archéologie et chercher à développer un autre niveau, celui de l'extradiscursivité. Si *l'épistémè* représentait le but de l'archéologue, c'est le dispositif qui animera le généalogiste. Puisque la présente étude pose la question du savoir/pouvoir, il ne fait nul doute, que nous opterons pour l'appellation généalogique pour qualifier notre travail.

⁵⁹ FOUCAULT, Michel, *L'Occident et la vérité du sexe* dans *Dits et écrits*, vol. 3, page 105, cité dans DAVIDSON, Arnold, *Épistémologie et archéologie: de Canguilhem à Foucault* dans *L'émergence de la sexualité : épistémologie historique et formation des concepts*, Paris : Albin Michel, 2005, page 345.

1.3.2. Les outils du généalogiste

Bien évidemment, de multiples concepts utilisés par Foucault mériteraient d'être définis ici. Toutefois, afin de ne pas transformer le texte en énumération lexicale, nous préférons nous limiter à ceux utilisés dans cette étude.

Foucault associe l'axe du savoir avec le concept grec d'*alètheia*, c'est-à-dire, le dévoilement de la vérité, le dire-vrai. Il propose le concept de *politeia*, la constitution de la cité, pour parler de l'axe du pouvoir. Finalement, il utilise le concept d'*éthos*, la manière d'être au monde, pour désigner l'axe de l'éthique. La relation entre ces trois concepts grecs est au centre de la généalogie et de la constitution du sujet de connaissance, du sujet qui agit sur les autres et finalement du sujet moral. Une généalogie s'effectue par l'un ou l'autre de ces axes en gardant à l'esprit que ces derniers sont intimement liés. Selon l'objet étudié, un axe pourra être plus impliqué, il sera central. Par exemple, dans *Histoire de la sexualité*, l'éthique a certainement joué un rôle prépondérant. À l'inverse, dans *Surveiller et punir* c'est l'axe du pouvoir qui est dominant. Ainsi, il est possible de décrire l'*éthos* d'un discours dans ses rapports au pouvoir et au savoir. Il est également possible de décrire une *politeia* en considérant les modes de véridictions et les pratiques de soi. Non seulement cet objectif est possible, mais il constitue la raison d'être du généalogiste. Comme le disait lui-même Foucault : «Décrire les rapports entre ces trois axes, c'est au fond ce que j'ai toujours essayé de faire⁶⁰ ».

⁶⁰ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, page 10.

- La pratique discursive

La pratique discursive est incontournable dans le travail généalogique. C'est avec cette dernière qu'il constitue ses histoires. Pour certains ce terme technique est plutôt nébuleux. En plus de laisser place à l'ambiguïté, il peut conduire vers certaines mésententes d'ordre méthodologique. Puisqu'il est selon nous, primordial de bien expliquer ce que nous entendons par cette notion, nous jugeons bon de faire appel à l'historien Paul Veyne. Celui-ci a formidablement explicité ce que Foucault entendait par pratique discursive. Cette dernière n'est ni cachée dans un inconscient, ni gardée dans un lieu de pouvoir quelconque. Les pratiques ne relèvent pas des approches herméneutique ou exégétique. Il n'y a pas d'interprétation à faire. Il s'agit de prendre un problème historique d'une autre manière. Plutôt que de porter l'attention sur l'évolution des objets dans le temps – les prisons, la folie, la science politique – il faut tenter de faire surgir les lignes directrices, les soubassements qui guident ces derniers. « Les objets semblent déterminer notre conduite, mais notre pratique détermine d'abord ses objets⁶¹ ». Afin d'illustrer concrètement cette sensibilité historique si l'on peut dire, il prend l'exemple de la gladiature, l'un des objets de prédilections de l'historiographie antique. Défaisant la thèse selon laquelle le christianisme serait la principale cause de la cessation des spectacles de combats ultimes, il soutient que cette rupture serait plutôt le fruit d'un changement de pratique discursive. L'institution qu'était la gladiature avait pour fonction de divertir le peuple. Ce constat, aussi véridique soit-il, est toutefois insuffisant. Veyne nous explique que ni institutionnalisme, ni fonctionnalisme ne peut rendre compte de cette problématique, mais qu'une pratique discursive est revanche bien plus révélatrice. Cette dernière est celle de *guider le troupeau*. De par cette ligne directrice, l'historien soutient que l'État romain cherchait à canaliser l'énergie destructrice dans les spectacles

⁶¹ VEYNE, Paul, *Foucault révolutionne l'histoire* dans *Comment on écrit l'histoire*, Éditions du Seuil, 1971, page 396.

sanguinaires pour ainsi contenir les révoltes. Avec la gladiature, on cherchait un effet cathartique.

C'est ainsi que la fonction de divertissement est motivée par le besoin étatique de contenir certains éléments subversifs. Toutefois, pour plusieurs facteurs qui ne peuvent être expliqués ici, à partir du IV^e siècle, le rôle des Empereurs change peu à peu. Passant d'un statut de chef qui guide le peuple, il prendra par la suite un ton paternaliste. Il deviendra un père spirituel qui choisira ce qui est bon et néfaste pour ses citoyens. Cette mutation s'accompagne d'une nouvelle pratique discursive celle de *choyer des enfants*⁶². Plutôt que de gérer l'agressivité d'un peuple-troupeau, nous dit Veyne, l'État s'efforçait de choisir ce qui était convenable pour un peuple-enfant. C'est ainsi que la gladiature a cessé non pas en raison d'objets – le christianisme – mais avec l'apparition d'une nouvelle pratique discursive.

Dans ses travaux, Foucault a constamment cherché à mettre en lumière les ruptures entre des pratiques. Tout comme *guider un troupeau, la volonté de savoir, Il faut défendre la société* ou *le souci de soi*, sont tous des pratiques discursives qui ont marqué l'histoire. Si le terme archéologie est délaissé au profit de généalogie, il demeure que ce premier terme amène une image très évocatrice de notre travail. Il s'agit de faire surgir les pratiques trop longtemps enterrées par les mots et les choses que sont les objets.

- L'*êthos*

Puisque nous évoquerons ultérieurement le concept d'*alètheia*, nous souhaitons maintenant s'attarder quelque peu à celui d'*êthos*. Ce dernier est très

⁶² *Ibid.*, page

certainement utile pour cette étude puisqu'il vient rejoindre nos questions générales de recherche : quel rôle et quelle histoire pour la science politique ?

Mot grec intraduisible, le terme présente la caractéristique d'avoir conservé son état étymologique originel. Il est d'ailleurs lui-même la racine de plusieurs mots couramment utilisés par exemple éthique et ethnie⁶³. Il signifie coutume, mœurs ou encore usage. Il évoque l'engagement, les comportements, l'action. De là, sa proximité certaine avec la question du rôle. Force est de constater qu'en voulant analyser l'*êthos* d'un peuple, d'une science ou d'un média, nous posons implicitement notre première question.

Foucault utilisa ce concept à plusieurs reprises dans ses travaux. Dans un texte célèbre *Qu'est-ce que les Lumières ?*, il donne suite à une réflexion que Kant avait amorcée sur le même sujet. C'est dans ce texte que Foucault fait un rapprochement entre ce qu'il nomme *l'attitude moderne* et le concept d'*êthos* tel qu'utilisé par les Grecs :

Par attitude, je veux dire un mode de relation à l'égard de l'actualité ; un choix volontaire qui est fait par certains ; enfin, une manière de penser et de sentir, une manière aussi d'agir et de se conduire qui, tout à la fois, marque une appartenance et se présente comme une tâche. Un peu, sans doute, comme ce que les Grecs appelaient un *êthos*.⁶⁴

Ainsi, plutôt que de distinguer la période moderne des autres, il préfère s'attarder à l'*êthos* philosophique de l'*Aufklärung* qui ne consiste pas à faire un découpage à partir des dates, mais bien à partir des modes de problématisation de notre position historique. Dès lors, le concept d'*êthos* vient en quelque sorte

⁶³ BLAY, Michel, (dir.), *Dictionnaire des concepts philosophiques*, Larousse-Éditions CNRS, 2007, page 289.

⁶⁴ FOUCAULT, Michel, *Qu'est-ce que les Lumières ?* dans RABINOW, Paul, *The Foucault reader*, New York, Pantheon Books, 1984, pp. 32 à 50 dans *Dits et écrits IV*, Paris, Gallimard, 1994, page 568.

répondre à la question *quelle histoire ?* C'est une perspective analytique qui est proposée par l'usage de ce concept. Il n'est plus question d'apposer des périodes et de délimiter l'histoire par des années, mais plutôt de comprendre un événement sans l'enfermer entre deux dates insignifiantes. Poser la question de l'*éthos* politologique, c'est poser en même temps les questions quel rôle et quelle histoire pour la science politique. Le graphique ci-dessous illustre le processus que nous comptons décrire.

Figure 1. Processus généalogique



1.3.3. Limites et perspective de l'approche foucaultienne

Il est important de préciser les limites que ce type d'enquête sous-entend. Ainsi, certaines mésententes pourront être dissipées en ce qui a trait aux objectifs projetés. Allons-y par la négative en mentionnant ce que celle-ci ne recoupe pas.

Premièrement, il serait faux de lier la généalogie à une quête nébuleuse des origines. En histoire des idées, on aime remonter aux origines afin d'étoffer les analyses. On aime retracer le parcours des idées en prenant bien soin de répertorier le germe qui a servi de fil conducteur à tout un ensemble théorique. Or, la généalogie se méfie de ces lieux imaginaires trop souvent construits à partir non pas de la dispersion des événements, mais à partir de préoccupations ultérieures. Dans son texte sur Nietzsche et la généalogie⁶⁵, Foucault abonde dans le même sens en distinguant l'origine de la provenance et de l'émergence. Pour Foucault, l'origine est

⁶⁵ FOUCAULT, Michel, *Nietzsche, la généalogie et l'histoire* dans *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971 dans *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 136 à 156.

un cul-de-sac qui ne mène à rien : «ce qu'on trouve, au commencement historique des choses, ce n'est pas l'identité encore préservée de leur origine – c'est la discorde des autres choses, c'est le disparate⁶⁶». Notre étude ne se consacre pas à la description de lieux saints, immaculés et immuables que sont les origines métaphysiques.

La généalogie ne peut également se confondre avec les grandes théories totalisantes que sont les synthèses toutes faites par lesquelles tout serait intégré, indissociable et influencé. Foucault le mentionne judicieusement dans son *archéologie du savoir* « l'archéologue ne cherche pas à caractériser l'esprit ou la science d'une époque, mais plutôt une configuration particulière⁶⁷ ». Paul Veyne affirme passablement la même chose en écrivant que «l'historien ne dit pas ce qu'a été l'Empire romain ou la Résistance française en 1944, mais ce qu'il est encore possible d'en savoir⁶⁸ ». Ainsi, puisque nous cherchons à décrire non pas de grands ensembles complexes réduisant tous les éléments voisins à néant, mais des fragments d'époque ayant un certain niveau d'homogénéité discursive et que nous ne cherchons pas à atteindre la vérité absolue d'un événement, nous nous distançons sans réserve des grandes idéologies totalisantes. Le portrait historique tel qu'envisagé dans notre étude, ne sera qu'une vision incomplète et toujours à recommencer d'une enquête qui se bornera au discours, c'est-à-dire à des pratiques obéissant à des règles de formations pouvant être répertoriées et organisées.

Notre étude s'oppose à l'histoire des continuités linéaires et progressistes. Que ce soit avec Hegel et la dialectique menant à la réalisation de l'esprit, avec Marx et la société sans classe ou avec Comte et sa loi des trois états, nous devons nous affranchir des découpages, des systématiqués et des périodisations. Aux processus

⁶⁶ *Ibid.*, page 138.

⁶⁷ Voir *La description archéologique* dans *L'archéologie du savoir*, Éditions Gallimard, 1969, 275 pages.

⁶⁸ VEYNE, Paul, *Rien qu'un récit véridique* dans *Comment on écrit l'histoire*, Éditions du Seuil, 1971, page 26.

irréversibles il faut opposer le discontinu c'est-à-dire les accidents, les ruptures, les dérives et les autres événements qui sont trop souvent submergés par le tsunami de la continuité. Nous opterons pour la diachronie plutôt que pour la chronologie.

Finalement, notre généalogie ne peut être liée de près ou de loin à un raisonnement téléologique. Le généalogiste s'oppose de plein fouet à la philosophie de l'histoire sous-entendant un déterminisme dans lequel chaque événement concourait à la réalisation d'un esprit, d'une révolution, d'un État ou d'une quelconque fin projetée. Le généalogiste s'attarde aux événements dans leur contingence non pas parce qu'ils participent inconsciemment à un dessin, mais bien parce qu'ils sont en soi intéressants. L'étude des discours est la raison d'être du généalogiste qui ne cherchera pas à mieux les comprendre (exégèse) ni à les interpréter (herméneutique), mais à les mettre en lumière, à les polir, bref à les sortir de leur soubassement. Comme le journaliste, le généalogiste se contentera de décrire les faits de l'actualité, simplement ce sera l'actualité d'une autre époque.

1.3.4. Aléthurgie et régimes aléthiques

On peut faire remonter aux Grecs l'analyse des régimes politiques. Depuis Aristote et sa typologie des régimes – aristocratie, monarchie et démocratie – jusqu'à Hannah Arendt et son étude du totalitarisme en passant par Montesquieu et Tocqueville, plusieurs ont voulu connaître la nature des différents systèmes politiques. Nous croyons que tout comme pour le politique, le savoir peut également se comprendre par l'analyse du type de régime dans lequel il s'inscrit. Cela sous-entend une certaine appréciation critique ainsi qu'une typologie permettant d'apporter quelques éléments théoriques. Nous ferons justement appel à une typologie mise au point par Foucault dans le cadre d'un cours au Collège de France sur le cynisme⁶⁹.

⁶⁹ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, 351 pages.

Bien que cette dernière concerne les savoirs tels qu'ils se constituent, il ne s'agit pas d'une épistémologie. Il n'est pas question d'évaluer et d'opérer une critique de la science ou du savoir. Il s'agit pour lui de montrer comment un sujet se positionne lui-même et par les autres dans le dire-vrai. Autrement dit, il veut comprendre la manière dont le savoir se fait entendre, est légitimé et parvient à un statut d'autorité. De là, le concept d'*alètheia* proposé par le philosophe pour préciser ce dont il est question dans son étude. Ce terme est le nom grec de la vérité et fut également utilisé par Martin Heidegger. Il désigne le dévoilement (*a* privatif et *lanthanô* dissimuler)⁷⁰. Autrement dit, c'est la vérité qui se manifeste, qui n'est plus voilée.

Cette méthode fondée sur ce concept, Foucault la nomma aléthurgie, c'est-à-dire enquête consistant à décrire les formes du sujet disant la vérité. Si l'épistémologie se voue au discours vrai, l'aléthurgie décentre l'analyse vers le discours dans le dire-vrai. Nous utiliserons l'appellation régime aléthique pour décrire l'objet de notre recherche. C'est dans cette perspective que nous comprenons la science politique québécoise. Maintenant, voyons la typologie des discours que nous allons utiliser.

I- Le prophète⁷¹

Le discours prophétique se définit d'abord par une position de médiation. Le prophète sert de transmetteur entre un lieu extérieur – généralement Dieu – et le monde social. Il cherche à dévoiler la vérité, à répandre la bonne nouvelle sans toutefois que le message transmis provienne de sa propre réflexion, de sa conscience

⁷⁰ GODIN, Christian, *Dictionnaire de philosophie*, Librairie Arthème Fayard, Éditions du temps, 2004, page 51.

⁷¹ À noter que nous utilisons les quatre figures telles que définies par Foucault dans *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, pp. 3 à 30 et pp. 62 à 65.

personnelle. On lui a confié une mission de messenger il n'est donc pas présent dans son discours, du moins dans son élaboration. De plus, le discours prophétique n'est jamais clair. Il y a continuellement place à interprétation et des querelles peuvent survenir quant à la véracité des propos tenus par le prophète. Inutile de citer des exemples concrets de l'histoire. Le discours prophétique est donc énigmatique et sa caractéristique maîtresse est le destin, c'est-à-dire la venue prochaine d'un sauveur, d'une fin projetée, dans tous les cas d'un événement futur annoncé.

II- Le sage

À la différence du prophète, le sage est présent dans son discours. Il n'est pas un porte-voix, mais il parle en son nom propre. Si le prophète – et nous le verrons, le parrhêsiaïste – désire rejoindre un maximum de personnes avec son discours, le sage va pour sa part préférer la réserve à la publicité. Voué à ses occupations privées, en retrait de la société, le sage ne ressent pas le besoin de diffuser son savoir. Il est sage pour lui-même. En outre, à la différence du premier, le propre du sage est de comprendre l'être du monde dans l'immédiat. La vérité ne sera pas annoncée dans un futur lointain ou un espace incertain, mais plutôt dans l'actuelle et décevante réalité du présent. Foucault mentionne le philosophe Héraclite pour illustrer la figure du sage préférant la pratique de la misanthropie plutôt que l'optimisme de l'engagement social. Le discours du sage en dévoilant ce qu'est l'être du monde renvoie à l'apodictique.

III- Le technicien

Le discours technique (ou scientifique) se traduit par une *tekhnê*, c'est-à-dire par un savoir-faire qui se transmet et qui se poursuit dans une tradition. Le discours prend corps dans des pratiques, des enseignements, des directives et des rites de passage. À l'inverse du sage, le technicien – on peut également parler de scientifique

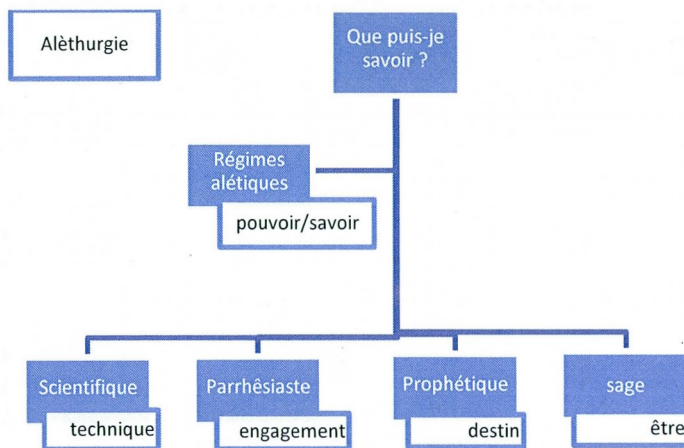
ou de professeur – s’ancre directement dans le monde social pour transmettre son discours. Plutôt que de le conserver pour lui-même, le but de ce dernier est de diffuser son savoir à l’intérieur de certains cadres institutionnels – l’université dans le cas de la science politique – pour ainsi poser les bases de sa conception de la vérité. Le propre du discours scientifique est la spécialisation. En dernier lieu, la sécurité caractérise le technicien. Cela peut paraître anodin, mais la transmission de son savoir s’effectue à l’intérieur de balises qui lui assureront protection, confort et également – il faut le dire – un revenu pour assurer sa survie.

IV- Le *parrhêsia*ste

Finalement, le discours du parrhêsiaste vient compléter notre typologie. Provenant du terme grec *parrhêsia* qui peut se traduire par le tout-dire, le franc-parler, ce discours se caractérise par son acharnement à vouloir perturber et déstabiliser les bases de la société. Si le scientifique jouit d’une sécurité, le parrhêsiaste provoque des réactions virulentes, voire dangereuses à son égard. De là le titre du cours de Foucault au Collège de France dans lequel il se consacre à l’étude de la parrhêsia, *Le courage de la vérité*. Le parrhêsiaste doute des certitudes de la cité. L’exemple phare est très certainement Socrate qui confrontant les Athéniens dans leur mode de vie, est condamné à mort. Le parrhêsiaste se fiche de sa sécurité. Il fait du dévoilement de la vérité un devoir, et ce au plus grand nombre possible – à la différence du sage. De plus, aucun cadre institutionnel ne sert de véhicule au discours parrhêsiaistique. Au contraire, du scientifique, il cherchera à détruire les institutions en place et à briser les traditions établies. En somme, le discours du parrhêsiaste peut être qualifié de polémique.

Voici une figure illustrant les quatre modalités du dire-vrai. À noter que nous utiliserons également l’appellation régime de vérité ou régime aléthique indifféremment dans le texte.

Figure 2. Typologie des discours (régimes du dire-vrai)



1.3.5. Discours philosophique et organisation des composantes

Foucault soutient que ces types de discours se rapportent aux trois composantes que nous avons observées précédemment pour ainsi former une attitude philosophique propre à chacun. À leur manière, tous vont articuler l'*alêtheia*, la *politeia* et l'*êthos*. Le prophète prédit le moment où les trois composantes pourront être réunies en symbiose pour en quelque sorte mettre un terme aux incertitudes philosophiques constituées par ces trois pôles de réflexion. Le sage prétend maîtriser la vérité, en plus de posséder les connaissances sur la morale et sur le pouvoir. Pour sa part, le technicien sépare chacune de ces composantes pour produire un savoir spécialisé. Les sciences naturelles et humaines qui se sont multipliées aux XIX^e et XX^e siècles répondent de cette logique. Finalement, l'attitude parrhêsiaistique met de l'avant un doute radical et remet continuellement en question l'apanage des trois composantes. Ainsi, le parrhêsiaiste ébranle les fondations et les certitudes.

Ce que nous souhaitons montrer, c'est la manière dont le discours de la science politique articule ces quatre modalités du dire-vrai de manière à produire un

régime de vérité. Régime qui, au fil des expériences, finira par se métamorphoser, changer de forme et transmuter vers un autre type discursif. C'est justement ces discontinuités, ces ruptures que nous proposons d'observer dans l'optique de produire un portrait historique de la science politique. En reprenant ces outils analytiques, nous répondons en quelque sorte à l'appel de Foucault. En effet, il mentionne dans son cours que :

Je crois qu'il pourrait être intéressant de chercher comment ces quatre modalités [sa typologie] se combinent dans les différentes cultures, sociétés, civilisations dans les différents modes de discursivité, dans ce qu'on pourrait appeler les différents régimes de vérité que l'on peut trouver dans différentes sociétés.⁷²

D'ailleurs, une étude sur le discours pamphlétaire au XIXe siècle s'est directement inspirée de cette typologie de Foucault⁷³. Ainsi nous reprenons cette grille conceptuelle pour notre étude sur la science politique. Même si elle a d'abord servi pour un tout autre contexte et pour un objet apparemment très éloigné, il est possible de l'ajuster et de la retravailler pour notre compte. Comme le laisse entendre le philosophe français :

Il arrive – et il arrivera très souvent, plus souvent encore que l'inverse – que ces modes de véridiction soient combinés les uns avec les autres et qu'on les retrouve dans des formes de discours, dans des types institutionnels, dans des personnages sociaux qui mêlent les modes de véridiction les uns avec les autres⁷⁴

Il est tout à fait possible d'étendre l'analyse à une multitude de personnages, de discours, de formes et de pratiques distinctes. À partir de cette typologie, nous

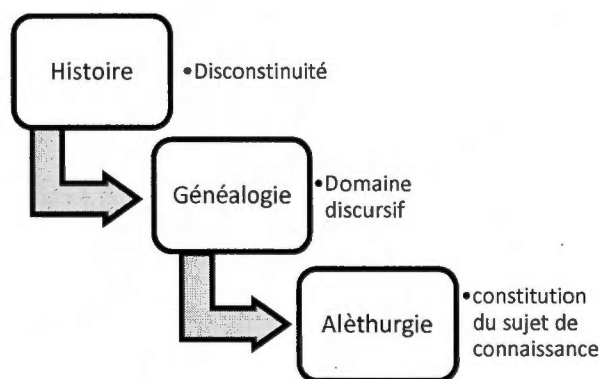
⁷² *Ibid.*, pages 64-65.

⁷³ HASTING, Michel, *De la vitupération. Le pamphlet et les régimes du dire vrai en politique*, Mots. Langages du politique, no. 91, novembre 2009, pp. 35 à 49.

⁷⁴ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II : Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, page 26.

analyserons dans ses conditions et ses formes le type d'acte par lequel le sujet disant la vérité se manifeste, se représente à lui-même et est reconnu par les autres comme disant la vérité⁷⁵.

Figure 3. Position du cadre analytique dans le champ de l'histoire



1.3.6. Fondement kantien dans la généalogie foucaultienne

La généalogie telle que proposée par Foucault est très riche en contenu et permet d'explorer des pistes de réflexion insoupçonnées. Nous avons constaté une proximité certaine entre la perspective du philosophe français et la critique de la métaphysique d'Emmanuel Kant. Il est possible d'associer les trois composantes fondamentales du discours philosophique – *alêtheia*, *êthos*, *politeia* – aux trois questions posées par Kant dans le cadre de ses *critiques*. Sans maîtriser l'étendue de sa pensée ni partager complètement le sens de ses questions, nous voulons nous en inspirer pour faciliter la compréhension de notre cadre analytique foucaultien.

⁷⁵ *Ibid.*, page 5.

La première question de Kant, *que puis-je savoir*, sous-entend une limitation de notre connaissance. Les termes ne sont pas innocents. Le verbe pouvoir vient en quelque sorte apposer une frontière à ce qu'il est possible de savoir. Ni révélation, ni système de pensée totalisant ne sauraient dépasser un certain seuil d'intelligibilité. Kant amène une première composante que nous pouvons appeler *axe pouvoir-savoir*. C'est justement avec cet axe que Foucault propose l'analyse du dire-vrai. Dès lors, nous opérerons un déplacement faisant de la science politique non plus une institution, mais un *mode de véridiction*.

En deuxième lieu, c'est la position cosmologique du sujet qui est interrogée avec la question *que m'est-il permis d'espérer*. Complémentaire de la première celle-ci interroge notre position en tant qu'être (ontologie). Une deuxième composante se détache, que nous nommerons *axe être-espérer*. Encore une fois, un parallèle avec Foucault est possible puisque ce dernier consacre une partie de son travail à ce qu'il nomme *les formes de pratiques de soi*⁷⁶. Notre concept d'*éthos* – la manière d'être au monde – se rapproche de cette dimension.

Finalement, le *que dois-je faire*, sous-entend l'action et la prise de décision. Faisant écho à Kant, le *que-faire*⁷⁷ de Lénine traduit de la même manière le caractère politique de la question. Un troisième axe complète donc l'analyse : l'axe *devoir-faire* que l'on peut très facilement rapprocher de l'axe du pouvoir envisagé dans le travail de Foucault comme étant les *techniques de gouvernementalité* permettant d'agir sur les autres. C'est ainsi que le savoir, l'éthique et le pouvoir envisagés dans leur rapport et leurs échanges mutuels, pourront structurer notre travail. La figure ci-dessous résume les éléments que nous venons d'énoncer.

⁷⁶ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II : Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, page 10.

⁷⁷ LENINE, *Que faire ?*, Iskra, no 19, 1^{er} avril 1902.

Figure 4. Trois axes de la généalogie avec leur parenté kantienne⁷⁸

Alètheia	Que puis-je savoir ? - (Que sais-je ?)
<ul style="list-style-type: none"> • Axe du savoir - mode de vérédiction • Sujet de connaissance 	
Éthos	Que m'est-il permis d'espérer ? - (Que suis-je ?)
<ul style="list-style-type: none"> • Axe de l'éthique - pratique de soi • Sujet moral 	
Politeia	Que dois-je faire ? - (Que puis-je ?)
<ul style="list-style-type: none"> • Axe du pouvoir - technique de gouvernamentalité • Sujet agissant sur les autres 	

1.3.7. Reformulation de la question spécifique

En tenant compte des études consacrées à la science politique québécoise répertoriées dans notre revue et en assimilant les outils proposés par Foucault, une question spécifique de recherche va comme suit : comment penser l'*éthos* politologique dans ses rapports à la *politeia* ? Il est clair qu'une telle question ouvre plusieurs possibilités et ne peut être entièrement circonscrite dans les pages qui suivent. C'est pourquoi nous proposons de fournir des éléments de réponse selon deux tangentes. L'une sera descriptive et l'autre pourra ouvrir la voie vers une nouvelle problématisation.

Si nous considérons la science politique québécoise selon les modalités d'énonciation d'un discours vrai nos observations nous amènent à défendre la thèse selon laquelle celle-ci, traversée par des ruptures et des mutations, forme un triptyque discursif composé par les figures du sage, du technicien et du *parrhêsia*ste. Ce

⁷⁸ Les reformulations des trois questions mises entre parenthèses nous viennent de Gilles Deleuze dans son *Foucault*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1986/2004, page 124.

triptyque⁷⁹ expose les différents régimes aléthiques par lesquels ce savoir s'est présenté et a été reçu. Dès lors, nous pouvons saisir une expérience savoir/pouvoir tout à fait unique.

⁷⁹ Œuvre peinte en trois panneaux créant ainsi un effet de contraste. Dans un triptyque, il est possible d'observer des ruptures et des continuités. D'un panneau à l'autre, certains éléments sont conservés, accentués ou supprimés. Nous pensons que ce style de tableau illustre bien le portrait historique que nous constituons. Chacun des régimes aléthiques correspondraient à un panneau lié aux deux autres. Voir annexe.

CHAPITRE 2

POLITIKÉ EPISTÉMÈ : UNE SAGESSE EN MUTATION

N'est-il pas exact que, par rapport à la vie humaine, la connaissance de ce bien a une importance considérable et que, la possédant, comme des archers qui ont sous les yeux le but à atteindre, nous aurons des chances de découvrir ce qu'il convient de faire ? S'il en est ainsi, il faut nous efforcer de préciser, même d'une manière sommaire, la nature de ce bien et de dire de quelles sciences ou de quels moyens d'action il relève. Il peut sembler qu'il dépend de la science souveraine et au plus haut point organisatrice. Apparemment, c'est la science politique. Elle détermine quelles sont les sciences indispensables dans les États, fixe celles que chaque citoyen doit apprendre et dans quelle mesure. Ne voyons-nous pas, en effet, que les sciences les plus honorées se trouvent sous sa dépendance, par exemple la science militaire, l'économie et la rhétorique⁸⁰.

Aristote, *Éthique de Nicomaque*

2.1. Conceptualisation de la sagesse politique

Dans ses principaux articles rassemblés dans l'ouvrage *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Leo Strauss définit ce qu'est le savoir politique. À cette occasion, il apporte des distinctions entre la philosophie et la science, les classiques et les modernes ou entre la connaissance et l'opinion. Qualifiant la science politique «d'expression ambiguë⁸¹» il soutient que par-delà le sens moderne de cette dernière, il existe une science politique classique qui – contrairement à la science politique moderne – ne se borne pas aux faits objectifs dépourvus de jugements de valeur, mais se consacre à la question du «meilleur ordre politique⁸²». Sur la connaissance politique, il écrit :

Et tout en haut de l'échelle, nous trouvons le grand homme d'État possédant la connaissance politique, la compréhension politique, la sagesse politique, l'habileté politique au plus haut degré : la science politique (*politikè epistèmè*) au sens originel du terme.⁸³

⁸⁰ ARISTOTE, *Éthique de Nicomaque*, Flammarion, Paris, 1992, page 22.

⁸¹ STRAUSS, Leo, *Qu'est-ce que la philosophie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1992, page 19.

⁸² *Ibid.*, page 80.

⁸³ *Ibid.*, page 20.

Cette science politique originelle se traduit par «l'habileté – l'art, la prudence, la sagesse pratique – avec laquelle un homme pouvait bien conduire les affaires d'une communauté politique en actes et en paroles⁸⁴». C'est à partir de cette *politikè epistèmè* que nous souhaitons comprendre les premiers moments de la science politique québécoise. En fait, nous irons plus loin en soutenant que c'est cette *politikè epistèmè*, cette «science qui fournit la connaissance du bonheur humain et du chemin qui y conduit⁸⁵» qui traverse le discours politologique du début de la discipline.

Si ce premier chapitre s'attarde à la sagesse politique en tant que mode de véridiction, il ne faut pas oublier que cette conceptualisation fait partie d'une typologie qui n'est pas imperméable aux autres modes. Autrement dit, il n'y a pas de frontières étanches entre la figure du sage, du prophète ou du technicien et aucune de ces figures ne peut englober totalement un discours. Il n'y a pas de pureté typologique si nous pouvons nous exprimer en ces termes. Avec la *politikè epistèmè*, nous verrons que la sagesse politique subit l'influence de la prophétie catholique dans l'élaboration de ses discours. À l'opposé, la figure du sage vient partiellement se confondre avec celle du technicien lorsqu'elle s'ancre définitivement dans le monde universitaire avec la création des départements de sciences sociales. C'est pourquoi il sera question du sage prophète dans la première division et du sage universitaire dans la seconde. Une troisième forme de discours – la sagesse humaniste – vient clore ce chapitre.

Comme mentionnés dans les pages précédentes, les différents modes de véridiction ont une manière propre à chacun d'articuler les composantes fondamentales du discours philosophique. Le pouvoir (*politeia*), le savoir (*alêtheia*) et l'éthique (*êthos*) sont considérés différemment selon le régime du dire-vrai employé. Avec le sage, le principe central qui régit le questionnement est celui de

⁸⁴ *Ibid.*, pages 82 et 83.

⁸⁵ STRAUSS, Leo, *Le propos de Maimonide sur la science politique dans Qu'est-ce que la philosophie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1992, page 152.

l'unité et de l'harmonie entre les composantes. Il s'agit d'un discours englobant dans lequel les problèmes concernant l'éthique, le savoir et le pouvoir deviennent intelligibles. De par les modalités d'énonciation de son discours, le sage présente des propositions générales infaillibles qui n'ont aucunement besoin d'être soumises à l'expérience. Il maîtrise son domaine d'investigation qui est ni plus ni moins que la totalité des affaires humaines prise comme un tout indissociable. Nous observerons que ce type de discours tend à faire du dogmatisme une condition du dire-vrai.

Nous avons dit que le prophète médiatise la vérité le plus souvent du haut (transcendance du divin) vers le bas (immanence de la société) et annonce l'harmonie entre les composantes dans un avenir prochain. À la différence du sage, le prophète ne maîtrise pas la connaissance (il ne fait que la révéler) et ne peut agir sur le présent. Cette inertie s'explique entre autre par l'absolutisme qui caractérise le type de message que transmet le prophète. On ne peut contester la révélation. De plus, la mission du prophète est de diffuser le message. Il ne peut déroger de cette tâche divine.

Puisque nous décelons dans le discours politologique certaines caractéristiques du prophète sans pour autant y voir une véritable base pour affirmer qu'il a existé une science politique prophétique, nous préférons parler d'une science politique influencée par la philosophie thomiste prenant la forme d'une sagesse prophétique. Cette dernière apparaît avec l'*École sociale populaire*, fondée en 1911 par le Père Léonidas Hudon⁸⁶. Certes, il s'agit davantage d'un savoir général issu de la doctrine sociale de l'Église que d'une science spécialisée, mais il n'en demeure pas moins que c'est à partir de cet embryon politologique que se dessine par la suite la discipline contemporaine. Au niveau institutionnel, les travaux de Falardeau puis de

⁸⁶ LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, page 65.

Leclerc l'ont largement démontré⁸⁷. L'*École sociale populaire*, devenu plus tard l'*Institution sociale populaire*, constitue le noyau de ce qui sera, avec Édouard Montpetit en 1921, l'*École des sciences sociales, politiques et économiques* de l'Université de Montréal. Cette départementalisation du savoir trace le chemin à prendre pour les aménagements ultérieurs notamment avec la création de la *faculté des sciences sociales* de l'Université Laval qui s'inspire de son homologue de Montréal. C'est maintenant à nous de démontrer le deuxième niveau d'analyse possible, celui du discours.

2.2. «Pour l'Église et pour le Peuple» : la sagesse prophétique

Dans le premier numéro de l'*École sociale populaire*, Mgr Bruchési, Archevêque de Montréal, soutient que «Les œuvres sociales ont besoin d'une élite⁸⁸» et que «L'*École Sociale Populaire* la formera pour organiser ensuite avec son concours des institutions économiques et sociales⁸⁹». Cet objectif que se donne l'*École* est très révélateur du ton adopté par la revue et de la position que celle-ci désire prendre par rapport au savoir. La formation d'une élite implique une séparation, un retrait entre celle-ci et le monde profane qui ne possède pas un tel savoir. Cette volonté de retrait est la première caractéristique qui définit l'*École sociale populaire*, mais également le régime aléthique du sage. Le nom de la revue n'est pas un hasard. Elle s'appelle ainsi, nous dit Bruchési, «puisqu'elle est appelée à répandre l'enseignement social par ses écrits, par la création d'une *chaire d'études sociales*, par ses bibliothèques, par ses *Conférences*, et par les «*journées sociales*» qu'elle devra organiser⁹⁰.» Ici c'est l'utilisation du verbe répandre qui caractérise

⁸⁷FALARDEAU, J-C, *L'essor des sciences sociales au Canada français*, Ministère des Affaires culturelles, Québec, 1964, 67 pages ; LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, 295 pages.

⁸⁸BRUCHÉSI, *Lettre de S.G. Mgr L'Archevêque de Montréal, aux membres de l'École sociale populaire* dans *L'École sociale populaire*, Montréal, no. 1, 1911, page 5.

⁸⁹*Ibid.*, page 5.

⁹⁰*Ibid.*, page 11.

l'énoncé. Celui-ci implique un prosélytisme non dissimulé. La dimension prophétique est donc fondamentale.

Dans le même sens, l'*École sociale populaire* emprunte à Mgr Ketteler une devise qui servira à conduire ses activités : «Pour l'Église et pour le peuple⁹¹». D'un mouvement descendant, de l'Église au peuple, il s'agit de répandre l'enseignement social comme on répand la bonne nouvelle. *Pour l'Église et pour le Peuple* peut très bien se lire *Par l'Église et vers le peuple*. On assiste alors à tout un dispositif qui se met en place par et autour de la revue. Mélangeant pédagogie sociale et propagande doctrinale, la sagesse politologique s'installe dans l'univers discursif québécois.

2.2.1. Un savoir révélé

Nous soulignons l'aspect prophétique du discours implanté par l'*École sociale populaire*, puisque celui-ci s'apparente davantage à un véhicule servant à médiatiser une vérité révélée plutôt qu'à une réflexion venant des membres de ce groupe de travail : «C'est, du reste, la tradition sortie du Cœur même de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui est venu pour relever les petits et les humbles, et qui nous a laissé une doctrine suffisante pour résoudre tous les problèmes qui agitent notre époque.⁹²» En d'autres termes, la vérité existe *a priori*, et ce indépendamment d'une quelconque science. Il s'agit de transmettre cette vérité par l'entremise d'une élite qui aura eu les connaissances nécessaires pour la comprendre. Ces connaissances sont les notions de sciences sociales de l'époque dont une large part se retrouve dans l'encyclique *rerum novarum* publié en 1891 par le Pape Léon XIII⁹³. Les outils sociologiques de l'époque sont en réalité ceux de la doctrine sociale de l'Église.

⁹¹ ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, *L'École Sociale Populaire*, L'École sociale populaire, no. 1, 1911, page 11.

⁹² *Ibid.*, page 3.

⁹³ LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, page 63.

Force est de constater que cette science ne se définit pas selon la production de savoir qu'elle engendre, mais par sa capacité à accueillir les problèmes politiques en conformité avec les enseignements de l'évangile. Nous sommes en présence d'une science-réceptive : « ce qu'il faut, c'est moins la science sociale que le sens social⁹⁴ ». Ce sens social c'est « l'esprit chrétien, c'est la religion vivante et inspiratrice de charité, de justice et de modération, c'est comme le disait Pie XI, un franc et sincère retour à la doctrine de l'Évangile.⁹⁵ » Avec cette propension à la révélation, l'*École sociale populaire* jette les bases de la figure du sage-prophète en science politique. Dans un texte intitulé *Sciences sociales et catholicisme*, Marcel Clément, professeur à la faculté de sciences sociales de Laval, exprime explicitement ce souci de répandre la vérité :

[...] le premier de tous les problèmes dans les sciences sociales est un problème d'éducation populaire et de prise de conscience collective. Il consiste à observer en premier lieu que les hommes sont dans la société civile comme dans les ténèbres et à leur apporter la lumière.⁹⁶

Tel un apôtre, la figure discursive du sage-prophète conçoit les sciences sociales et la science politique – Clément va définir sa conception idéale de celle-ci, soit la science politique catholique – comme un savoir conforme aux dogmes catholiques. Un tel savoir est appelé à comprendre les enjeux politiques dans l'optique de l'Église et à promouvoir les solutions appropriées.

⁹⁴ ROBERT, Damien, (Abbé), *La Formation sociale dans no collège classiques*, L'École sociale populaire, no. 282, juillet 1937, page 11.

⁹⁵ *Ibid.*, page 20.

⁹⁶ CLÉMENT, Marcel, *Sciences sociales et Catholicisme*, L'École sociale populaire, no. 423, avril 1949, page 28.

2.2.2. Transcendance du sujet

Il ne peut y avoir de savoir prophétique, si le sujet qui le possède n'est pas dans une position d'hétéronomie. Autrement dit, la source du savoir doit provenir d'un lieu autre, d'un lieu qui ne dépend pas de l'expérience humaine. C'est ce que nous appelons la transcendance du sujet. Afin de joindre l'*École sociale populaire*, les membres devaient «adhérer explicitement⁹⁷» à certains postulats notamment l'«esprit de parfaite soumission à l'autorité religieuse⁹⁸». Cela paraît très éloigné de la condition politologique contemporaine. Cette «adhésion» est en réalité une sorte de condition préalable au discours savant de l'époque. Pour qu'un énoncé soit considéré comme vrai, il doit être émis dans un cadre cosmologique précis, celui du divin. Cette position jouait le même rôle que le titre de docteur ou de spécialiste. Un prérequis institutionnel garantissant le droit de parole, voire le droit de vérité.

Au niveau interne, le discours témoigne également de la transcendance du sujet. Constamment, nous observons des références au divin servant d'arguments ou simplement d'assises au discours. Afin de promouvoir les sciences sociales, Marcel Clément, affirme que «Dès la création, Dieu nous a donné comme mission de dominer sur toute la terre.⁹⁹» Dès lors, les nouvelles sciences de l'Homme sont appelées à accomplir une mission qui dépasse le monde tangible. Elles se situent au niveau métaphysique. Ni fait empirique, ni résultat efficient. Elles servent à réaliser la volonté divine en procurant aux Hommes un «enseignement lumineux¹⁰⁰».

⁹⁷ ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, *L'École Sociale Populaire*, L'École sociale populaire, no. 1, 1911, page 17.

⁹⁸ *Ibid.*, page 17.

⁹⁹ CLÉMENT, Marcel, *Sciences sociales et catholicisme*, École sociale populaire, avril 1949, no. 423, page 1.

¹⁰⁰ *Ibid.*, page 1.

2.2.3. Savoir absolu

Qui dit discours prophétique, dit également absolutisme. En effet, le savoir véhiculé laisse peu de place au doute ou à tout autre jugement relatif. Il est même possible d'avancer que la condition fondamentale de ce type de discours est justement de ne point laisser de place au scepticisme. Cet absolutisme se dévoile également par sa propension à vouloir circonscrire l'ensemble de la société. Le clergé qui recevait à l'époque une formation en sciences sociales devait, avec ce savoir, résoudre tous les problèmes sociaux ou moraux. Écoutons Marcel Clément :

En premier lieu, donc, l'Université doit former les cadres des autorités religieuses, politiques, administratives, les professionnels, les techniciens spécialisés. Ce rôle, dans notre société moderne, est une exigence absolue. [...] C'est toute la vie morale de la nation canadienne-française qui dépend de la valeur de son clergé.¹⁰¹

Qui plus est, les sciences sociales se voient accorder une mission des plus exigeantes. Il incombait aux sociologues de l'époque de transmettre un savoir crucial, voire indispensable à la survie même de la civilisation :

Formulé dans ces termes, le problème qui se pose à notre civilisation est celui des rapports des Sciences sociales et du catholicisme. [...] Le monde doit désormais faire le choix entre le suicide ou la sainteté.¹⁰²

Il est clair qu'un tel raisonnement ne peut survenir que par l'assurance que son savoir dépasse l'imperfection de la condition humaine. Les sciences sociales ne sont pas appelées à défaire les mythes et les canons, mais, bien à alimenter le règne de ces derniers. Il ne peut y avoir qu'une seule vision comme en témoigne cette citation :

¹⁰¹ CLÉMENT, Marcel, *L'Université, institution démocratique*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no 1, septembre 1948, page 42.

¹⁰² CLÉMENT, Marcel, *Sciences sociales et Catholicisme*, L'École sociale populaire, no. 423, avril 1949, page 3.

«Dieu ne permet pas que son œuvre soit accomplie par des hommes qui utilisent pour cela d'autres voies que les siennes.¹⁰³» Cela tranche radicalement avec ce qui se fait dans les universités contemporaines. Ce ton absolutiste n'est plus perceptible de nos jours. Les modalités du dire-vrai changent pour créer de nouveaux régimes aléthiques. Le dogmatisme aurait-il laissé place à un relativisme ? Comment cela se produit-il ? C'est ce que l'on constatera dans les prochaines lignes.

2.2.4. Évêques sociologisés

Au sein de ce type de discours, il semble subsister une tension entre une foi aveugle en la révélation et une pensée rationnelle émanant d'un groupe de lettrés. Faisant référence aux premières lignes de ce chapitre consacrées à Leo Strauss, nous pouvons dire qu'il s'agit de l'écho du conflit théologico-politique entre Athènes et Jérusalem qui apparaît au sein de la sagesse prophétique. Ce conflit s'illustre par le terme en apparence contradictoire d'évêque-sociologisé. Dans un texte de 1913, *Le Clergé et les Études sociales*, on souligne que les évêques et les séminaristes s'entendent pour dire que les prêtres doivent recevoir une formation sociale, mais, qu'il ne faut pas transformer les séminaires «en pépinière d'économistes et de sociologues de profession¹⁰⁴». Bien qu'il y ait une reconnaissance du nécessaire apport des sciences sociales, il y a une méfiance certaine du savoir prophétique à l'égard de la science empirique moderne.

À titre de compromis, Archambault évoque quatre pratiques pour pallier à cette tension : l'apport de livres, le cercle d'études, le cours de morale et le cours d'économie sociale¹⁰⁵. Certains textes qui suivront témoignent de ce perpétuel affrontement entre la volonté de préserver cette sagesse prophétique et le besoin de

¹⁰³ *Ibid.*, page 29.

¹⁰⁴ ARCHAMBAULT, J-P, S.J. *Le Clergé et les études sociales*, L'École sociale populaire, no. 24, 1913, page 4.

¹⁰⁵ *Ibid.*, pp. 3 à 23.

moderniser les approches. Cette tension discursive mène à la rupture – nous oserons dire définitive – du sage et du prophète. C'est avec l'arrivée des sciences sociales à l'université que cette scission se réalise.

2.3. Le sage universitaire : entre l'Église et la science

2.3.1. Création des Facultés de sciences sociales

On attribue à Édouard Montpetit le titre de fondateur de *l'École des sciences sociales, économiques et politiques* de l'Université de Montréal¹⁰⁶. Formé en France à la *Fondation nationale de sciences politiques*, Montpetit transforme *l'École sociale populaire*, devenue depuis 1935 *l'Institut social populaire*, en faculté universitaire. Bien qu'une science politique soit dès lors définitivement installée dans le monde académique, c'est encore la figure du sage qui est au cœur du discours politologique du moment. De quelle manière l'université accueille ce type de régime aléthique ? À l'inverse, comment la sagesse prend place dans le nouveau véhicule qu'elle vient d'investir ?

Un texte d'Édouard Montpetit est éloquent : «Les universités préparent l'élite et, par elle, font pénétrer jusque dans les masses l'ensemble des certitudes morales et scientifiques dont elles ont la garde et le souci.¹⁰⁷» Cet énoncé comporte plusieurs caractéristiques s'assimilant à la sagesse politologique. Notamment la mention d'une élite de savants, mais plus important son insertion dans la dichotomie élite/masse qui structure toujours le discours. Cette dichotomie rappelle que l'existence d'une sagesse est liée à celle d'une ignorance. Ces deux pôles sont presque indissociables dans le discours du sage. De plus, cette élite possède «la garde» des «certitudes morales et

¹⁰⁶ LECLERC, Michel, *La science politique au Québec*, Éditions de l'Hexagone, 1982, pp. 66-67.

¹⁰⁷ MONPETIT, Édouard, *Les Universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales*, Revue trimestrielle canadienne, vol. 7, décembre 1921, page 390.

scientifiques»¹⁰⁸. Ces termes sont lourds de sens. Ils indiquent l'époque où l'université était davantage le théâtre du dogmatisme que du relativisme. La réflexion ne commençait pas avec le doute cartésien, mais avec les certitudes issues de la scolastique toujours omniprésente. Pour ce qui est du «souci» évoqué dans cet énoncé, nous y reviendrons plus tard.

Disciplines générales et englobantes

Bien que le savoir politique se soit installé dans les universités depuis 1920, les pratiques sont très loin d'une science objective et spécialisée. L'objectivisme n'est aucunement une condition du discours. Quant à la spécialisation, c'est inhérent à la sagesse politologique que de la rejeter et de lui préférer un savoir holiste et englobant. Cet aspect constitue même l'une des modalités du discours. Il y a une réelle volonté d'empêcher la fragmentation du savoir. Une forte opposition à la spécialisation est perceptible. Par exemple, Édouard Montpetit écrit :

La spécialisation [...] ne doit être ni exclusive, ni hâtive, ni absolue. Ce fut l'erreur explicable de notre époque que de la rendre telle, que de la chercher pour elle-même, que de l'isoler [...] ainsi dépouillé, elle ne laisse voir que les ressorts d'une admirable mécanique, propre à un seul service, incapable d'une généralisation.¹⁰⁹

On observe dans ce discours un acharnement à développer des grands modèles totalisants dans lesquels les questions politiques, économiques, sociales et morales sont intégrées. On parle d'«une connaissance complète»¹¹⁰. Pour le sage, le savoir est unitaire et doit rester ainsi. «L'enseignement vit par la philosophie, par les généralisations, par la synthèse qui devient une doctrine, une, solide, inspiratrice de

¹⁰⁸ *Ibid.*, page 390.

¹⁰⁹ *Ibid.*, page 393.

¹¹⁰ LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, page 41.

nos actes¹¹¹». De plus, la propension à la généralisation s'articule avec l'idée que la société doit être bien dirigée, bien gouvernée. C'est le propre d'une vision holiste que de s'assurer que les peuples pourront survivre et prospérer :

L'étude des peuples doit donc, en politique, être désormais dirigée vers la totalité de leur histoire, où il entre autant de sentiment que d'apparente logique, si l'on ne veut pas que les peuples continuent à s'entre-déchirer pendant que la science formulera avec superbe les sentences d'une érudition trop courte.¹¹²

À ce ton plutôt alarmiste, s'ajoute une certaine éthique d'engagement moral qui doit guider les sciences sociales. Les termes de *vertu*, *civisme*, *être moral* reviennent fréquemment afin de rappeler que les conditions de possibilités des sciences sociales de cette période ne sont pas la connaissance objective des phénomènes ni le croisement entre deux variables, mais bien la bonne conduite de la société. Ainsi, on accusait les tenants de la spécialisation de perdre de vue les objectifs politiques des sciences sociales en allant même jusqu'à mettre en péril le destin de la civilisation.

2.3.3. Premier manuel disciplinaire

Dans la vie d'une science, les groupes de recherche, les départements universitaires, les revues et les associations participent à l'institutionnalisation de celle-ci. La doctrine officielle, généralement admise dans les manuels disciplinaires, joue également ce rôle. Dans l'étude des discours, ces documents sont très révélateurs. À notre connaissance, le premier manuel de science politique québécoise est celui de Jules-Bernard Gingras, *Initiation à la science politique* paru en 1945. Ce manuel reflète en quelque sorte le savoir dominant qui lui était contemporain, c'est-à-dire la philosophie thomiste. Deux ensembles d'énoncés ont éveillé notre curiosité

¹¹¹ MONPETIT, Édouard, *Les Universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales*, Revue trimestrielle canadienne, vol. 7, décembre 1921, page 396.

¹¹² *Ibid.*, page 402-403.

dans ce manuel. La préface assurée par Esdras Minville ainsi que la présentation puis l'introduction de Gingras. Voyons quelques-uns des faits saillants.

Minville qui était directeur de l'École des hautes Études Commerciales au moment de la parution de ce livre, affirme dès le départ que ce «manuel de sociologie de l'État» est une sorte de *vade mecum*¹¹³ clair qui manquait à la littérature scientifique de l'époque. Par la suite, Minville insiste fortement sur l'ordre : «la seule doctrine sociale capable de rétablir l'ordre dans notre société en démente» ; «remettre de l'ordre dans nos esprits» ; «rétablissement de l'ordre dans les institutions»¹¹⁴. Cela révèle certainement la volonté du sage de détenir la vérité et de l'appliquer dans l'immédiat, et ce sans douter de son succès.

Gingras se lance dans les mêmes dithyrambes : «Nous sommes convaincus de l'absolue vérité du système catholique», «seul le sens chrétien peut accomplir l'œuvre de la grande restauration¹¹⁵». Il ne fait nul doute que nous sommes toujours en présence d'un savoir absolu et englobant. Par contre, ce qui semble se distinguer de la sagesse prophétique, c'est la revendication ouverte du titre de sociologue. On présente d'abord ce manuel comme une sociologie de l'État, on évoque «les fortes disciplines¹¹⁶» et on commence à définir des objets d'étude : l'État, l'économie, la société politique. Les modalités du discours changent. Le régime aléthique tente de trouver de nouvelles légitimités sur lesquelles poser ses bases pour déployer ses vérités. Si nous avons constaté que la science politique a surgi des racines prophétiques, nous voyons par la suite se développer une science politique de plus en plus scientifique.

¹¹³ Petit livre que l'on garde avec soi.

¹¹⁴ GINGRAS, Jules-Bernard, *Initiation à la science politique*, Éditions Fides, 1945, pp. 7-8.

¹¹⁵ *Ibid.*, pp. 9-10.

¹¹⁶ *Ibid.*, pp. 7-8.

2.4. L'Homme et l'Histoire : le sage humaniste

Nous décelons une troisième mutation au sein de la sagesse politologique qui s'articule principalement autour de ce que certains ont nommé la «sociologie lavalloise¹¹⁷». Fernand Dumont et George-Henri Lévesque incarnent ce que nous considérons de la sagesse humaniste. Parce que les modalités d'énonciation demeurent inchangées – unité des composantes, *aletheia*, *êthos* et *politeia* – et qu'une méfiance à l'égard du progrès technique persiste dans leurs discours, la figure du sage s'impose toujours. Toutefois, parce que la révélation divine n'est plus au fondement de ce type de discours et que la science politique catholique semble laisser la place à un renouveau rationaliste, il faut de nouveau conceptualiser ce que les archives ont dévoilé. Examinons quelques caractéristiques.

2.4.1. *Progredi* : vers l'avant

Avec la sagesse humaniste, on introduit la notion de progrès qui passe par «la culture personnelle et sociale des humains.¹¹⁸» Le progrès demeure un concept plutôt flou dans le discours. On sait qu'il devient avec la sagesse humaniste l'horizon à atteindre, mais le contenu même de la notion n'est pas défini. On fait référence aux chefs d'œuvres littéraires et artistiques qui inspirent les hommes¹¹⁹. Ceux-ci doivent jouer un rôle central dans la culture humaniste. Les sciences sociales sont également destinées à réaliser ce progrès humain en tant qu'élément de la culture humaine. Par-delà, la nature quelque peu tautologique de ces propos écrits par le Père Lévesque, il faut y voir une reconfiguration des conditions de possibilité du discours du sage. Les sciences sociales qui étaient – nous l'avons vu – un outil de réception de la vérité

¹¹⁷ Voir WARREN, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique, La tradition sociologique du Québec francophone, (1886-1955)*, Éditions du Boréal, 2003, 447 pages.

¹¹⁸ LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, page 37.

¹¹⁹ LÉVESQUE, George-Henri, *Humanisme et sciences sociales*, The Canadian Journal of Economics and Political Science, volume XVIII, no. 3, août 1952, page 264.

deviennent avec cette saveur humaniste, une production de vérité. La médiation se trouve annulée. En d'autres termes, les sciences sociales se sont humanisées de sorte que la vérité peut désormais provenir de l'ici-bas. L'Homme devient producteur du dire-vrai.

Le progrès est intimement lié à l'idéaltype promu par la sagesse humaniste. Cet «Homme cultivé» représente l'incarnation même du sage-humaniste. Il est le portrait de l'individu baignant dans la culture et les valeurs humanistes. Il est également moderne en ce sens qu'il se positionne dans le progrès – comme il a été soulevé précédemment – et il accepte l'apport des sciences sociales. Cependant, la condition première d'une telle posture intellectuelle rejette un élément central de la modernisation des savoirs. Il appose une résistance à la spécialisation ainsi qu'aux visions partielles de la société.

À ce sujet, la vision d'Édouard Montpetit est éloquente. Il soutiendra que l'«Homme cultivé» se soumet et se sacrifie pour le civisme¹²⁰. Qu'est-ce que le civisme ? C'est la connaissance de l'humanité qui nous ait révélé par les lettres et la maîtrise des forces productrices transmises par les sciences. Il indique que la science sociale se confond désormais avec civisme professionnel¹²¹. «L'homme cultivé» est donc le résultat d'une synthèse entre une connaissance théorique issue d'une conception romantique de l'humanité et un savoir pratique issu des sciences modernes. Cette conception des sciences sociales représente la jonction entre deux régimes aléthiques. C'est en quelque sorte le fruit d'un compromis.

¹²⁰ MONPETIT, Édouard, *Les Universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales*, Revue trimestrielle canadienne, vol. 7, décembre 1921, page 397.

¹²¹ *Ibid.*, page 397.

2.4.2. Les sciences sociales sont des humanismes

La position humaniste de Lévesque est encore une fois étayée à la fin du texte : « progrès qui n'est pas seulement le triomphe de l'homme sur la matière par la perfection de la technique, mais aussi, et surtout la victoire de l'homme sur lui-même, sur son ignorance et tous ses préjugés, ses fanatismes et ses égoïsmes meurtriers.¹²² » Cet énoncé, qui à première vue ne semble pas contenir de position aléthurgique, révèle justement un changement dans le dire-vrai. Jusqu'à maintenant, nous avons pu voir avec le sage prophète que l'Homme était à la merci de Dieu. L'avenir de l'humanité dépendait du divin. Mais avec, l'énoncé qui précède le rapport change totalement. L'Homme se confronte alors à lui-même, à ses échecs et plus important encore, à son propre savoir. Inspiré par la Renaissance, il doit « [...] trouver dans l'homme lui-même la réponse aux questions que leur posaient la culture et la civilisation de leur temps¹²³ ». D'une certaine manière, c'est l'apparition des sciences de l'Homme, c'est-à-dire des différentes disciplines qui s'inspirant des sciences exactes, tentent d'étudier les problèmes humains dans un rapport sujet/objet. Or, celles-là doivent mettre en leur centre l'Homme sans quoi elles seraient totalement obsolètes : « les savants sans principes sociaux ne sont guère plus souhaitables que les philosophes sans contact avec les faits¹²⁴ ». Partout dans les écrits de Lévesque cette nouvelle perspective est soutenue : Je crois qu'un humanisme authentique doit alors être défini comme une attitude de l'âme selon laquelle on considère l'homme comme le centre d'intérêt de son esprit et le principal objet de la sympathie de son cœur¹²⁵.

¹²² LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, page 41.

¹²³ LÉVESQUE, George-Henri, *Humanisme et sciences sociales*, The Canadian Journal of Economics and Political Science, volume XVIII, no. 3, août 1952, page 263.

¹²⁴ LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, pp. 39-40.

¹²⁵ LÉVESQUE, George-Henri, *Humanisme et sciences sociales*, The Canadian Journal of Economics and Political Science, volume XVIII, no. 3, août 1952, page 266.

La nouvelle subjectivité émergente doit être teintée des valeurs humanistes et doit faire de l'Homme son objet central. C'est l'une des conditions du dire-vrai.

Cela se voit également dans la manière de considérer les sciences en tant que technologies de savoir : «En éducation, ce qui compte d'abord et qu'il faut avant tout sauver, ce ne sont pas les programmes qui n'en sont que les provisoires et variables instruments, mais bien l'homme qui en est la fin¹²⁶». Ainsi, on ne considère pas ces savoirs d'une manière instrumentale, mais bien comme des éléments de la culture humaniste. Ils ne sont pas évalués en fonction de l'efficacité qu'ils procurent, mais bien en fonction de la valeur morale et culturelle qu'ils apportent. Une telle conception nous amène à considérer une autre caractéristique propre à la sagesse humaniste, mais également à l'ensemble de la *politikè tekhnê*. Celle de l'opposition à la technique.

2.4.3. Contre la *tekhnê*

Il existe une caractéristique non négligeable au sein de la sagesse humaniste qui fait office de véritable catalyseur. Cette caractéristique, c'est le rejet de la technique (*tekhnê*) comme mode de compréhension et d'explication de la société. Ce rejet s'incarne dans une dichotomie technique/humanité qui vient organiser les énoncés de ce type de discours. La science technique est directement opposée à l'Homme et à sa culture. La technique seule ne peut permettre l'atteinte du bien commun. Si elle veut s'avérer utile pour la société, elle doit s'imprégner de valeurs humanistes :

Il a perdu le sens de l'homme le sociologue oublieux qu'au-delà de l'observation des faits, des compilations statistiques et de l'élaboration des

¹²⁶ *Ibid.*, page 265.

plus savantes théories, il y a la société vivante des hommes au bien de qui tout cet appareil scientifique doit servir sans quoi il perd sa justification.¹²⁷

Le Père Lévesque appose donc une limite au déploiement de cette technique. C'est l'Homme qui doit être au centre des préoccupations sociologiques. Le savoir doit provenir de lui et doit lui retourner dans l'objectif d'améliorer sa condition. En reprenant notre typologie des régimes aléthiques, cette limite imposée à la technologie illustre ce qui distingue le régime du sage de celui du technicien. La vérité du second dépend de la théorie, des concepts, de la méthode, bref de la technique. À l'inverse, celle du sage n'est pas définie par aucun «appareil scientifique¹²⁸». Elle est attachée à un espace autre, au monde des idées. Bien qu'il n'y ait pas de frontières étanches entre les figures du sage et du technicien – Lévesque, à l'image du technicien était professeur à l'université – cette hiérarchisation qui place les principes moraux au-dessus de la technique vient confirmer que nous sommes dans la sagesse politologique.

Ainsi, devant les innovations qu'apporte la modernité – matérielle, mais aussi idéologique – nous assistons à un processus discursif qui se met en branle afin de protéger les savoirs traditionnels contre l'intrusion d'une pensée technicienne. La lecture du texte de Jean Bruchési sur l'université révèle tout le dispositif pour lutter contre cette technique : «Or ce sont précisément ces valeurs morales et spirituelles qui sont menacées, au Canada [...] l'un des éléments de cette menace est comme nous le pensons, le matérialisme encouragé, nourri par le culte de la technique et la soif de l'argent.¹²⁹» Bruchési nous explique que la technique mène vers le matérialisme. Pour la sagesse politologique, cela vient en quelque sorte nier l'une de ses modalités qui est sans grande surprise l'idéalisme. Qui plus est, une grande partie du savoir

¹²⁷ *Ibid.*, page 268.

¹²⁸ *Ibid.*, page 268.

¹²⁹ BRUCHESI, Jean, *L'Université*, Sainte-Foy, PUL, 1953, page 88.

prophétique ou humaniste provient soit d'une source divine, soit de principes transcendants qui confortent la position du sujet dans sa quête de vérité. De plus, cette position s'inscrit dans une démarche déductive tournée vers le monde des idées qui ne considère pas la nécessité de démontrer son efficience. Mais avec l'apparition d'une vision matérialiste des phénomènes, défini par une technique qui ne peut se valider qu'à partir de travaux empiriques, le dire-vrai tend à changer. Et c'est justement ce changement de cap que le sage redoute.

Fernand Dumont présente une position nuancée quant à l'arrivée de la *tekhne* au sein des savoirs. Il soutient que les sciences de l'homme – disciplines étudiant l'homme dans une perspective positive – ont tenté en vain de remplacer l'humanisme dans la résolution et la compréhension de la crise de la modernité¹³⁰. Comme pour les sciences de la nature, ces sciences objectivistes émaneraient d'un courant scientifique et technique. Contrairement, à ses prédécesseurs, Dumont ne rejette pas complètement l'apport de la technique. Au contraire, il veut une sorte de symbiose entre les sciences de l'homme et un certain humanisme. À nos yeux, ce désir exprime l'ambivalence du sociologue de l'*École de Laval*, mais également celle de toute une période qui a vu cohabiter deux régimes de vérité dominants. L'un ancré dans le passé et la tradition catholique et l'autre porté vers le progrès technique et vers les exigences matérielles d'une nouvelle époque. Jean-Charles Falardeau incarne également cette ambivalence : «Le professeur d'université, s'il succombait à ces sommations, se verrait bientôt réduit au rôle de technicien, voué seulement à produire d'autres techniciens encore plus efficaces que lui-même¹³¹». Membre de la première cohorte de l'École des sciences sociales de Laval, Falardeau illustre la transition entre les deux régimes aléthiques.

¹³⁰ DUMONT, Fernand, *Les sciences de l'homme et le nouvel humanisme*, Cité libre, no. 40, octobre 1961, page 7.

¹³¹ FALARDEAU, J-C, *Les chaînes de Prométhée*, Liberté, mars-avril 1959, Éditions de L'Hexagone, page 75.

2.5. Sagesse et *politeia*

La *politikè epistémè* est caractérisée par la séparation entre le savoir politique et les affaires publiques. L'*éthos* du sage qui découle d'un tel régime se positionne en retrait de la cité. Il n'est pas voué à partager sa sagesse comme le prophète le ferait. Certains passages de notre corpus font état de cette position :

Notre œuvre essentielle n'est donc pas de celles qui se passent sur la place publique. Il ne faut même pas trop nous inquiéter si elle est peu connue ou mal interprétée au-dehors. Nous devons être alertes au monde tout en n'étant pas complètement du monde¹³²

Ici, on observe une volonté de distanciation. D'ailleurs, c'est l'un des éléments propres de cette catégorie typologique que de restreindre volontairement la diffusion du savoir qu'il possède. Cela s'exécute entre autres par l'introduction d'une barrière de la connaissance, voire de langage. On indique que la séparation est le fait d'une mauvaise réception du savoir en raison d'une mécompréhension. La mise en retrait est également expliquée par le manque d'intérêt qu'il existe entre le savoir politologique et le monde profane : «Ne nous faisons pas illusion. Le grand public ne s'intéresse guère à nos universités¹³³». Ainsi, le rôle politique que s'attribue le sage de la *politikè epistémè* passe nécessairement par une coupure de celui-ci avec la cité. De plus, le scepticisme caractérise la conduite de son action politique potentielle.

2.5.1. Unité de la *polis*

Avec les différents attributs mis en lumière, un paradoxe semble poindre. Nous insistons pour parler de science politique, mais nous évoquons des pratiques discursives qui devraient pourtant nous en éloigner. La révélation, l'hétéronomie du

¹³² FALARDEAU, J-C, *Lettre à mes étudiants à l'occasion des 20 ans de la Faculté des Sciences sociales de Québec*, Cité libre, no. 23, mai 1959, page 14.

¹³³ FALARDEAU, J-C, *Les chaînes de Prométhée*, Liberté, mars-avril 1959, Éditions de L'Hexagone, page 69.

sujet, l'absolutisation du savoir ou encore la présence d'une subjectivité humaniste, sont toutes des caractéristiques allant à l'encontre des postulats de la science moderne. Dans un *Naissance de la science politique*¹³⁴ en France, Pierre Favre énonce certaines conditions pour que la dite discipline se développe. Parmi celles-ci, il y a la séparation entre le domaine moral et le domaine politique. À cet effet, c'est l'œuvre de Machiavel qui aurait permis une distanciation progressive entre ces deux domaines jusqu'à ce que la science soit affranchie de la religion et des principes moraux.

Il n'aurait plus d'*a priori* pour guider l'entreprise scientifique. La pratique discursive devenant alors «le savoir pour le savoir». En prenant connaissance de notre corpus, c'est tout le contraire que nous avons constaté. Non seulement il n'y a pas de sécularisation entre le politique et le religieux, mais la morale chrétienne est une des conditions du discours. Un sociologue sans principes transcendants est insignifiant. Alors, pourquoi parler de science politique ? La raison est que nous avons là une expérience tout à fait originale d'un savoir qui tente de trouver une autre voie pour son développement. La résistance vis-à-vis du changement devient en quelque sorte la ligne directrice de cette science politique. On assiste à un renversement. Au lieu d'aller vers le processus d'autonomisation, on observe plutôt une volonté d'agglomération. Le domaine religieux est central dans cette entreprise.

Comme mentionné précédemment, c'est une caractéristique propre au sage que d'avoir une perspective holiste – «connaissances complètes de la vie sociale¹³⁵» quant à la société. Les trois composantes du discours philosophique – *alètheia*, *êthos*, *politeia* – sont ainsi réunies dans un tout cohérent et harmonieux. Le but est l'unité de ces composantes. La manière d'être au monde (sujet éthique), le système politique

¹³⁴ FAVRE, Pierre, *Naissance de la science politique en France. 1870 à 1914*, Éditions Fayard, 1989, 323 pages.

¹³⁵ LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, page 41.

(sujet politique) et finalement la conception de la vérité (sujet de connaissance) sont trois éléments qui ne doivent pas être considérés séparément, mais ensemble de manière à circonscrire la totalité des pratiques sociales. La sagesse politologique, avec ses mutations et ses contradictions illustre cette volonté d'unité : «C'est l'heure où, aux lumières de l'expérience et de la raison, l'homme doit, par les sciences sociales, assurer la santé, la prospérité et l'unité des sociétés.¹³⁶» Cette unité si fortement mise de l'avant dans le discours du sage est nécessaire au bonheur de la cité. Sans quoi l'ordre laissera place au chaos. Il y aura nécessairement désintégration du politique. *Qui transformera le chaos en un tout bien ordonné ?* Telle est la question du sage qui, préoccupé par l'avenir de son monde, opte pour une perspective conservatrice. Ainsi, devant les forces qui tendent à la division des composantes – la technique – le sage préconise la protection de l'unité fondatrice. Dans le cas présent, il s'agit bien entendu des valeurs catholiques puis des modalités qui l'accompagnent, c'est-à-dire un savoir partiellement révélé qui tend à l'absolutisation ainsi qu'un rejet viscéral de la spécialisation comme fondement de la connaissance.

¹³⁶ CLÉMENT, Marcel, *Sciences sociales et Catholicisme*, L'École sociale populaire, no. 423, avril 1949, page 30.

CHAPITRE 3

POLITIKÈ TEKHNÈ OU L'APPARITION DE LA POLITOLOGIE QUÉBÉCOISE

La nature fait peu de braves : on les doit le plus souvent à l'éducation et à l'exercice.

Machiavel, *L'art de la guerre*

Cette réforme de l'enseignement supérieur, qui créait un nouvel «état» et l'«ordre» scolastique, a pu avoir été motivée par des raisons d'autonomie professionnelle, de sécurité sociale, de statut juridique, d'économie financière et d'efficacité fonctionnelle, certes, mais bien plus encore, elle visait à instituer un *studium generale*, c'est-à-dire l'enseignement de toutes les disciplines dans une même institution et, pour tous, un enseignement uniformisé et contrôlé dans chaque discipline.

André Côté, *L'Université et la société*

En posant notre regard sur l'*École sociale populaire* ou sur l'*École des sciences sociales, économiques et politiques* de l'Université de Montréal, nous ne voulions pas attribuer à ces dernières le mérite d'avoir fondé une science politique québécoise. Après tout, il est possible de retracer des pratiques discursives aux XVIII^e et XIX^e siècles qui peuvent se rapporter à une science politique. Pensons à Louis-Joseph Papineau ou à Étienne Parent, à l'*Institut canadien* ou à *L'Action nationale*. Autant de personnes et de lieux qui, dans l'hétérogénéité de leur position, ont produit un ensemble d'énoncés s'apparentant à une connaissance du politique.

Il ne s'agissait non plus d'accorder à ces entités un quelconque monopole du discours savant quant au politique. Réduire un discours à un seul visage serait certainement faire preuve d'aveuglement vis-à-vis la pluralité des documents historiques. Nous voulions plutôt décrire l'une des modalités par laquelle la science politique s'est mise en scène dans l'espace québécois, celle de la sagesse. Aussi divers et opposé que cela puisse paraître, nous avons compris que le prophète,

l'académique et l'humaniste pouvaient se rapporter au même régime discursif, c'est-à-dire à la sagesse politologique, au *politikè epistémè* comme nous l'avons indiqué. Ce constat en dit beaucoup sur l'histoire de la discipline et sur la société québécoise de l'époque. Toutefois, nous pensons qu'il y a encore beaucoup plus à dire. Notre analyse s'est arrêtée sur cet ensemble discursif plutôt qu'un autre puisque nous avons constaté que c'est à partir de ce dernier que se déploie une série de critiques, de corrections et d'interventions qui donnera naissance à un second régime discursif. Ce second régime – nous avons eu l'occasion de le dévoiler en introduction – c'est la *politikè tekhnè*. Nous observons donc une rupture au sein des modalités en passant de la sagesse à la technique. Dans ce chapitre, des considérations conceptuelles permettront de décrire ce type de régime. Mais d'abord, nous insisterons sur ce qui relie la *politikè epistémè* et la *politikè tekhnè*, c'est-à-dire la rupture. Il peut paraître étrange de réunir deux entités par ce qui devrait pourtant les désunir. Mais c'est précisément la discontinuité entre les deux discours qui nous permettra de dresser le portrait historique que nous aspirons. Telle une relation binaire, nous verrons qu'ils ont beaucoup en commun.

Ainsi, plutôt que de les prendre de manière individuelle, nous tenterons de les associer et de faire surgir les conditions qui rendent possible la transition de l'un vers l'autre. De manière imagée, il s'agit de prendre ces derniers par le centre plutôt que d'y aller par les extrémités. Et le centre, c'est une pratique discursive que nous pouvons référer à la «disciplinarisation¹³⁷» des savoirs.

¹³⁷ Le terme nous vient de Michel Foucault notamment utilisé dans *Il faut défendre la société*, Cours au Collège de France (1975-1976), Paris, Gallimard/Seuil, février 1997, page 165.

3.1. Disciplinarisation du savoir

Foucault a fait ressortir les caractéristiques du passage des savoirs en sciences. Ce «pouvoir disciplinaire¹³⁸» que l'on aperçoit entre autres au XVIII^e siècle s'incarne dans quatre opérations qui vont faire d'un savoir diffus et hétérogène, une science concentrée et organisée. Ces opérations sont : l'homogénéisation qui prévoit l'exclusion de certains savoirs périphériques ; la normalisation qui fera une mise en commun des multiples savoirs ; la hiérarchisation qui permettra une classification selon des critères de productivités entre les savoirs généraux et particuliers ; enfin la centralisation qui établira des critères de contrôle et de sélection¹³⁹. Nous considérons que cette centralisation s'effectue en majeure partie par les différentes instances universitaires – Écoles, facultés et départements – qui, en plus de délivrer les grades et les titres, s'occupent de l'organisation des disciplines et de la production scientifique des chercheurs.

Nous partirons de ce cadre pour comprendre le passage du sage au technicien avec bien entendu quelques ajustements conjoncturels. Si de multiples énoncés dispersés dans nombre de revues, d'essais et de conférences pouvaient faire l'objet d'analyse, nous croyons qu'un texte résume en partie cette volonté de discipliner le savoir politique. C'est le texte de Pierre Elliott Trudeau *La province de Québec* figurant dans l'ouvrage qu'il a dirigé *La grève de l'amiante*¹⁴⁰.

Certaines critiques nous reprocheraient la présence de celui-ci dans notre corpus. Après tout, Trudeau n'a pas été ministre de l'éducation, ni recteur d'université. De plus, bien qu'il fût un passage à la *London School of Economics and Political Science* nous ne pouvons lui conférer le titre de politologue. Alors, comment

¹³⁸ *Ibid.*, page 161.

¹³⁹ *Ibid.*, pages 160 et 161.

¹⁴⁰ TRUDEAU, P. (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, 430 pages.

lui attribuer une quelconque rupture au sein des modalités d'énonciation de la science politique ? Au risque de nous répéter, nous rappellerons que notre attention n'est ni portée sur les réformes institutionnelles pas plus que sur les acteurs politiques qui les ont portés. Nous cherchons l'*êthos*, c'est-à-dire l'attitude qui, reliée au savoir et au pouvoir, représente une manière d'être au monde, une mentalité propre à une pratique discursive. Cet *êthos* combiné aux différentes pratiques discursives forme le régime aléthique que nous nommons *politikè tekhnê*.

La grève de l'amiante paraît aux Éditions Cité libre en 1956. Utilisant le contexte de la grève des travailleurs d'Asbestos de 1949, Trudeau en compagnie de quelques collaborateurs, décrit plusieurs aspects de la société québécoise. Parmi les collaborateurs, notons la participation de Fernand Dumont qui rédige le chapitre consacré à l'histoire du syndicalisme et de Jean-Charles Falardeau qui signe la préface. La présence de ces deux intellectuels de l'Université Laval, que l'on a évoqué pour décrire la sagesse politologique, n'est pas innocente. Elle témoigne de l'évolution qui s'est opérée dans les pratiques discursives. Du sage voué à la conservation des valeurs morales, la science politique québécoise installera peu à peu ses assises dans une éthique technicienne tournée vers la matérialité, c'est-à-dire vers des problèmes empiriques. Le technicien abandonne les grands principes métaphysiques au profit des questions concrètes que posent l'État et les institutions.

En s'efforçant d'expliquer les causes idéologiques du retard du Québec, Trudeau dresse un portrait peu flatteur des institutions et de la pensée sociologique des années cinquante. Le débat politique que peut susciter une telle critique n'est pas ce qui nous intéresse ici. Nous sommes plutôt attirés par le processus discursif qui se met en place. On assiste à l'apparition d'un mécanisme de contrôle du savoir qui permettra une nouvelle constitution des sujets de connaissance politique. Le discours politique savant est dorénavant expurgé des principales caractéristiques qui étaient au

fondement de celui-ci. Il y a tout un système de pensée qu'il s'agit de discipliner et de remplacer par de nouvelles technologies du savoir. Voyons cela.

3.1.1. La pensée primitive

Trudeau amorcera en quelque sorte le processus d'homogénéisation du discours en dénonçant le retard de la pensée sociale de son époque. Il insistera d'abord sur l'idéalisme qui est, selon lui, un obstacle à la compréhension des problèmes sociologiques, notamment la crise de l'amiante. «Mais au Québec, durant la première moitié du XIXe siècle, notre pensée sociale fut tellement idéaliste, tellement à prioriste, tellement étrangère aux faits, et pour tout dire tellement futile, qu'elle ne réussit jamais à peu près jamais à prendre corps dans des institutions dynamiques et vivantes.¹⁴¹» Se trouve introduit une opposition entre l'idéalisme primitif résultant des principes de la doctrine sociale de l'Église et un empirisme scientifique résolument tourné vers le progrès. Trudeau soutient que l'idéalisme qui, largement dominant chez les élites intellectuelles québécoises, se contente «d'élaborer des systèmes conceptuels, sans aucun rapport objectif avec la réalité et souvent sans possibilité d'application.¹⁴²» Nous observons une volonté de discriminer, de placer à l'écart certaines modalités d'énonciation qui comprennent notamment, les processus déductifs (systèmes conceptuels). Par opposition, c'est l'induction qui devient la nouvelle base sur laquelle le discours à prétention sociologique doit se constituer.

Deux nouvelles modalités émergent de cette critique. Premièrement, il doit y avoir concordance entre fait et modèle théorique. Il y a là une volonté d'analyser la réalité non plus en fonction de principes moraux ou humanistes, mais bien à partir des phénomènes. Trudeau affirme – avec raison – que c'est l'*École sociale populaire* qui

¹⁴¹ TRUDEAU, Pierre, *La province de Québec* dans TRUDEAU, P. (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, page 11.

¹⁴² *Ibid.*, page 21.

se chargera de promouvoir la vision idéaliste qu'il s'agit maintenant de démonter. Deuxièmement, *La grève de l'amiante* introduit ce que nous pouvons nommer le goût de l'efficacité. Cela se définit par l'attente de résultats, de fonctionnements. On cherche des solutions pragmatiques qui impliquent des effets concrets. Quand Trudeau critique les «systèmes conceptuels» parce que ceux-ci sont «sans possibilité d'application», il reflète l'*éthos* de la modernité technologique avide de découvertes et ancrée dans la matérialité du monde¹⁴³.

Une autre caractéristique constitue ce qu'on appelle le pouvoir disciplinaire. C'est l'objectivisme. Si la dichotomie idéalisme/empirisme a pu servir de technique disciplinaire, c'est la dichotomie nationalisme/objectivisme qui apparaît dans le discours. Inutile de le rappeler, Trudeau méprisait le nationalisme sous toutes ses formes. Ce qu'il faut toutefois mettre en lumière c'est que le nationalisme est opposé à la science objective. La raison est que le nationalisme canadien-français qui s'est constitué en «système de défense» devant «une ambiance anglaise, protestante, démocratique, matérialiste, commerciale et plus tard industrielle» est resté prisonnier d'un passé révolu, éloigné de la réalité et surtout attaché à ses volontés perverses¹⁴⁴. Le savoir politique baignant lui-même dans cette superstructure était ainsi disqualifié. Bien entendu, nous ne pouvons extrapoler cette vision négative de Trudeau au nouveau discours qui vient tranquillement succéder à la sagesse politologique. En revanche, ce que nous pouvons généraliser, c'est le souci de l'objectivité qui s'impose comme un principe de base dans le savoir politique. Lorsque Trudeau condamne le «penser nationalement¹⁴⁵», il expulse en quelque sorte la dimension subjective du discours au profit d'une conception universalisante des sciences. Autrement dit, il souhaite que les sciences sociales québécoises laissent tomber les

¹⁴³ *Ibid.*, page 12.

¹⁴⁴ *Ibid.*, page 12.

¹⁴⁵ *Ibid.*, page 15.

particularismes régionaux. C'est ce rejet que nous retrouverons dans la *politikè teckhnê* que nous explorerons ultérieurement.

3.1.2. Les institutions primitives

Un autre procédé vient également témoigner du pouvoir disciplinaire qui se met en place au sein de l'univers discursif des sciences sociales. Trudeau en plus de jeter la pierre à la sagesse politologique portera son tir vers les institutions qui assurent sa diffusion. Ce procédé représente une tentative de normalisation du savoir politique. Comment faut-il comprendre cela ? Dans un premier temps, les institutions du savoir que sont les sciences, les écoles et les universités vont s'asseoir sur certaines bases de légitimité qui leur permettront d'être dûment reconnues. Une de ces bases, c'est la tradition dans laquelle l'institution prend part. Nous avons vu dans le premier chapitre que Foucault lui-même pouvait se placer dans la tradition française d'épistémologie historique succédant ainsi à Bachelard et à Canguilhem. Le même constat s'impose avec Thucydide et Suétone pour l'histoire politique puis avec Freud et Lacan pour la psychanalyse. Les savoirs cherchent à intégrer une tradition. En ce sens, Trudeau soulève la question de la tradition des sciences sociales au Québec.

Il y a en effet quelque chose de prodigieux dans la constance que nos penseurs officiels ont mis à se tenir à l'écart de toute la science sociale qui leur était contemporaine. À en juger par leurs écrits, il n'est pas exagéré de dire que jusqu'à une époque toute récente, ils ignorèrent [...] tout de la sociologie, de Durkheim jusqu'à Gurvitch ; tout de l'économique, de Walras jusqu'à Keynes ; tout de la science politique, de Bosanquet jusqu'à Laski.¹⁴⁶

Trudeau critique l'absence de tradition scientifique dans les sciences sociales. Il soutient que ce manque a été comblé par la doctrine sociale de l'Église. Nous

¹⁴⁶ *Ibid.*, page 19.

assistons à une confrontation entre deux traditions, la sociologique et la catholique. Il y a un désir de remplacer l'une par l'autre de manière à normaliser la production scientifique. Un nouveau régime aléthique doit ainsi émerger de manière à s'intégrer à de nouvelles pratiques que procure la tradition à laquelle Trudeau fait allusion.

Le processus de hiérarchisation défini par Foucault n'est pas perceptible dans le texte de Trudeau. Toutefois, il est possible de voir un renversement de perspective quant à la position sociale du savoir. Nous avons vu que le sage se place dans une position de supériorité par rapport au profane et que cela est même une modalité d'énonciation de son discours vrai. Trudeau laisse entendre que cette hiérarchisation était inhérente à la société canadienne-française :

Les rédacteurs de *L'action nationale* déclaraient aussi : Le Canada français demande un chef... Un chef, un vrai chef, pétri de nos traditions, fort de notre foi, à l'esprit clair, à la volonté ferme, au cœur ardent : voilà ce qu'exige impérieusement notre survivance.¹⁴⁷

Il en dira de même pour l'idéologie officielle : «pour tout dire, la doctrine sociale de l'Église, chez nous, concevait la société politique en termes d'élites et de chefs, beaucoup plus qu'en fonction de l'éducation politique des masses¹⁴⁸». Le savoir hautement hiérarchisé se voit dorénavant défié par une nouvelle pratique qui tend à égaliser les positions. Avec cette critique sociale, mais également épistémologique, nous assistons à un affrontement entre le discours dominant – la *politikè epistémè* – et un nouveau régime de vérité qui tend à se consolider par son opposition au premier.

Le dernier processus que nous utilisons pour démontrer la disciplinarisation du savoir politique est celui de la centralisation. Depuis 1921, les sciences sociales

¹⁴⁷ *Ibid.*, page 25.

¹⁴⁸ *Ibid.*, page 24.

ont leurs assises à l'université. La science politique à son département autonome à l'Université Laval en 1954 et quatre ans plus tard l'Université de Montréal fera de même. Le texte de Trudeau, si révélateur soit-il, n'illustre donc pas une altération des pratiques à ce niveau-là. Nous avons vu que la sagesse politologique avait elle-même opéré la centralisation de son savoir dans les institutions d'enseignement supérieur. Ce qui change avec le nouveau régime discursif qui se met peu à peu en place, c'est une recentralisation du savoir ou plutôt une reconfiguration de la production au sein du centre du savoir. Critiquant la vocation de l'université, Trudeau cite André Siegfried – fondateur de la science politique française¹⁴⁹ – qui avait lui-même passablement heurté les pratiques universitaires du Canada français :

En 1905, parlant du Canada français, André Siegfried écrivait : L'Université, loin d'être comme dans certains pays un milieu où s'agitent les idées nouvelles, où se préparent les évolutions du lendemain, devient au contraire un instrument efficace de conservation.¹⁵⁰

Cinquante plus tard, Trudeau réactualise cette critique et l'adresse au réseau universitaire québécois. Parlant de l'Institut de sociologie de l'Université de Montréal, il écrira :

[...] durant sa vie éphémère, le prétendu Institut ne fit guère de sociologie qu'à la manière des compilateurs d'annuaires téléphoniques [...] pareille institution ne fit rien pour préparer à la compréhension du bouleversement social au Québec, et servit tout au plus à prolonger l'immobilisme cultivé par les écoles nationalistes et les professeurs de notre doctrine sociale de l'Église.¹⁵¹

¹⁴⁹ Voir FAVRE, Pierre, *Naissance de la science politique en France. 1870 à 1914*, Éditions Fayard, 1989, 323 pages.

¹⁵⁰ TRUDEAU, Pierre, *La province de Québec* dans TRUDEAU, P. (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, page 50.

¹⁵¹ *Ibid.*, page 55.

Il nuance ses propos en soutenant que l'*École de Laval*, avec le Père Lévesque à sa tête, permit l'élaboration d'«une pensée sociale scientifiquement valable¹⁵²». L'ensemble de cette critique cinglante vient démontrer qu'il y a une volonté de changer la manière d'appréhender le savoir. On tend à passer d'une pratique de la conservation à celle de l'innovation. Avec cette analyse du texte de Trudeau, il s'agit de démontrer la rupture entre deux régimes du dire-vrai. Celui de la sagesse politologique dont nous avons essayé de faire ressortir les principales caractéristiques dans le deuxième chapitre et l'autre régime qu'il s'agira de décrire dans les prochaines lignes. Il faudra garder à l'esprit que bien que la sagesse politologique n'est plus le régime aléthique dominant, il y a toujours certains éléments de ce dernier qui persistent dans les pratiques. Les discontinuités que nous nous efforçons de décrire ne sont pas définitives, mais bien partielles et un discours ne saurait en réduire un autre au silence.

3.2. La *tekhnê* comme fondement du politologique

Dans un numéro de *Cité libre* de 1958, Léon Dion plaide pour que les facultés s'organisent avec notamment la création de centres de recherche et d'une revue scientifique¹⁵³. Ainsi pourra-t-on assurer une production scientifique normale et une publication de celle-ci. Ce n'est que dix ans plus tard, en 1968, qu'on lança la *Revue canadienne de science politique*. John Meisel et Gérard Bergeron soutiendront dans la note éditoriale du premier numéro que «Le lancement d'un périodique canadien exclusivement consacré à la science politique est l'indice d'une maturation nouvelle de cette discipline dans nos universités¹⁵⁴». La création d'une telle revue s'inscrit

¹⁵² *Ibid.*, page 57.

¹⁵³ DION, Léon, *Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française*, *Cité libre*, no 26, juillet 1958, page 27.

¹⁵⁴ BERGERON, Gérard, MEISEL, John, *Note éditoriale*, *Revue canadienne de science politique*, vol 1, no 1, mars 1968, p. 1.

dans le processus de spécialisation et d'autonomisation de la discipline. Processus qui était abondamment condamné dans de multiples articles de l'*École sociale populaire* au nom d'une perspective globale et unitaire de la société.

D'autre part, dans un article de *L'Action nationale* datant de 1947, Gérard Payer s'intéresse au philosophe James Burnham et pose du même coup la question de la scientificité de la politique¹⁵⁵. James Burnham, dit Payer, a conceptualisé ce qu'il nommait les «machiavélistes». Ce courant apporterait les conditions d'un savoir politique authentique qui étudierait la société de manière détachée : 1) décrire des faits notoires ; 2) tirer des lois générales de ces faits ; 3) prédire des faits à venir à l'aide de ces lois¹⁵⁶. Bien qu'il associe la politique à un art plutôt qu'à une science, il souhaite l'avènement d'une science politique machiavéliste : «il vaut la peine de travailler pour tenter de faire bénéficier la société d'une méthode qui a donné des résultats si merveilleux dans tous les autres domaines de l'activité humaine.¹⁵⁷» Une telle science appliquée à la politique – une science politique au sens moderne du terme – s'inscrit parfaitement dans le régime que nous décrivons. Si Trudeau n'a pas parlé de machiavélisme, l'idée générale reste la même. La référence à Machiavel est également révélatrice d'un changement de perspective. Nous avons dit plus tôt que le sage résistait à la séparation machiavélienne de la morale et du politique. À l'inverse, Payer vante les mérites du Florentin et préconise l'apparition d'une telle tradition dans les pratiques au Québec.

Ces deux changements – institutionnel et cognitif – participent au vaste mouvement qui traverse la science politique québécoise. Avec les quelques éléments que nous décrierons dans les prochaines pages, nous soutenons que ce mouvement donne lieu à un régime discursif que nous nommons *politikè tèkhnè*.

¹⁵⁵ PAYER, Gérard, *La politique est-elle une science ?*, L'Action nationale, février 1947, pp. 86 à 94.

¹⁵⁶ *Ibid.*, page 92.

¹⁵⁷ *Ibid.*, page 94.

3.2.1. Caractéristiques de l'*éthos* technicien

Dans *Le courage de la vérité*, Foucault trace les contours de ce qu'il nomme l'«attitude technicienne» en tant que mode de véridiction. Puisque nous partons de cette typologie pour notre étude, rappelons les grandes lignes de celle-ci. À la différence du prophète et du sage, le technicien communique son savoir. Son mot d'ordre est la transmission de connaissances qui assure ainsi une tradition scientifique. L'accumulation de pratiques et de techniques est en quelque sorte le but de celui-ci. Plutôt que d'opter pour une perspective globale, il va inversement tendre à la segmentation. Autrement dit, il étudie de manière séparée, les composantes centrales du discours philosophique que sont le savoir, le pouvoir et l'éthique. Il n'y a plus de science maîtresse avec laquelle tout serait intelligible. Il est nécessaire d'avoir une science spécialisée pour chaque composante dans laquelle il y aura des sous-champs spécialisés comme la science militaire, la pensée politique et la sociologie électorale pour le pouvoir ainsi que la linguistique, la pédagogie, ou l'épistémologie pour le savoir. De plus, l'attitude technicienne ne cherche pas à révolutionner l'ordre établi. Le technicien préfère la sécurité à la provocation et la continuité à la rupture. C'est pourquoi l'une des caractéristiques incontournables d'un tel discours est le confort matériel et la sécurité sociale. Cela tranche radicalement avec le régime aléthique du *parrhêsia*ste que nous verrons dans le prochain chapitre.

Avec la présentation de ces caractéristiques, un certain nombre de termes sont mobilisés : régime aléthique, discours, attitude, *éthos*, pratique discursive, typologie, modes de véridiction. Nous convenons qu'un tel cadre apporte son lot de technicités. Afin de ne pas égarer le lecteur dans un labyrinthe conceptuel, soulignons que le but de cette étude est toujours la description de l'évolution des pratiques discursives. Nous affirmons que ces pratiques discursives s'inscrivent dans une typologie des régimes de vérité (modalités aléthiques) et apportent ainsi un *éthos*, une attitude qui

incarne ces dits régimes. Dans ce chapitre, le *politikè tekhnê* est le régime aléthique tandis que l'attitude technicienne est l'*êthos* correspondant.

3.2.2. L'humilité de la science technicienne

Dans *Situation de la recherche sur le Canada français*, le politologue Jean-Charles Bonenfant décrit l'ouvrage de Maurice Lamontagne *Le fédéralisme canadien*, comme étant «le premier livre de science politique véritable¹⁵⁸». Ce livre est d'autant plus symbolique puisqu'il est publié en 1954, l'année même où le premier département de science politique voit le jour. Il nous semble pertinent d'explorer ce dernier pour faire ressortir certains éléments. D'emblée, nous constatons une différence majeure quant à la manière dont le sujet se positionne dans le dire-vrai. Lamontagne souhaite rompre avec une certaine posture du sage :

Il ne faut pas s'attendre à trouver ici de solutions définitives ni satisfaisantes en tous points. Là où une grande flexibilité est nécessaire, elle tente d'éviter tout dogmatisme et tout absolutisme afin de parvenir, dans la plus grande objectivité possible, à une vérité relative et pratique.¹⁵⁹

Les éléments contenus dans cette citation révèlent une totale rupture avec la *politikè epistémè*. Dorénavant, l'une des conditions de possibilité de la science politique est l'humilité. Le dogmatisme qui était autrefois une condition du discours est disqualifié. Il en est de même de l'absolutisme qui cède la place à une science s'imposant des limites dans ses moyens et ses buts. Si la sagesse politologique se dressait contre la décadence qui guettait la société occidentale, le technicien préfère réduire son champ d'application : «Les motifs qui inspirent le présent ouvrage se ramènent tout simplement au désir d'apporter une contribution à la solution de

¹⁵⁸ BONENFANT, Jean-Charles, *Les études politiques dans Situation de la recherche sur le Canada français*, DUMONT, F, MARTIN, Y, Québec, PUL, 1962, page 78.

¹⁵⁹ LAMONTAGNE, Maurice, *Le fédéralisme canadien*, Les Presses de l'Université Laval, 1954, page IX.

certain problèmes qui touchent au bien-être de l'ensemble de la population canadienne¹⁶⁰». Bonenfant met également en relief cette modestie qui doit devenir une caractéristique centrale de la science technicienne en paraphrasant un autre politologue :

Ne croyons pas toutefois que le développement de la science politique transformera radicalement notre société. Comme l'a écrit Jean Meynaud, même si l'on consacrait à la science politique des sommes égales à celles affectées à la physique nucléaire ou à la chimie, on n'arriverait pas à des résultats de même portée et il en découle que la modestie demeurera longtemps l'une des vertus les plus nécessaires au spécialiste en science politique.¹⁶¹

On souhaite ainsi revoir les modalités d'énonciation, mais également la vérité politologique en elle-même. S'il y avait autrefois une Vérité – révélés ou non –, il y a maintenant des vérités partielles et susceptibles d'être renversées par la communauté scientifique. Cette communauté est également évoquée par Philippe Garigue alors qu'il était doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal :

Dans notre faculté le professeur, le chercheur, l'étudiant est un homme de science, engagé dans un dialogue avec d'autres professionnels des sciences sociales, participant à une collectivité scientifique et recevant de ses collègues les jugements nécessaires sur la validité de son effort scientifique.¹⁶²

Cette collectivité est en quelque sorte la nouvelle base sur laquelle repose le discours véridique. La validation par les pairs en sciences sociales – principe fondamental de toute science moderne – remplace peu à peu les valeurs transcendantales dans la conduite du savoir politique. Qui plus est, Garigue

¹⁶⁰ *Ibid.*, page X.

¹⁶¹ BONENFANT, Jean-Charles, *Les études politiques dans Situation de la recherche sur le Canada français*, DUMONT, F, MARTIN, Y, Québec, PUL, 1962, page 82.

¹⁶² GARIGUE, Philippe, *La Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal*, Culture, vol. 19, no. 4, 1958, page 396.

mentionne qu'une telle communauté scientifique participe à la limitation du champ des possibles : «le fait même que les sciences sociales ne sont que l'organisation scientifique d'une connaissance limitée de la vie humaine est un rappel continuels qu'elles ont une valeur limitée.¹⁶³» Tout comme Lamontagne, il confirme la propension de la science politique d'imposer des frontières à son investigation. La modestie accompagnera dès lors les politologues dans le déploiement de leurs analyses.

3.2.3. L'objet : horizon de la *tekhnê*

Dans le texte de Philippe Garigue commenté dans les lignes précédentes, l'auteur évoque l'«attitude scientifique¹⁶⁴» qui est au cœur des sciences modernes. Nous tâcherons de comprendre cet *éthos* en partant des éléments que fournit l'auteur.

En plus de l'humilité que nous avons mentionnée, nous y voyons également une forte prédisposition à l'objectivité. À l'instar de Garigue, nous parlerons d'«un goût de l'objectivité¹⁶⁵» qui doit animer le spécialiste des sciences sociales. Cela se constitue selon trois opérations aléthurgiques : 1) l'introduction du rapport sujet/objet dans la position du politologue ; 2) la recherche d'objets propres à chaque discipline ; 3) La substitution de l'hétéronomie par la communauté scientifique. Du coup, ces trois opérations jumelées à l'humilité qui est constitutive de cette attitude scientifique donnent naissance à ce que nous appelons la politologie. Pour identifier ces dernières, examinons l'ouvrage de Gérard Bergeron *Le fonctionnement de l'État* paru en 1964. Notons que ce livre est sa thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne sous la direction de Maurice Duverger et que l'ouvrage publié fut préfacé par nul autre que Raymond

¹⁶³ *Ibid.*, page 396.

¹⁶⁴ *Ibid.*, page 393.

¹⁶⁵ *Ibid.*, page 394.

Aron. Ainsi nous comprendrons le régime discursif avec l'une des œuvres phares du début de la politologie québécoise.

Dès le départ, Bergeron s'interroge sur la science politique en tant que savoir. Chose totalement hérétique dans le régime du sage, il se demande ce qu'il peut attendre de cette science. Il soutient qu'il n'y a pas de science politique qui aurait sa propre conception du politique, mais qu'il y a plusieurs modes – économique, philosophique, psychologique – qui permettent une compréhension de la réalité. Ce *que puis-je savoir* introduit un rapport entre lui et le problème qu'il cherche à examiner, c'est-à-dire le rapport sujet/objet. C'est à partir de ce rapport que commence, la formation d'objets propres qui constitue la deuxième opération. L'objet doit être le fruit d'une sélection et d'une division du travail au sein de la communauté. L'observation empirique impose des critères de faisabilité. Il doit être circonscrit avec des moyens limités. Cette propension n'est pas propre à Bergeron, mais bien à la *politikè tekhnê* qui permet son discours. Concrètement, le politologue de l'Université Laval rejette la notion de pouvoir en tant qu'objet propre de la science politique : «En certaines œuvres de «science politique», on lui fait signifier *le tout* et *à peu près tout* de la politique [...] On a l'impression que leurs auteurs ont du Pouvoir une conception analogue à celle que les panthéistes se font de Dieu.¹⁶⁶» Cette critique s'applique à un savoir qui prétendrait connaître un ensemble trop grand. Encore là, on comprend la nouvelle position que se donne le technicien des sciences sociales.

Une autre citation de Bergeron est à ce sujet éloquente : «Faire du Pouvoir la notion-pivôt de la «science politique», c'est, *a priori*, en dilater à l'excès l'objet, le champ des investigations, les perspectives.¹⁶⁷» Devant ce concept qu'il juge galvaudé, il souhaite faire des «relations politiques» l'objet de prédilection de la science

¹⁶⁶ BERGERON, Gérard, *Fonctionnement de l'État*, Librairie Armand Colin, Paris, 1965, page 36.

¹⁶⁷ *Ibid.*, page 37.

politique. Ici, nous ne souhaitons pas savoir si cet objet permet une opérationnalisation plus efficace que la notion de pouvoir. Il s'agit plutôt de montrer le nouveau souci qui anime le politologue, celui de définir des objets propres. En ce qui a trait à la troisième opération – celle de substituer le sage par une communauté scientifique – nous ferons état d'un élément se retrouvant dans le texte de Bergeron.

En guise d'avant-propos, il énumère un ensemble de citations appartenant à des philosophes, des sociologues ainsi qu'à certains politologues¹⁶⁸. Servant d'exergues pour entrer en la matière, nous percevons cela comme une tentative de l'auteur de s'insérer dans une tradition qui le précède. Il n'est plus un seul individu doté d'une subjectivité propre, mais un acteur participant à un ensemble plus vaste, qu'est la communauté de penseurs politiques. Il va se fondre dans cette communauté pour ainsi dépersonnaliser son discours. Cela vient illustrer ce que Garigue évoquait par attitude scientifique : «les sciences sociales sont sciences, c'est-à-dire la poursuite d'une connaissance objective du monde social, séparable de la spontanéité intuitionnelle individuelle.¹⁶⁹» Les articles scientifiques tout comme les thèses tirent leur légitimité de la communauté scientifique. Le principe fondamental de toute science moderne est justement la revue par les pairs. Ce principe a pour effet de remplacer le *je* par le *nous* et d'ainsi, reconfigurer la science politique dans le dire-vrai.

Ces trois opérations sont essentielles dans la constitution de la politologie, c'est-à-dire la science politique moderne. Cette science est tributaire du nouveau régime du dire-vrai (*politikè tekhnê*) qui introduit également l'humilité au sein du savoir politique. Ainsi pourra-t-on distinguer la sagesse politologique de la

¹⁶⁸ BERGERON, Gérard, *Fonctionnement de l'État*, Librairie Armand Colin, Paris, 1965, pp. 1 à 9.

¹⁶⁹ GARIGUE, Philippe, *La Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal*, Culture, vol. 19, no. 4, 1958, page 393.

politologie et de manière analogue, la science politique classique de la science politique moderne.

3.3. La politologie et les spécialistes de science politique

Nous venons de mettre en évidence l'attitude scientifique avec notamment deux de ses caractéristiques principales soit son humilité et son goût de l'objectivité. Maintenant, regardons les rôles qui découlent d'une telle attitude. Parce qu'il ne faut pas oublier que les régimes discursifs que nous décrivons – la *politikè epistémè*, la *politikè tekhnè* et dans le prochain chapitre la *scienza politica* – sont effectifs et occasionnent des manières d'être distinctes. Nous avons noté trois types d'*éthos* qui traversaient le régime du sage : le sage-prophète, le sage-académique ainsi que le sage-humaniste. Du régime du technicien, nous observons deux grands ensembles soit le professeur et le technocrate. D'ailleurs, ces derniers sont évoqués dans un texte intitulé *L'Université et la société* où André Côté souligne les deux rôles de l'université moderne soit la transmission du savoir, «enseigner ou transmettre le haut savoir, ou science, en vue premièrement de le conserver et de lui permettre de progresser pour le bien de l'humanité¹⁷⁰», ainsi que le technocrate, «former les cadres supérieurs de la nation qui ont pour fonction d'appliquer ce savoir pour le bien et le progrès de la société.¹⁷¹»

Avec le développement du réseau universitaire québécois, l'État devient de plus en plus présent dans le financement et la gestion des campus. Cela soulève la question de l'autonomie des universités. Bien entendu, cet enjeu n'est pas particulier à la science politique ou aux sciences humaines. Toutefois puisque les politologues

¹⁷⁰ CÔTÉ, André, *L'Université et la Société*, Forum universitaire, no 2, octobre 1967, A.P.U.L., page 17.

¹⁷¹ *Ibid.*, page 17.

sont indissociables du monde universitaire – surtout avec l'apparition de la politologie – il est nécessaire d'insister sur cet aspect.

Nous dirons que l'institution universitaire, tel un corps de métier, possède ses traditions, ses mœurs et ses règles. La *tekhnê* qui se retrouve au fondement de ses pratiques, influence ses préoccupations. Si la sagesse se vouait à la préservation et au bonheur de la cité, la *tekhnê* se consacre à sa propre survie au sein de la cité. Il y a là une distinction importante du rôle joué par les deux régimes discursifs. Ainsi nous retrouvons au sein de la politologie un souci d'autoconservation. Le savoir politique autrefois indissociable du tout que représentait la société, devient dorénavant indépendant. Il est maintenant voué à l'une des composantes – l'étude d'objets politiques – aux côtés des autres savoirs spécialisés. C'est cette indépendance institutionnelle qui doit être préservée des intrusions étatiques ou privées.

Comment s'exerce cette autonomie universitaire ? Dans un article consacré à la condition du professeur d'université, Léon Dion soulève cette question. Pour ce dernier, l'indépendance de l'institution est intimement liée à celle des professeurs. Il partage la conception d'André Côté : «La liberté individuelle lorsqu'elle est transférée à la communauté universitaire devient cette autonomie universitaire tant recherchée¹⁷²». Dion insiste – et c'est là que nous retrouvons l'une des caractéristiques fondamentales du technicien – sur la sécurité matérielle et intellectuelle qui doit habiter le professeur : «l'universitaire individuel, se sentant soutenu et protégé, connaîtra la sécurité, condition sinon indispensable du moins fort favorable à l'accomplissement de sa tâche¹⁷³». Vianney Décarie, devenu plus tard directeur du département de philosophie de l'Université de Montréal, partageait également ce besoin dans un autre numéro de *Cité libre* : «Pour être fidèle à sa tâche

¹⁷² *Ibid.*, page 16.

¹⁷³ DION, Léon, *Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française*, *Cité libre*, no 26, juillet 1958, page 21.

le professeur devra être assuré de la paix de l'esprit indispensable aux travaux de l'intelligence. Et la sécurité matérielle est l'une des conditions essentielles de cette paix¹⁷⁴».

Si l'on reprend la typologie de Foucault, la recherche de la sécurité est essentielle dans le discours technicien. À la différence du *parrhêsia*ste que nous verrons dans le prochain chapitre, l'action de vérité doit s'accompagner de balises et de mécanismes qui assureront la sécurité du professeur. Bien entendu, cette caractéristique nous paraît banale lorsqu'il est question de l'université, mais si l'on replace ce type de discours dans les différents régimes aléthiques, on s'aperçoit que ce besoin de sécurité est un événement particulier dans l'étude du savoir politique. La recherche de sécurité est également présente chez le sage. Tout un courant classique de philosophie politique – en lien avec la *politikè epistémè* – s'inspire de la condamnation de Socrate dans l'organisation de leur discours. Cet événement, le philosophe châtié pour avoir manifesté sa conception de la vérité (*a* supprimer, *lètheia* dissimuler, rendre visible), rappelle continuellement au sage le danger qui le guette. C'est ainsi qu'il préfère rester en réserve de la cité afin d'assurer sa sécurité. Le technicien fera autrement. Il ne considère pas son rôle aussi dramatiquement que le sage. Comme nous l'avons vu, il est très modeste dans sa façon de considérer son travail. Il se voit comme un agent de conservation plutôt que comme un agent de changement (transmission du savoir dans une tradition). C'est ainsi que la sécurité devient l'une des conditions de possibilités de la *politikè tekhnè*.

3.4. La cité technicienne : le souci de l'utile

En continuité avec la sagesse politologique, on observe chez le régime aléthique du technicien une volonté de former une élite à qui l'on accorde le soin de

¹⁷⁴ DÉCARIE, Vianney, OUELLET, C., LEMOYNE, Jean, *La liberté académique*, Cité libre, no. 19, janvier 1958, page 4.

bien gérer les affaires de la cité. Parlant des universités en général, Louis Berlinguet traduit cette volonté : «À ce stade de notre évolution, il nous apparaît urgent de préparer la formation d'une élite de penseurs, de chercheurs, d'universitaires ayant atteint un très haut niveau d'excellence¹⁷⁵». Il est intéressant de constater le changement dans la manière de légitimer la position du savoir entre le sage et le technicien. Le premier évoquait la conservation pour légitimer son propre discours tandis que le second laisse entendre que c'est la nécessaire évolution qui guide ses fins. Cela étant dit, on cherche toujours à créer une caste d'individus éclairés. Jean-Charles Falardeau parle d'une transition entre deux groupes :

Et nous sommes amenés, une fois de plus, à constater que notre société, semblable en cela à un très grand nombre de sociétés, à notre époque, est en train de passer presque sans transition du stade de société traditionnelle à celui de société technologique et technocratique.¹⁷⁶

Bien entendu, cette nouvelle élite vise des objectifs différents. Nous ne sommes plus dans l'idéalisme et le conservatisme des valeurs catholiques. Nous sommes en présence «d'une élite intellectuelle, rationnelle, technicienne, efficace¹⁷⁷». On laisse définitivement tomber le spirituel au profit d'un souci de l'utile. Le sage-politologue qui se consacrait à la conservation des valeurs suprêmes est remplacé par le technicien-politologue qui s'attarde à la question du fonctionnement de l'État et des institutions. À titre d'exemple, l'historien Michel Brunet soutient dans un article de *L'Action nationale* que la science politique est nécessaire au bon fonctionnement du fédéralisme canadien. Il écrira que «Si, en certains milieux dirigeants d'Ottawa, on continue à n'écouter que les économistes et les théoriciens du nationalisme *Canadian* et à ignorer le point de vue des spécialistes

¹⁷⁵ BERLINGUET, Louis, *Laval et la société québécoise*, Forum universitaire, no. 2, octobre 1967, APUL, page 84.

¹⁷⁶ FALARDEAU, Jean-Charles, *Des élites traditionnelles aux élites nouvelles* dans DUMONT, F., MONTMINY, J-P, *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, PUL, 1966, page 143.

¹⁷⁷ *Ibid.*, page 141.

de la science politique, c'est toute l'union canadienne qui en souffrira¹⁷⁸». Bonenfant abonde dans le même sens lorsqu'il affirme qu'il «est peut-être temps que l'on songe à modifier les institutions, et pour cela la connaissance et l'utilisation des données de la science politique sont évidemment nécessaires¹⁷⁹». Dans l'histoire de la science politique québécoise, cette manière de considérer la discipline est tout à fait nouvelle. Il n'est pas étonnant que le schème fonctionnel devienne quasi-monopolistique dans le développement ultérieur de ce savoir au Québec, mais également ailleurs. Les travaux de Gérard Bergeron, de Gabriel Almond, de David Easton et de Karl Deutsch peuvent en témoigner¹⁸⁰.

Ce constat vient confirmer ce que l'on affirmait déjà plus haut. La *politikè tekhnê* engendre une élite technocratique guidée par un souci de l'utile. Cette même élite tend à bouleverser la relation savoir/pouvoir en transformant la manière de considérer les problèmes politiques. La cité bonne est remplacée par la cité technicienne.

¹⁷⁸ BRUNET, M, *La science politique au service de l'union canadienne*, L'Action nationale, vol. XLIV, no 4, décembre 1954, page 286.

¹⁷⁹ BONENFANT, Jean-Charles, *Les études politiques dans Situation de la recherche sur le Canada français*, DUMONT, F, MARTIN, Y, Québec, PUL, 1962, page 82.

¹⁸⁰ LEMIEUX, Vincent, *Les schèmes d'intelligibilité du politique* dans BÉDARD, G, OLIVIER, L, THIBAUT, J-F, *Épistémologie de la science politique*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 1998, page 64.

CHAPITRE 4

SCIENZA POLITIKA : ANALYTIQUE DU SAVOIR ENGAGÉ

Toute vérité n'est pas bonne à dire. C'est là une maxime de poltrons. Dès qu'une chose est vraie, elle est bonne à dire, et doit être dite. C'est l'avantage qu'elle a sur le mensonge qui n'est jamais bon à dire, même pour la plus grande gloire de Dieu.

Athur Buies, *La Lanterne. Propos révolutionnaires et chroniques scandaleuses*

Je ne suis ni un savant ni un philosophe breveté. Je ne suis qu'un prolétaire qui a eu la chance de lire beaucoup (sans méthode, toutefois, faute d'argent pour acheter cette méthode à l'université) et qui a eu aussi l'occasion d'agir, qui agit et qui veut continuer d'agir. À qui il suffit d'être honnête avec lui-même et d'essayer, du mieux qu'il peut, de mettre en pratique ses convictions.

Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*

L'aléthurgie est une méthode destinée à expliquer la manière dont la vérité se constitue, est dévoilée et est perçue. En compagnie de la typologie proposée par Foucault, nous tâchons d'appliquer cette méthode à la science politique québécoise de manière à faire ressortir les différents régimes du dire-vrai qui ont eu cours dans son histoire. Déjà, nous en avons identifié deux : la *politikè epistémè* et la *politikè tekhnè*. Ces deux régimes correspondent à deux événements institutionnels majeurs dans l'histoire de la science politique québécoise francophone. L'arrivée de la discipline dans l'univers discursif avec l'*École sociale populaire* et la création des départements universitaires pour le premier ainsi que la consolidation d'une discipline spécialisée et organisée que nous identifions comme étant la politologie pour le second. Si nous optons pour la description de ces régimes aléthiques, c'est parce que nous croyons qu'ils sont au fondement des institutions et que ce faisant, ils guident ces dernières dans leur développement. Ainsi, un changement dans les pratiques discursives nécessiterait une nouvelle réflexion sur la nature du régime aléthique. C'est précisément un changement de perspective qui nous oblige à poursuivre notre analyse et à identifier un troisième type de régime. Celui-ci met en scène la vérité

politologique d'une tout autre façon. Bien que certaines tendances persistent – c'est toujours le cas même dans les discontinuités – la *scienza politica*¹⁸¹ complète notre triptyque et confirme du même coup la pluralité qui règne au sein de la science politique québécoise. Avant d'examiner ce dernier, il est nécessaire de comprendre les causes qui ont mené à la rupture. Voyons cela.

Les différents régimes du dire-vrai que nous décrivons n'apparaissent pas tout bêtement au moment opportun. Ils ne sont ni révélés, ni autonomes. Inversement, ils émergent en fonction d'intérêts et de conjonctures pour répondre à des questions ou plus intéressant encore, pour en proposer de nouvelles. La raison est qu'un changement dans la conception de la vérité implique nécessairement un changement dans la manière de vouloir cette vérité. La vérité politologique du sage n'est pas celle du technicien tout comme les questions posées par le premier sont à bien des égards différentes du second. Il s'agit de comprendre le régime aléthique en fonction de la vérité qu'il produit, mais également en regard des problèmes qu'il formule. Comme dirait Foucault, il s'agit pour nous de faire l'histoire des problématisations. Tout comme le régime du technicien qui prendra forme en fonction d'une critique de la sagesse politologique, le troisième régime apparaît également avec une critique cette fois-ci adressée à l'*êthos* du technicien.

Maurice Lamontagne, mentionné dans le chapitre précédent, illustre parfaitement le sujet de cette nouvelle critique. Par ses écrits, et son statut d'intellectuel, le rôle qu'il occupe devient problématique. D'abord, Lamontagne conçoit les sciences sociales d'une manière pragmatique – dans le sens large du terme – et cherche à joindre le savoir politologique avec les intérêts étatiques comme en témoigne ce passage :

¹⁸¹ Pour cette appellation nous nous sommes librement inspirés de Nietzsche qui, pour insister sur l'aspect romantique, avait sous-titré son *gai savoir* par la traduction latine *gaya scienza*. Voir NIETZSCHE, Friedrich, *Le gai savoir*, Flammarion, Paris, 2007, 439 pages.

Tous les ministères offrent de nombreux emplois aux spécialistes en science politique [...] Or, les universités de langue française donnent un enseignement spécialisé en sciences sociales depuis à peine dix ans et les étudiants du Québec qui se consacrent à ces études sont encore peu nombreux.¹⁸²

On cherche à faire le lien entre les professions et les disciplines universitaires. La science politique doit se lier à l'appareil étatique québécois dans un esprit de fonctionnalité mutuelle. Comme nous avons déjà mentionné, c'est le souci de l'utile qui caractérise ce régime. Léon Dion tiendra passablement le même message :

L'obligation qui incombe à l'université de fournir les nouveaux types de spécialistes dont le gouvernement et l'industrie ont besoin, la contraint à reformer ses programmes et ses structures. [...] La préoccupation principale des universités d'aujourd'hui est ou devrait être de trouver les formules qui permettront aux étudiants d'occuper des emplois qui n'existent pas encore et à les rendre aptes à se départir sans heurt de connaissances devenues périmées.¹⁸³

Ainsi, on cherche à répondre aux exigences du marché et à trouver une symbiose entre le savoir – en ce qui nous concerne la science politique – et les institutions publiques et privées. Mais il y a plus. Lamontagne en plus de partager cette vision, incarne concrètement le type de spécialiste qui est appelé à émerger. Dans les années cinquante, il devient haut fonctionnaire, sous-ministre puis conseiller économique à Ottawa. Par la suite, il fait le saut en politique active à titre de député à

¹⁸² LAMONTAGNE, Maurice, *Le fédéralisme canadien*, Les Presses de l'Université Laval, 1954, page 289.

¹⁸³ DION, Léon, *Le nouveau contexte social de l'Université* dans *L'Université québécoise du proche avenir*, R. Hurtubise et al. (éds.) Montréal, Éditions HMH, 1973, page 188.

la Chambre des communes¹⁸⁴. Ces notes biographiques ne sont pas anodines. Elles nous indiquent le parcours idéal-typique d'un technicien des sciences sociales. Tous ces rôles qu'occupe Lamontagne – professeur, fonctionnaire, conseiller du prince et politique – répondent du même régime aléthique et de la même pratique discursive et serviront d'antinomie à la *scienza politica*.

4.1. Qu'est-ce que la *scienza politica* ?

La typologie sur laquelle se fonde notre analyse est issue d'une étude sur le cynisme menée par Michel Foucault au Collège de France. Elle a été édictée afin de rendre compte des différentes formes du dire-vrai dans la culture grecque. Dans ce cours, Foucault affirme qu'il serait intéressant de reprendre cette typologie dans une autre époque et avec des sujets différents¹⁸⁵. Un jumelage entre Foucault et une typologie peut sembler étrange. Après tout il n'est pas théoricien. Il est historien et non pas historien des structures ou des systèmes, mais historien des événements et des singularités. Ainsi comment utiliser une typologie conceptuelle et demeurer dans la généalogie ?

À cette question nous dirons à l'instar de Foucault que même avec un cadre typologique, il est nécessaire de constamment recommencer le travail de conceptualisation. On ne peut réduire les pratiques discursives aux concepts. Il faut au contraire observer comment les événements reconstituent les différents concepts et en créent des nouveaux. Il s'agit de rendre compte des réorganisations qu'engendre l'histoire. Il n'est pas possible de reprendre intégralement une typologie et la sortir de son contexte. En revanche, il est possible et pertinent de voir comment la science

¹⁸⁴ BROOKS, Stephen, GAGNON, Alain-G, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada*, Les Éditions du Boréal, 1994, pp. 69-70.

¹⁸⁵ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, page 27.

politique québécoise a réorganisé les caractéristiques du dire-vrai prophétique ainsi que de celui du sage pour constituer un sujet original et singulier qu'est la *politikè epistémè*. Il en est de même avec l'attitude technicienne que l'on retrouve chez les Grecs qui, assimilée dans le contexte politologique québécois, engendre une forme particulière de savoir que nous appelons *politikè tekhnê*. D'ailleurs ces deux régimes aléthiques que nous identifions ne sont pas très éloignés des caractéristiques typologiques de la culture antique. En raison du côté professoral évident des disciplines académiques, il y a une proximité certaine entre l'*êthos* du technicien et le spécialiste de science politique. Toutefois avec la troisième réorganisation que nous évoquons, la *scienza politica*, un ajustement plus important est nécessaire. Avec la sagesse, la prophétie et la technique, la *parrhêsia* constitue une des quatre modalités du dire-vrai et débouche vers une attitude particulière que Foucault nomme l'*êthos parrhêsiaistique*. Cela signifie franc-parler¹⁸⁶. C'est l'attitude philosophique qui consiste à tout dire malgré les controverses que cela peut soulever. Le *parrhêsiaiste* altère les mœurs de la cité. Il aime provoquer. De par son discours, il suscite des débats sur des questions fondamentales. Ici, nous employons l'adjectif fondamental au sens littéral c'est-à-dire comme ce qui maintient les institutions en place. De plus, la *parrhêsia* implique une révision continuelle des composantes philosophiques du discours. L'*êthos*, la *politeia* et l'*aletheia* réunit par le sage et séparés par le technicien se retrouvent constamment remise en question par le *parrhêsiaiste*. Telle est l'attitude de ce dernier, qui préfère la dispersion à l'unité et la réflexivité à la spécialité.

La présence d'une telle attitude au sein de la science politique québécoise ne paraît pas aussi évidente que pour les deux autres modalités. Si nous ne pouvions affirmer l'existence d'une science politique prophétique à part entière, il en va de même pour une science politique *parrhêsiaistique*. La raison est que la *parrhêsia* est

¹⁸⁶ GROS, Frédéric, (sous la direction), *Foucault : le courage de la vérité*, Presses universitaires de France, Paris, 2002, page 155.

un concept historique lié de près à l'École philosophie des cyniques. C'est une notion développée expressément pour cette dernière. Diogène de Sinope en est la figure par excellence. Bravant les lois et les habitudes des Athéniens, il se dénude sur la place publique afin d'affirmer ses thèses naturalistes. Il erre comme un mendiant dans la cité pour démontrer qu'aucune institution – physique ou métaphysique – ne peut réduire la matérialité de l'homme. Cette attitude provocatrice, mais non moins philosophique, c'est *le courage de la vérité* que Foucault s'efforce de décrire. Il serait pour le moins douteux d'affirmer ici qu'un moment de la science politique corresponde exactement à cet *éthos*. En revanche, nous constatons qu'un certain discours nous oblige à constater une parenté certaine entre la *parrhêsia* et la science politique québécoise. Ce discours, nous le nommons *scienza politica* qui tout comme le cynisme philosophique tente d'accorder conception de la vérité et mode d'existence. Nous croyons que c'est précisément sur ce point que convergent l'attitude *parrhêsiaistique* et le savoir politologique. Le politologue engagé, comme nous l'appellerons¹⁸⁷, ne peut se contenter d'un savoir technique séparé de sa vie quotidienne. Il désire plus qu'un travail bien rémunéré ou qu'un titre professionnel. Pour lui, sa conception de la vérité doit s'articuler avec ses actions sociales, politiques, et économiques. Qui plus est, contrairement à ce que croit le sage, il ne peut y avoir d'unité ou d'institutions éternelles. Ni principes moraux ou humanistes seraient imperméables à la critique *parrhêsiaistique*.

Nous observons un tel état d'esprit au sein d'un courant de la science politique. Parole directe, parfois acerbe qui vient déranger les institutions établies, et ce dans une perspective d'engagement social. Où trouvons-nous une telle attitude ? Qu'est-ce qui nous permet d'affirmer l'existence d'une science politique engagée ?

¹⁸⁷ À noter que nous utilisons également le terme *parrhêsiaiste*. Il faut toutefois garder à l'esprit les distinctions qui s'imposent entre l'étude sur le cynisme de Foucault et celle-ci sur la science politique.

Notre attention s'est tournée vers une critique de la pensée technicienne articulée à partir des années soixante principalement autour de la revue *Parti pris*. Très vite, nous nous sommes rendu compte que plusieurs caractéristiques véhiculées dans cette dernière nous permettaient d'y voir un troisième mode de véridiction. Caractéristiques que nous explorerons dans les prochaines pages. Mais avant, il faut prévenir le lecteur que nous sortons, encore une fois, du cadre universitaire pour analyser la science politique. Une revue d'idées n'est pas une faculté et la plupart des collaborateurs ne sont pas – ou pas encore à ce moment-là – des politologues¹⁸⁸. Nous rappelons qu'en voulant faire l'état d'un discours social, il n'est pas question d'enfermer la discipline politologique entre des murs, mais plutôt de décentraliser le discours et de parcourir les multiples relations de celui-ci. D'ailleurs, l'un des éléments récurrents de cet ensemble discursif dont nous ferons état est de vouloir sortir de l'université et de réfléchir à l'extérieur des institutions établies. Il est donc souhaitable de porter notre regard vers des lieux autres que l'université. Nous pensons qu'une revue d'idées, de par la diversité des auteurs et des styles, reflète la dispersion que nous souhaitons cerner.

4.2. Rejet de la *tekhnê*

Selon la logique du triptyque que nous utilisons, les différents régimes aléthiques sont entrecoupés par des discontinuités. Comme pour le passage du sage au technicien, la science politique engagée se distancie du régime qui le précède d'abord par une critique. Cette critique, c'est le rejet de la technique comme fondement du politologique. Celle-ci est entre autres perceptible dans un conflit intergénérationnel entre les revues *Cité libre* et *Parti pris* comme cette citation tirée d'un texte de Jean-Marc Piotte en témoigne : «Nous reprochions aux citélibristes leur

¹⁸⁸ À noter que Jean-Marc Piotte, un des fondateurs de la revue, deviendra professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal en 1969. À notre connaissance, il est le seul des collaborateurs à pouvoir revendiquer le titre de politologue.

méthode empirique, leur pragmatisme, leurs vues à court terme¹⁸⁹». *Parti pris* accuse *Cité libre* d'inertie et de suffisance intellectuelle. Le texte de Piotte illustre un certain mécontentement à l'égard du changement de ton de *Cité libre* après l'élection de Jean Lesage. Les jeunes de *Parti pris* vont dénoncer un manque de fougue chez les citélibristes dans la poursuite des réformes. Un manque de fougue qui, selon notre perspective, est attribuable à la conception technicienne de la revue fondée par Trudeau et Pelletier. D'ailleurs l'un des collaborateurs les plus célèbres, Pierre Vallières, claque la porte de *Cité libre* pour se joindre aux partipristes. Jugé trop radical par Trudeau, il pourra pleinement s'exprimer en compagnie de jeunes révolutionnaires qui partagent avec lui une vision *parrhêsiaistique* de la cité. Toujours dans ce texte, Piotte critique les prétentions objectivistes de la pensée technicienne :

Ils vouent un culte à l'objectivité, c'est-à-dire aux sciences exactes : ce qui les empêche de réellement comprendre l'importance du sujet dans la connaissance, donc des idées que ce sujet porte par devers soi. Il faut avoir entendu deux sociologues ou deux économistes discuter d'un même problème pour saisir la relativité de l'objectivité des techniciens.¹⁹⁰

L'objectivité, inhérente à la *politikè tekhnê*, se retrouve discréditée par l'auteur. On émet des doutes quant aux possibilités d'une telle posture intellectuelle. Cette remise en question n'est pas le fait d'un seul auteur. Constamment, nous retrouvons dans *Partis pris* une volonté de remplacer la conception technicienne des sciences. Cela se manifeste entre autres par le refus de la vision objective du monde. Si les alternatives restent floues, il est clair qu'on souhaite penser le politique autrement qu'avec un modèle inspiré des sciences de la nature.

Le rejet de la *tekhnê* se manifeste également dans la critique du rôle politique des intellectuels. Celle-ci se retrouvant traditionnellement à gauche du spectre

¹⁸⁹ PIOTTE, Jean-Marc, *Autocritique de Parti pris*, *Parti pris*, vol. 2, no. 1, septembre 1964, pp. 36 à 44 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, page 69.

¹⁹⁰ *Ibid.*, page 72.

politique, soutient que les spécialistes des sciences sociales deviennent de véritables agents reproducteurs du système capitaliste. Prisonniers d'une logique de dépendance économique, ceux-ci auraient davantage intérêt à reconduire plutôt qu'à refonder les institutions en place. Cette critique d'un certain «conservatisme académique» peut se lire notamment ainsi : «L'on sait que les intellectuels y deviennent, par excellence, les techniciens, les conseillers. C'est là une forme, non douloureuse, et même dorée, d'asservissement au système¹⁹¹». On comprendra que les figures du technocrate ou du conseiller du prince – qui étaient dans le régime précédent des incarnations logiques – sont avec la *scienza politica* inadmissibles.

Soulignons que le rejet de la *tekhnê* s'exprime de manière analogue avec celui de l'université : «Telle est la nature et l'activité de cette institution qui se prétend au service de la nation. Elle est essentiellement bourgeoise par sa constitution et elle assure l'embourgeoisement des individus¹⁹²». L'université considérée comme lieux de conservation culturelle des institutions essuie ainsi les mêmes critiques. Dans une telle perspective, un problème apparaît. En rejetant la conception technicienne, on vient qu'à rejeter du même coup le lieu de production de la science politique. La question se pose alors : peut-on parler de science politique si ce savoir s'exprime à l'extérieur du cadre universitaire ? Nous reviendrons sur ce problème lorsque nous traiterons de l'organisation de la *scienza politica*. Pour l'instant, gardons en tête que le nouveau régime tente de se distinguer de l'ancien au niveau cognitif, mais également au niveau institutionnel.

Dans la discontinuité que nous observons, il faut noter que certaines pratiques persistent entre les deux régimes. Notamment la conception collectiviste des sciences.

¹⁹¹ CHAMBERLAND, Paul, *L'individu révolutionnaire*, Parti pris, vol. 3, no. 5, décembre 1965, page 19.

¹⁹² PARTI PRIS, *L'université : une institution de la classe bourgeoise*, Parti pris, no. 3, décembre 1963, page 60.

Même si, comme nous venons de constater, il y a rejet de la *tekhne*, l'esprit communautariste demeure la clé du savoir politique. Bien que *Parti pris* ne soit pas un département universitaire, on tente de constituer une communauté scientifique qui valide les analyses. Cela se fait entre autres par l'embauche de collaborateurs issus des disciplines scientifiques, par la mise en place de centres de documentation et également par la tenue de clubs de discussion¹⁹³. La raison est qu'une proposition reçue comme scientifique ne peut plus se fonder uniquement sur des principes transcendants. L'hétéronomie – la loi qui me régit est hors de mon contrôle – qui caractérisait les pratiques discursives fait place à l'autonomie.

Les conditions de possibilité doivent se fonder sur une intersubjectivité assurée par une communauté académique, intellectuelle ou, dans le cas présent, militante. Cette perspective communautariste, issue de la *politikè tekhnè*, illustre une «coupure mentalitaire¹⁹⁴» entre la sagesse politologique et les régimes du dire-vrai que nous retrouvons à partir des années cinquante. Il n'est plus possible de penser le politique dans le schème clérical qui était autrefois omniprésent. Ramener un tel schème d'analyse après la «disciplinarisation» serait certainement perçu comme un anachronisme discursif si nous pouvons nous exprimer ainsi. Comme en témoigne ce passage, la *scienza politica* s'appuie également sur une communauté dans la production du savoir : «Il ne faudrait donc pas voir des certitudes dans ce qui va suivre. Ce sont des hypothèses de travail qui devront être vérifiées ou mises en question par l'action de nos organisateurs et par la réflexion de nos intellectuels¹⁹⁵». Le principe de vérification par les pairs est donc fondamental dans les analyses produites. D'ailleurs un autre principe scientifique, celui de la réflexivité, est

¹⁹³ PIOTTE, Jean-Marc, *Autocritique de Parti pris*, Parti pris, vol. 2, no. 1, septembre 1964, pp. 36 à 44 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, page 79.

¹⁹⁴ Cette expression est de Marc Angenot. Voir *Rupture avec le capitalisme. Le discours socialiste français, 1971-1981 : contexte historique, croyance et décroyance*. Notes pour le Colloque «Amnésies françaises», Lille III, mai 2010, page 4.

¹⁹⁵ PIOTTE, Jean-Marc, *Où allons-nous*, Parti pris, vol. 3, no. 1-2, août-septembre 1965, page 81.

omniprésent chez les partipristes. Comme peuvent en témoigner certains titres d'articles – *Autocritique de Parti pris*, *Où allons-nous*, *Exigences théoriques d'un combat politique*, *L'individu révolutionnaire* – un effort de réflexion sur la pensée se fait continuellement. Cela est caractéristique de la science moderne, mais également de la *parrhêsia*. Le *parrhêsia* remet continuellement en question les principes institutionnels ou moraux qui l'entourent. Cette réflexivité est tout à fait logique d'une telle position. Ainsi, on observe un chevauchement entre les régimes du sage et du *parrhêsia*. Encore une fois, nous rappelons qu'il n'y a pas de pureté typologique, mais un assemblage d'éléments caractéristiques.

4.3. L'engagement comme fondement de la nouvelle science politique

Plusieurs courants viennent loger chez *Parti pris*. L'anticolonialisme, l'existentialisme sartrien, le personnalisme chrétien et le marxisme pour ne nommer que ceux-là. Dans toute cette diversité, que nous ne tentons pas de diminuer, l'engagement est le dénominateur commun du dire-vrai. Après le rejet de la *tekhnê*, cela représente la deuxième caractéristique de la *scienza politica*. Celle-ci n'est pas dans une position d'hétéronomie ou d'objectivité. Elle est engagée dans le savoir. Dans un texte sur le personnaliste Emmanuel Mounier, Paul Ricoeur explique l'engagement que nous évoquons ici : «Le goût de promouvoir une action l'emporte finalement sur celui d'élucider des significations¹⁹⁶». Mounier qui influença toute une génération d'intellectuels québécois, notamment Pierre Vallières¹⁹⁷, implique une philosophie de l'action. Il en est de même pour les tenants du marxisme qui fondent leur jugement sur la praxis plutôt que sur une quelconque analyse qui ne déboucherait

¹⁹⁶ RICOEUR, Paul, *Histoire et vérité*, Éditions du Seuil, 1967, page 180.

¹⁹⁷ JOURDAIN, Jacques, *De Cité libre à l'urgence de choisir : Pierre Vallières et les palinodies de la gauche québécoise*, mémoire, Université du Québec à Montréal, 1995, page 11.

pas sur une action. «Être et agir sont inséparables¹⁹⁸». Cette maxime exprime parfaitement l'idée d'engagement que nous mettons en évidence.

Nous considérons que ces idéologies répondent du même régime aléthique que nous nommons *scienza politica*. Vallières qui était à *Cité libre* avant de joindre le FLQ illustre une certaine éthique de l'engagement : «Ceux qui, au Québec, réfléchissent et songent, d'une manière ou d'une autre, à s'engager, c'est-à-dire à vivre une vie authentique¹⁹⁹». L'engagement est ici amalgamé à l'authenticité. La vérité n'est plus seulement théorique. Elle doit refléter l'action de l'individu qui la porte et qui l'accepte. Cette conception ontologique de la vérité revient constamment dans les textes de *Parti pris*. En plus de chercher des individus authentiques, on veut créer un parti authentiquement révolutionnaire²⁰⁰. Certains propos recueillis par une journaliste du magazine *Macleans* dans le cadre d'un conflit étudiant illustrent également cette forme d'engagement :

Cela veut dire créer, faire des choses selon son initiative, sa volonté réelle et non celle imposée par un ensemble de conventions qui ne correspondent à rien [...] Combien d'hommes de 50 ou 60 ans se rendent compte qu'ils n'ont jamais vraiment vécu, qu'ils n'ont pas donné leur mesure.²⁰¹

Cette déclaration d'un étudiant n'est pas sans rapport. Elle témoigne d'un refus du cadre traditionnel de l'université. Peu importe les traditions, c'est l'engagement qui devient la règle d'énonciation. On cherche à «mener une existence active²⁰²» plus qu'à s'insérer dans un modèle établi.

¹⁹⁸ VALLIÈRES, Pierre, *Cité libre et ma génération*, Cité libre, XIVe année, no. 59, août-septembre 1963, page 20.

¹⁹⁹ *Ibid.*, page 20.

²⁰⁰ DUMAIS, Mario, *Comité de formation politique*, Parti pris, vol. 2, no. 5, janvier 1965, page 80.

²⁰¹ LAUZON, A, *L'Université remise en question*, Magazine Maclean, vol. 8, no 10, octobre 1968, pp. 64-65.

²⁰² *Ibid.*, page 65.

Cet idéal de vie active, de *vita activa* comme dirait Hannah Arendt²⁰³, est également perceptible dans la conception même du savoir. Jean-Marc Piotte considère la parole avant tout comme un moyen d'action²⁰⁴. Si l'on reprend la fameuse distinction d'Arendt, la *vita contemplativa* vouée à la théorie serait insuffisante. En fait, il s'agit de penser dialectiquement théorie et pratique : «Le savoir opératoire et le fondamental, les analyses scientifiques et l'idéologie doivent être unis dialectiquement. L'un éclaire l'autre. Vouloir les divorcer, c'est désirer séparer l'action de la pensée, l'efficacité du rêve²⁰⁵». La vérité politologique qui émane de la *scienza politica* est donc fondamentalement liée à l'engagement du politologue non pas dans une méthode ou une tradition, mais bien dans l'exercice pratique de sa vérité. Tout comme le *parrhêsia*ste, le politologue engagé cherche à accorder son mode d'existence à sa conception de la vérité. Nous avons vu la forme que prend ce régime du dire-vrai. Maintenant, explorons le véhicule qui le porte.

4.4. Organisation du militant savant

En rejetant la conception technicienne de la science, la *scienza politica* rejette du même coup l'université qui assure sa transmission. Plutôt que s'insérer dans une tradition sociologique, on tente de renouveler les approches. C'est ainsi que le militantisme fait contrepoids à la vie académique dans l'arène du savoir politique. L'un des principaux véhicules est la revue d'idées. Avec *L'Action nationale*, *L'École sociale populaire* ou *Cité libre*, elle est déjà largement présente au Québec. Toutefois, avec *Parti pris*, une nouvelle vision s'installe. Celle d'une revue considérée comme

²⁰³ ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1961/1983, page 41.

²⁰⁴ PIOTTE, Jean-Marc, *Autocritique de Parti pris*, Parti pris, vol. 2, no. 1, septembre 1964, pp. 36 à 44 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, page 70.

²⁰⁵ *Ibid.*, page 73.

un «instrument intellectuel de combat²⁰⁶» qui assurera l'organisation théorique. Paul Chamberland donne sa définition de la revue :

La fonction spécifique de la revue est donc d'édifier la théorie du socialisme décolonisateur comme théorie de la transformation révolutionnaire du Québec. Tel est le sens de l'action théorique qui doit déterminer notre combat. [...] Et l'activité théorique est une pratique qu'exige impérieusement la poursuite de la pratique politique.²⁰⁷

Il clair que la vérité politologique qui sera transmise par ce véhicule est bien différente de celle des départements de science politique. Le souci de l'utile qui porte l'académicien est synonyme d'abstention chez le militant. Ce dernier est porté par une volonté de transformation sociale. Ici, la fameuse citation de Marx trouve sa pertinence et illustre du même coup l'idée générale du militantisme : «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, il s'agit maintenant de le transformer²⁰⁸».

Si le technicien est la figure dominante de la *politikè tekhnê*, c'est le militant qui incarne la *scienza politica*. Un tel régime discursif se fonde sur les pratiques de «militants sérieux, capables d'analyses politiques et d'actions politiques conséquentes²⁰⁹». Il devient alors pertinent de développer une nouvelle pédagogie adaptée pour de tels objectifs. La revue *Parti pris* se donne cette mission :

[...] une équipe d'une vingtaine de membres du Club Parti-pris, avec la collaboration de professeurs de l'Université, et afin de faire suite à un vœu commun, s'est mise à la rédaction d'un manuel du militant québécois. Les

²⁰⁶ CHAMBERLAND, Paul, *Exigences théoriques d'un combat politique*, Parti pris, vol. 4, no. 1, sept-oct. 1966, page 2.

²⁰⁷ *Ibid.*, page 7.

²⁰⁸ MARX, Karl, *De l'abolition de l'État à la constitution de la société humaine* dans *Œuvres III Philosophie*, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la pléiade, 1982, page 1033.

²⁰⁹ PIOTTE, Jean-Marc, *Québec occupé*, Éditions Parti pris, Montréal, 1971, page 12.

recherches s'orientent suivant les quatre grands pôles politique, économique, sociologique, et historique.²¹⁰

Le travail ne s'arrête pas là. Les militants doivent à leur tour mener un travail de diffusion. Ils doivent retourner dans leur milieu familial et professionnel afin de promouvoir l'engagement intellectuel qu'ils portent : «Aussi il importe que le noyau de militants que nous sommes, réussisse à pénétrer les couches de la population qui ont intérêt à transformer la société²¹¹». Ici il est tout à fait clair que nous sommes en présence d'une entreprise aléthique de la pensée. L'*alètheia* implique un dévoilement, une prise de conscience de la vérité. On tente de faire surgir, de sortir de l'oubli au sens heideggérien du terme, et ce au plus grand nombre possible. À la différence du sage qui garde son savoir pour lui-même et du technicien qui demeure attaché à son institution, le *parrhêsiaiste* doit promouvoir son message chez l'ensemble de ses pairs. Tel le prophète, la réussite de ses objectifs repose sur cela. Or, le *parrhêsiaiste* n'est pas un intermédiaire, il est le créateur de son discours. Ces considérations typologiques ne sont pas aussi nettes dans la réalité. On observe même une intrication des discours parrhêsiaistique et prophétique. Cela est perceptible dans la vision téléologique des idéologies marxisantes qui traversent la *scienza politica*. On est dans l'attente du grand soir. À la manière du prophète qui révèle un dénouement prochain, on annonce l'arrivée d'une révolution :

Si, dès les premiers instants de notre entreprise, nous savions bien que la révolution «n'était pas pour demain», nous n'en vivions pas moins dans l'attente plus ou moins obscure d'un cataclysme historique. [...] nous nous croyons un peu mieux préparés à faire que, selon les moyens dont nous disposons, le Québec subisse la métamorphose qui l'accomplisse.²¹²

²¹⁰ TREMPE, Jean-Pierre, *Un manuel du militant québécois*, Parti pris, vol. 2, no. 4, décembre 1964, page 55.

²¹¹ DUMAIS, Mario, *Comité de formation politique*, Parti pris, vol. 2, no. 5, janvier 1965, page 80.

²¹² CHAMBERLAND, Paul, *Exigences théoriques d'un combat politique*, Parti pris, vol. 4, no. 1, sept.-oct. 1966, page 3.

D'une certaine manière, le militantisme politologique est dans une position hétéronome. Tout comme le prophète vis-à-vis du divin, le militant dépend des conditions objectives de transformation sociale dans ses actions. Comme l'indique Chamberland, on ne peut qu'attendre le grand soir. Ainsi, il serait possible de parler de militant-sacerdoce qui agit en fonction de l'accomplissement de la prophétie marxiste.

À défaut, d'avoir une institution comme l'université, on cherche à innover et à inscrire les pratiques discursives au sein de nouveaux véhicules. Toujours dans un esprit pédagogique, on va même répondre à certains problèmes logistiques :

Le principe de la cellule est qu'elle permet une plus grande efficacité par la connaissance meilleure qu'elle a du milieu et surtout une plus grande efficacité par l'encadrement d'un nombre plus restreint de membres en vue d'un plus grand militantisme.²¹³

Il n'est pas nécessaire de s'attarder au fonctionnement de la cellule. L'important est d'observer une volonté d'organisation. En langage foucaultien, on dira que de nouvelles technologies du savoir sont mises en place pour installer de nouvelles façons de faire. En fait, on assiste à une pratique discursive qui s'efforce de se positionner à contre-courant de celle qui existait avant elle.

4.5. «Change la valeur de la monnaie» ou le scandale de la vérité

Les cyniques dont nous avons souligné l'importance dans l'étude de la *parrhêsia* ont eu une manière bien singulière d'articuler vérité et politique. Foucault démontre cette expérience entre autres par l'utilisation de la typologie des régimes

²¹³ KOSAK, Guy, *La section universitaire du M.L.P.*, Parti pris, vol. 3, no. 6, janvier 1966, page 45.

aléthiques²¹⁴. Il met en lumière la pratique discursive qui oriente cette philosophie en évoquant la devise du cynisme grec : *change la valeur de la monnaie*. Selon le récit mythologique, c'est l'oracle de Delphes qui aurait révélé à Socrate cette devise²¹⁵. Avec cette ligne directrice, le philosophe donnera sa vie à la réflexion et à la promotion de ses idées politiques. Toujours selon le mythe, cela le conduira à la condamnation à mort pour tentative de corruption de la jeunesse²¹⁶. Les cyniques qui lui succédèrent reprirent cette posture intellectuelle et s'imposèrent en héritier du maître. Comment penser cette devise ?

Au niveau étymologique, certaines constations s'imposent. D'abord, monnaie provient du grec *nomos* qui a également donné les mots loi et mœurs. On comprendra que *change la valeur de la monnaie* peut également se comprendre comme *change la valeur des lois* ou encore *change les mœurs*. Le mot dépasse largement sa définition première. De plus, l'emploi du terme *valeur* n'est pas innocent. La valeur que l'on attribue aux choses est tributaire de notre subjectivité, mais elle coïncide très souvent à la relation de confiance qu'il peut exister. L'un des principes économiques de base est justement la confiance que l'on accorde à la valeur d'une monnaie. Une perte de confiance s'accompagne d'un bouleversement évident. La devise *change la valeur de la monnaie* sous-entend une telle éventualité. Désordre des lois, des mentalités, mais aussi des institutions politiques de la cité : «La pédagogie cynique suppose le goût des abîmes et les fréquentations d'apocalypse. Diogène fait surgir le chaos en remuant tout simplement les lieux communs de notre civilisation»²¹⁷. En ce qui

²¹⁴ FOUCAULT, Michel, *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, 351 pages.

²¹⁵ GROS, Frédéric, (sous la direction), *Foucault : le courage de la vérité*, Presses universitaires de France, Paris, 2002, page 164.

²¹⁶ À ce sujet, voir PLATON, *Apologie de Socrate. Criton. Phédon*, Éditions Gallimard, 1950, 248 pages.

²¹⁷ ONFRAY, Michel, *Cynismes. Portrait du philosophe en chien*, Éditions Grasset et Fasquelle, 1990, page 103.

concerne le cynisme philosophique, aucun doute quant aux intentions de ses acteurs. Cette devise implique une volonté radicale de changement.

Change la valeur de la monnaie en tant que pratique discursive révèle non seulement une étape importante de la pensée antique, mais également de l'histoire politologique du Québec puisque la *scienza politica* partage avec le cynisme grec cette devise révolutionnaire. En effet, l'une des conditions de possibilité du savoir politique engagé est cette exigence de changement. Le régime du *parrhêsiaiste* implique une réorganisation constante des composantes de la cité. L'*alêtheia* en tant que pratique du dire-vrai, l'*êthos* en tant que forme de soi et la *politeia* en tant qu'organisation du pouvoir doivent constamment être repensés. C'est l'une des caractéristiques du *parrhêsiaiste*. Dans l'expérience politologique concrète, cette condition d'apparition prend la forme d'une certaine éthique de l'engagement comme nous l'avons vu, mais également d'un souci du changement. Paul Chamberland lie cette attitude à la morale :

Je ne reconnais pas de morale autre que révolutionnaire : morale et morale révolutionnaire, c'est tout un pour moi. [...] Ainsi apparaît la possibilité d'une transformation radicale des conditions matérielles de l'existence sociale et individuelle. En-dehors de cette certitude, il n'y a pas de morale possible.²¹⁸

L'impossibilité qu'évoque Chamberland est pour nous tout à fait logique. Il ne fait qu'exprimer la constitution de son propre discours. Celui-ci fondé par le «change la valeur de la monnaie» ne fait que refléter la pratique discursive dans laquelle il se trouve. Nous pourrions multiplier les citations de revues, de livres et de communication qui feraient état de cela. De *Parti pris* au journal felquiste *La cognée* jusqu'à Pierre Vallières, plusieurs lieux de production du savoir politique répondent

²¹⁸ CHAMBERLAND, Paul, *L'individu révolutionnaire*, *Parti pris*, vol. 3, no. 5, décembre 1965, page 7.

de cette même exigence discursive. L'important est de comprendre que l'une des modalités du discours vrai, avec le rejet de la *tekhnê* et l'engagement, est le *change la valeur de la monnaie*. Cette caractéristique postule la nécessité d'un bouleversement social, sans quoi, il ne peut y avoir d'acte de vérité. Une telle démarche introduit toutefois un problème qui est celui de la déstabilisation. On ne peut remettre en question les piliers d'une société sans s'attirer de virulentes réactions. C'est ce que nous appelons le scandale de la vérité.

L'essayiste Arthur Buies, à qui l'on doit un certain nombre de publications entre autres dans la revue d'idée *La Lanterne*²¹⁹, est considéré comme un pamphlétaire du XIXe siècle. Il incarne parfaitement l'archétype du *parrhêsia*ste, pour qui la vérité est plus qu'une simple abstraction. Elle est une exigence méthodologique. L'essence du discours devient alors le tout-dire, le franc-parler. Une telle attitude intellectuelle n'a pas que des avantages. Elle peut occasionner de véritables controverses. Ce scandale de la vérité n'est pas un obstacle au *parrhêsia*ste au contraire, c'est un catalyseur. Par son discours, le *parrhêsia*ste recherche le scandale. Si la fin du technicien est la transmission d'une technique à travers une tradition, la fin de la *parrhêsia* est la provocation. Vis-à-vis cela, de violentes réactions peuvent survenir. La mise à mort de Socrate est l'exemple phare qui sera d'ailleurs repris comme un acte fondateur par les courants conservateurs²²⁰. De nos jours, le franc-parler peut engendrer des conséquences analogues²²¹. Le *parrhêsia*ste accepte ce danger et s'alimente à partir de lui. Dans notre corpus d'analyse, nous

²¹⁹ Voir GAGNON, Marcel-A, (textes choisis et commentés), *La lanterne d'Arthur Buies*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1964, 253 pages.

²²⁰ Voir STRAUSS, Leo, *La persécution et l'art d'écrire*, Presses Pocket, Paris, 1989, 330 pages.

²²¹ À ce sujet, le cas du politologue de l'Université de Calgary, Tom Flanagan est emblématique. Sans être une condamnation à mort, les réactions à son endroit peuvent être perçues comme une exclusion de la place publique. Voir DE GRANPRÉ, Hugo, *La porno juvénile ne fait pas de mal à personne, dit un ex-conseiller de Stephen Harper*, Cyberpresse, 28 février 2013, En ligne <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201302/28/01-4626406-la-porno-juvenile-ne-fait-de-mal-a-personne-dit-un-ex-conseiller-de-stephen-harper.php>.

avons décelé une telle posture intellectuelle. Chamberland dans un texte où il tente de saisir le rôle du militant écrit :

Faire le saut [...] signifie, pour la plupart, se mettre au ban de la société, se constituer (virtuellement) délinquant, envisager comme quasi inéluctable la clandestinité, l'illégalité [...] parce que tout révolutionnaire véritable, niant la société où il vit, persistant dans son refus, pousse celle-ci un jour ou l'autre, à l'exclure de ses rangs sous quelque forme que ce soit²²².

Ce passage est très intéressant puisque l'auteur reconnaît les possibilités d'exclusion qui guettent ses prises de position. Cela vient renforcer notre proposition selon laquelle le *parrhêsia* assume son rôle d'agitateur et constitue sa position intellectuelle à partir de cette éventualité. Piotte va également illustrer cette propension de la *scienza politica* : «Nous étions agressifs et peu polis : c'est exact. Nous avons été des pamphlétaires, et j'en connais très peu de cette race qui écrivent avec des gants blancs²²³». Dans le même ordre d'idées, cette citation témoigne de l'*éthos parrhêsia* qui anime la revue *Parti pris*. Dès lors, on comprend pourquoi un tel savoir politique ne peut se loger dans une institution comme l'université. Le ton polémique qui est l'essence de ce type de discours ne pourrait se marier au style de l'académicien plus démonstratif dans son approche.

4.6. *Parrhêsia* et *politeia* : la cité impossible

L'attitude *parrhêsia* implique un rejet de la pensée technicienne, une accointance entre vérité et action politique, une volonté de changement ainsi que l'élaboration de nouvelles stratégies pédagogiques et communicationnelles. Ces éléments décrits dans ces quelques pages forment ce que nous appelons la *scienza*

²²² CHAMBERLAND, Paul, *L'individu révolutionnaire*, *Parti pris*, vol. 3, no. 5, décembre 1965, page 11.

²²³ PIOTTE, Jean-Marc, *Autocritique de Parti pris*, *Parti pris*, vol. 2, no. 1, septembre 1964, pp. 36 à 44 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, page 76.

politica. Il est clair qu'un tel régime ne peut se confondre avec la science politique en tant que programme universitaire. Toutefois, il est possible d'affirmer que ces pratiques discursives ont eu de l'écho non seulement dans le militantisme des années soixante, mais également dans la création d'une nouvelle université montréalaise, en l'occurrence l'Université du Québec à Montréal. Dans la Commission sur les modalités de réalisation d'une seconde université de langue française à Montréal, on recommande que la nouvelle institution soit établie au «cœur de la ville²²⁴» au centre-ville. Ce critère témoigne d'une volonté d'étendre l'influence de l'université et de rejoindre davantage les préoccupations des citoyens. L'attitude *parrhêsia*stique y est certainement pour quelque chose. Ironiquement, l'Université de Montréal, qui occupait autrefois le Quartier latin, a abandonné le centre-ville au profit d'une position à l'écart et tout en hauteur sur le Mont-Royal rappelant la posture intellectuelle du sage. Ces considérations géographiques ne sont pas hors contexte. Au contraire, nous pensons qu'elles reflètent les régimes discursifs que nous décrivons. À ses débuts on aimait caractériser l'UQAM comme une «université réformée, urbaine, intégrée dans la ville, ouverte, souple, démocratique et participative²²⁵». Cet univers langagier est très caractéristique d'une *scienza politica* qui tente de se concrétiser. Michel Leclerc dans son ouvrage note qu'à son commencement, l'expérience *uqamienne* de la science politique s'apparente à une «déviance institutionnelle [...] à une politisation de la science politique²²⁶». Ce constat confirme la présence de la *parrhêsia* comme fondement du politologique.

Les textes du premier recteur de la jeune université, Léo A. Dorais, peuvent également rendre compte de cet état d'esprit. Dans une entrevue de 1970, il insiste sur

²²⁴ COMMISSION ROCHER, *Rapport du comité d'étude sur les modalités de réalisation d'une nouvelle université de langue française à Montréal*, décembre 1965, 57 pages.

²²⁵ BERTRAND, D, COMEAU, R, PARADIS, P-Y, *La naissance de l'UQAM Témoignages, acteurs et contexte*, Presses de l'université du Québec, Québec, 2009, page 64.

²²⁶ LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, page 178.

l'aspect participatif de l'institution ainsi que sur la flexibilité des structures qui doivent permettre l'accès au plus grand nombre possible : «L'Université doit être ouverte à tous, 12 mois par année et 24 heures par jour, de telle façon que les gens qui travaillent puissent s'y rendre et en profiter à chaque fois qu'ils en ont l'envie et la possibilité²²⁷». Dorais se distingue également du sage et du technicien dans sa conception des rapports qui doivent exister entre étudiants et professeurs : «Il faut tenter d'abolir la distinction absurde entre le professeur et les étudiants²²⁸». Ainsi la position autoritaire du sage issue de la *politikè epistémè* est remise en question. Il en est de même pour celle du maître-technicien sacralisée par une tradition. Cette volonté de rupture est liée à l'attitude *parrhêsiaistique*. Dans un livre publié en 1977, Dorais confirme une telle volonté : «Le diagnostic le plus répandu en 1968-1969 est que l'université est inerte et que sa sclérose ne peut se résoudre que par un renouvellement total de ses principes d'organisation²²⁹». On cherche à faire exploser les conventions de l'époque.

À plus grande échelle, la *scienza politica* présente certaines difficultés quant à ses influences. Le scepticisme radical se dégageant de cette attitude est difficilement conciliable avec l'instauration d'institutions. Il serait même possible de parler d'une pensée anti-institutionnelle. Si les régimes aléthiques précédents se mariaient facilement à une conception de la cité, celui-ci débouche dans une impasse. Si nous parlons de cité bonne pour la sagesse politologique et de cité technicienne pour celle de la *politikè tekhnê*, force est de constater que pour la *scienza politica* il faut parler de cité impossible.

²²⁷ LABRECQUE, Jean, *Extrait de l'interview de Léo A. Dorais à la revue Point de mire en septembre 1970* dans BERTRAND, D, COMEAU, R, PARADIS, P-Y, *La naissance de l'UQAM Témoignages, acteurs et contexte*, Presses de l'université du Québec, Québec, 2009, page 122.

²²⁸ *Ibid.*, page 123.

²²⁹ DORAIS, Léo A, *L'autogestion universitaire : autopsie d'un mythe*, Presses universitaires du Québec, 1977, page 8.

CONCLUSION

Nous sommes au début de ce processus, et il est déjà possible, au moins fragmentairement, d'esquisser une histoire des histoires de la science politique, à l'exemple de ces travaux qui se multiplient ailleurs : histoires des histoires de France, histoires des histoires de la philosophie, histoires des histoires de l'art... Nous rejoindrons ainsi la cohorte des disciplines canoniques. Prenons-y garde : cela n'a pas que des avantages.

Pierre Favre, *L'histoire des sciences est-elle toujours de l'histoire ?*

Au visage monolithique et homogène d'une science positive et progressiste, nous voulions présenter un savoir hétéroclite, incertain de son rôle et hésitant dans le choix de ses avenues. De plus, nous souhaitions décrire des pratiques discursives de manière à faire l'ontologie historique du discours politologique en tant qu'il se constitue lui-même et par les autres comme sujet de connaissance²³⁰. Nous avons observé que les processus par lesquels, la science politique s'est constituée comme figure de vérité, a pris plusieurs visages. Du sage voué à la conservation de l'être au militant engagé, nous avons constaté que le spécialiste de science politique ne pouvait et ne peut se réduire à son simple titre institutionnel – celui de politologue. Nous désirions justement dépasser cette simple pointe de l'iceberg que représentent les mots et décrire la partie cachée, la partie submergée de l'iceberg que représentent les pratiques discursives²³¹.

En utilisant la méthode généalogique, il n'était pas question de débiter la recherche avec un grand modèle théorique pour ensuite l'appliquer à notre corpus. Nous voulions d'abord porter notre regard sur les éléments d'archives – le domaine des choses dites – pour en aval développer des concepts afin d'expliquer la réalité effective. Toutefois, avec les difficultés que pose cette opération – il s'agit en quelque

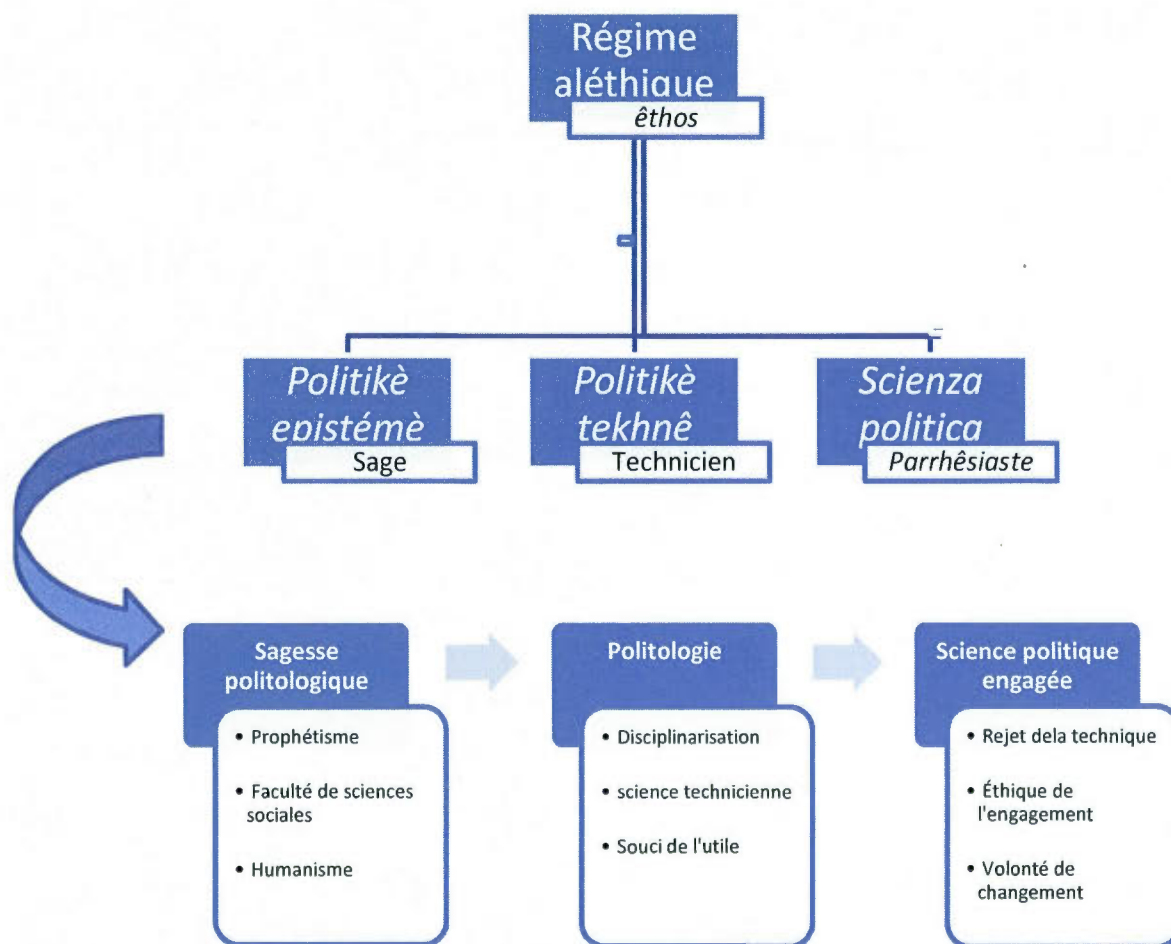
²³⁰ FOUCAULT, Michel, *À propos de la généalogie de l'éthique : un aperçu du travail en cours* dans *Dits et écrits II 1976-1988*, Éditions Gallimard, 2001, page 1437.

²³¹ Cette formulation nous vient du texte de Paul Veyne *Foucault révolutionne l'histoire*, dans *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, page 394.

sorte d'explorer les archives à l'aveugle et sans point de repère – nous avons cru bon de nous doter d'une typologie des régimes de vérité mise au point par Foucault dans ses recherches au Collège de France. Cette typologie a facilité notre accès aux sources et nous a permis de restreindre le champ des possibilités. En appliquant cette dernière à notre objet, le discours politologique, un ajustement était nécessaire au niveau des catégories typologiques.

À partir de la figure du sage, nous avons compris qu'il existait une *politikè epistémè*, une sagesse politologique, qui a depuis toujours, organisée le savoir politique. C'est cette forme de sagesse qui est apparue au Québec au début du Vingtième siècle et qui a par la suite menée à la création de facultés et de départements de sciences sociales. Dans un second temps, nous avons rapidement décelé au sein des pratiques discursives une forte propension à la spécialisation ainsi qu'une volonté de développer tout un appareillage technique propre à la discipline. C'est ainsi que le régime du technicien, la *politikè tekhnè*, nous a semblé une figure naturelle de la science politique. Cela n'est pas surprenant puisque les sciences modernes – naturelles ou humaines – cherchant l'autonomie et le développement d'objets propres, ont toutes suivi cette logique. Finalement, le concept de *parrhêsia* a dû subir quelques modifications afin qu'il réponde à nos observations. Plutôt que d'insister sur l'aspect provocateur de ce type de discours comme l'avait fait Foucault dans *Le courage de la vérité*, nous avons plutôt souligné la volonté d'accorder conception de vérité et action pratique. La raison est que le discours politologique jouit d'un statut institutionnel qui vient encadrer ses prises de parole et ainsi prévenir les représailles. Il y a toutefois une *parrhêsia* présente en science politique qui se traduit par une forme d'éthique de l'engagement et du changement. Éthique que nous avons rapprochée du régime de *scienza politika*. La figure ci-dessous illustre le triptyque discursif que nous avons décrit.

Figure 5. Les trois régimes aléthiques ainsi que leur application.



En utilisant cette notion de régime aléthique,²³² nous ne voulions pas effectuer une critique épistémologique de la science politique. Il ne s'agissait pas de critiquer les structures internes de la discipline comme le ferait un épistémologue. Il n'était pas question d'opter pour une perspective progressiste et de soutenir que la science politique des années trente est moins scientifique que celle des années cinquante. Loin de nous l'idée de condamner la *politikè epistémè* en raison de sa dimension

²³² Nous utilisons également régime de vérité ou régime du dire-vrai.

prophétique ou absolutiste. Nous souhaitions comprendre comment un certain nombre de dispositions ont permis l'avènement d'un savoir prétendant à la connaissance du politique. Mais encore, il s'agissait de rendre compte de l'évolution de ces dispositions qui, dans leur perpétuel ajustement, engendre de nouvelles problématisations, de nouveaux soucis, bref de nouveaux savoirs. L'organisation de ces dispositions c'est les régimes aléthiques avec lesquels nous avons bien voulu travailler. Et la méthode permettant d'en rendre compte est l'aléthurgie. Foucault parle de ces régimes comme :

[...] d'une politique générale de la vérité : c'est-à-dire les types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais ; les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer les énoncés vrais ou faux, la manière dont on sanctionne les uns et les autres ; les techniques et les procédures qui sont valorisées pour l'obtention de la vérité ; le statut de ceux qui ont la charge de dire ce qui fonctionne comme vrai.²³³

Notre corpus d'analyse s'est étiré entre 1911 (la création de la revue *L'École sociale populaire* et 1977 (ouvrage de Léo A. Dorais revenant sur la création de l'UQAM). Bien que ces dates ne sont qu'indicatives, celles-ci servent à situer notre travail. Nous pensons que cette période s'est avérée très intéressante en ce qui concerne les ruptures et les discontinuités que la généalogie s'efforce de mettre en évidence.

Si l'analyse des textes importants de l'époque et des ouvrages fondateurs a été éclairante, celle des archives institutionnelles des trois universités ciblées (Université de Montréal, Université Laval et UQAM) n'a pas été aussi stimulante. La raison est que les institutions ne se dévoilent pas aussi librement qu'un auteur ou qu'un ouvrage. Le langage froid et balisé des procès-verbaux, des allocutions rectorales ou des annuaires départementaux présente un nombre d'énoncés limités quant à la

²³³ FOUCAULT, Michel, *Entretien avec Michel Foucault*, réalisé par A. Fontana et P. Pasquino, juin 1976 dans *Dits et écrits II 1976-1988*, Éditions Gallimard, 2001, page 158.

relation savoir/pouvoir. En revanche, les revues d'idées nous ont révélé les pratiques discursives que nous cherchions. Ainsi, notre regard s'est rapidement tourné vers *L'École sociale populaire*, *L'Action nationale*, *Cité libre* et *Parti pris*.

À cette occasion, nous avons observé différents modèles d'organisation de la vérité politologique. Ceux-ci peuvent se regrouper autour de trois régimes aléthiques qui, nous le rappelons, ne sont ni imperméables aux apports des autres, ni à l'abri des influences extérieures. Ces régimes sont moins des modèles théoriques que des pratiques historicisées. D'ailleurs, la seconde partie de la figure 5, illustre les applications concrètes de ces régimes, soit la sagesse politologique pour la *politikè epistémè*, la politologie pour la *politikè tekhnè* et la science politique engagée pour la *scienza politica*.

En somme, nous dirons que notre recherche est une hybridation entre une généalogie des savoirs et une sociologie historique. Nous espérons que les puristes de la méthode généalogique sauront comprendre les limites de nos moyens et que la sociologie ne rejettera pas notre approche discursive. À ce sujet, une question s'impose.

L'histoire de la science politique est-elle de l'histoire politique ?

L'histoire politique fut longtemps celle des rois, des empereurs et des dominants. Les historiens utilisaient les traités, les grandes allocutions, les documents de la cour et d'autres matériaux qui reflétaient davantage l'élite que l'ensemble de la société. La raison est que dans bien des cas, seules les archives des puissants pouvaient résister à l'épreuve du temps. Faute de financement et de sécurité, la mémoire des vaincus et des dominés n'a pu traverser les années. L'idée largement véhiculée stipulant que l'histoire est écrite par les vainqueurs vient de là. De plus, l'histoire politique va trop souvent imputer à une poignée d'acteurs si ce n'est pas à

une seule personne, les causes des guerres, des révolutions et des bouleversements historiques. Dans cette perspective classique, il est clair que l'histoire d'un savoir – qu'il soit politique ou non – ne peut se référer à l'histoire royale. Mais avec l'approche généalogique, la conception du politique tend à changer. Le généalogiste ne considère plus le pouvoir comme concentré au sein d'entité comme le souverain ou le cabinet ministériel. Une décentralisation permet l'apparition de nouveaux objets potentiellement politiques. En langage foucaultien, on parlera des micro-pouvoirs. Les prisons, la psychiatrie, la sexualité et possiblement la science politique, organisent la vie en commun et permettent la compréhension des multiples rapports politiques qui nous sont contemporains. Pour ces raisons, l'histoire de la science politique est davantage qu'une histoire des sciences ou qu'une histoire institutionnelle. Elle s'insère dans l'histoire politique renouvelée.

Science politique et *politeia*

Si l'une des trois composantes de la généalogie – le savoir – a davantage été soulevée, le pouvoir et l'éthique ne sont pas en reste. Il serait plutôt ironique de ne pas soulever la question du pouvoir dans une étude sur la science politique qui, selon les idées reçues, prend justement ce dernier comme objet d'étude. Ce que nous avons tenté de saisir, c'est la relation qu'entretiennent la science politique et la *politeia*. La *politeia* se traduit par la constitution de la *polis* non pas entendu comme document juridique, mais bien comme forme de gouvernement, comme type de régime politique²³⁴. Ainsi entendue, la science politique contribue à la mise en place des différents styles d'existence politique. La *politikè epistémè* amène une conception unitaire de la cité dans laquelle le sage est voué à éclairer les masses. La *politikè tekhnè* pour sa part, apporte une spécialisation du savoir. Cela contribue à l'avènement d'une technocratie nécessitant des experts qui assurent sa fonctionnalité.

²³⁴ LEFORT, Claude, *Essais sur le politique XIXe – XXe siècles*, Éditions du Seuil, 1986, page 9.

Finalement, le *change la valeur de la monnaie* de la *scienza politika* tend à perturber l'ordre établi. Un rapport trouble existe entre le *parrhêsia* et la *politeia*. À moins d'un compromis, cette situation débouche, comme nous l'avons dit, sur l'impossibilité de la cité organisée.

Cela étant mentionné, il a été possible d'observer une conversation entre les trois types de discours décrits dans cette recherche. Les discours se sont côtoyés, affrontés et rapprochés dans leurs antagonismes. Nous avons constaté une sorte de lutte interdiscursive rappelant que ceux-ci sont effectifs et prennent part aux jeux de pouvoir.

À la lumière de ce passé, il est plus facile de comprendre comment la science politique contemporaine se dispose dans l'arène des savoirs. Comment ne pas déceler une proximité entre la *scienza politica* et les activités de la revue militante *À bâbord!*. Les objets d'étude et le ton emprunté par ces ensembles discursifs révèlent une certaine éthique de l'engagement. Il est également possible de voir une parenté entre l'École néoconservatrice québécoise²³⁵ et la *politikè epistémè* du temps de Fernand Dumont et de George-Henri Lévesque. Du côté de la politologie, de la *politikè tekhnê*, celle-ci a imposé ses différentes modalités de manière quasi monopolistique. Le rapport sujet/objet, la multiplication de nouveaux objets propres ainsi que la communauté scientifique comme source de légitimité sont devenus des pratiques incontournables en science politique. La spécialisation – logique inhérente de l'*êthos* du technicien – s'accompagnant d'autonomisation disciplinaire témoigne également du triomphe de ce régime aléthique. L'administration publique ou l'étude des

²³⁵ Bien que cette dénomination reste sujette à débat, les sociologues Jacques Beauchemin, Joseph-Yvon Thériault, Stéphane Kelly, l'historien Éric Bédard ainsi que les politologues Marc Chevrier et Gilles Labelle ont été regroupés sous l'étiquette néoconservatrice. À ce sujet voir COUTURE, J-P, PIOTTE, J-M, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Québec Amérique, 2012.

relations internationales sont deux sous-champs de spécialisation issus de ce processus de spécialisation.

Qu'est-ce que la science politique ?

Au terme de cette enquête, nous souhaitons reposer la question première à savoir : qu'est-ce que la science politique ? D'abord, soulignons l'impossibilité de fournir une réponse définitive à cette question. Peu importe les définitions proposées, elles ne seront toujours que provisoires et circonstanciées. Tout comme le politique, qui en tant qu'objet fondamental ne peut être entièrement circonscrit, le savoir qui lui est affilié ne peut fixer ses limites. À l'instar de Claude Lefort sur le politique, nous considérons que la science politique doit éternellement reconstruire ses bases et repenser son champ d'investigation : «Ne faut-il pas plutôt convenir que toute définition, toute tentative de fixer l'essence du politique entrave le libre mouvement de la pensée²³⁶». Cela étant dit, nous nous permettons, à la lumière de l'histoire effective, de proposer certaines pistes de réflexion quant à cette question fondamentale. Celle-ci, qui ouvre une brèche pour le moins hasardeuse, nécessite certains paramètres pour que le chercheur ne s'y enfonce pas. Cette recherche, à l'aide des deux questions de départ, a pu circonscrire ces paramètres.

Quelle histoire pour la discipline ? Le portrait historique tracé dans cette recherche a permis de rapporter la science politique à des pratiques discursives situées, c'est-à-dire à un contexte historique et géographique précis. La science politique n'est pas un concept abstrait dans lequel on pourrait insérer tout et rien. Trop souvent, les politologues vont avoir une conception aprioriste de leur discipline. C'est en tout cas ce que nous avons observé avec les manuels introductifs. Ce savoir est alors idéalisé et éloigné de la réalité. La réflexivité devient très difficile, voire

²³⁶ LEFORT, Claude, *Essais sur le politique XIXe-XXe siècles*, Éditions du Seuil, 1986, page 7.

futile. Avec la généalogie, la science politique s'incarne dans des pratiques et peut ainsi être soumise à de véritables jugements critiques. Le devoir de contextualiser est donc un paramètre incontournable.

Quel rôle pour la science politique ? À cette question, la généalogie offre un cadre des plus heuristiques. Il met en relation trois aspects que sont le savoir, l'éthique et le pouvoir. Nous avons tenté de retracer la manière dont notre objet – les discours politologiques – s'est constitué en tant que sujet de connaissance politique. C'est à partir de cette perspective qu'ont surgi les figures du sage, du technicien et du *parrhêsiaiste*. La prise en compte des relations de pouvoir est donc essentielle pour la définition d'un savoir. Voyons les pistes de réflexion que nous pouvons dès lors parcourir.

1- Le monopole de l'université

De multiples métamorphoses ont traversé la science politique québécoise francophone. Tirant ses origines dans la doctrine sociale de l'Église, elle a connu plusieurs visages, elle s'est disciplinarisée et certains ont tenté de la dévier de son processus institutionnel. Aujourd'hui, si l'on s'en tient au discours le plus élémentaire, la science politique est un programme universitaire spécifique permettant à des étudiants d'acquérir des connaissances en ce qui a trait aux questions d'ordre politique. Qui plus est, les différentes études qui ont pris comme objet cette dernière l'ont d'abord considérée comme une discipline universitaire. C'est pourquoi la sociologie institutionnelle s'est vite imposée comme méthode évidente. La science politique est donc indéniablement liée à l'institution qu'est l'université. En regard de son passé et plus particulièrement de la logique qui a guidé son développement, peut-être pourrions-nous utiliser la formule de Weber et dire que la science politique c'est le monopole du savoir politique légitime revendiqué par l'université. L'État revendiquant la violence légitime, insère les formes de violences qui ne proviennent

pas de son action dans un espace autre, dans l'illégalité. De manière analogue, l'université place les savoirs qui lui sont extérieurs dans un espace autre, non pas illégal – ce serait abuser du verbe – mais non académique. L'université contrôle les savoirs, uniformise les méthodes, définit les objets et aménage les courants idéologiques dominants. Dans la lutte pour la reconnaissance symbolique, les relations de pouvoir se joueraient là. Non pas dans la répression d'idées politiques, mais dans le quadrillage incessant des choses dites. La disciplinarisation décrite dans cette recherche participe à ce processus. Peut-être pourra-t-on en identifier d'autres ?

2- Le souci de l'autre

Dans ses travaux sur l'histoire de la philosophie antique²³⁷, Foucault place sous les projecteurs la notion de *souci de soi* comme principe organisateur du discours philosophique. À partir du *connais-toi toi-même* de Socrate, le *souci de soi* serait la base sur laquelle se constitue les sujets éthiques non seulement dans les textes de Platon, mais dans toute une branche du monde occidental. Nous croyons qu'il serait intéressant d'explorer un savoir comme la science politique en fonction d'un principe organisateur comme le *souci de soi*. Un tel projet intégrerait une seconde dimension à notre généalogie, celle de l'éthique. Si nous avons décrit la manière que la science politique se constituait en mode de véridiction, il serait dès lors pertinent de montrer comment elle se constitue en agent moral.

Déjà nous dirons qu'un souci traverse le portait discursif que nous avons décrit. D'un souci du bonheur chez le sage au souci du changement en passant par le souci de l'utile, à leur manière, les trois régimes aléthiques définit dans ses pages, viennent rappeler que le savoir et le pouvoir sont toujours en relation avec l'éthique. Et que celle-ci constitue une partie non négligeable d'un discours se voulant

²³⁷ FOUCAULT, Michel, *L'herméneutique du sujet*, cours au Collège de France, (1981-1982), Seuil/Gallimard, 2001, 540 pages.

scientifique ou philosophique. Ce *souci de soi* est d'autant plus intéressant puisqu'inversé, il présente une résonnance politique. En effet, le *souci de soi* se transpose en *souci de l'autre* dès lors que l'action du sujet étend sa portée à autrui. Il devient alors tout naturel que pour un savoir qui prétend contempler le monde politique, le souci de soi affecte non seulement le sujet en tant qu'individu, mais également l'univers immédiat. Les notions de communauté et de cité intègrent alors l'étude du *souci de l'autre*. Comment ne pas déceler une telle pratique dans «l'inquiétude²³⁸» de Fernand Dumont ou dans la conception de la science de George-Henri Lévesque :

« [...] l'homme doit pour bien vivre avoir non seulement conscience, mais science de cette vie sociale. Pour cela il doit en connaître les conditions, les formes et les exigences [...] il y a une science de la vie en société, et le progrès humain exige que les lois en soient connues²³⁹ ».

Ainsi, pourrions-nous dire qu'à la lumière de son histoire effective, la science politique qui, s'inscrivant dans un espace de concurrence à l'égard du politique, est une mise en représentation scientifique d'un souci de l'autre ? Nous pensons qu'une telle hypothèse serait la bienvenue dans la réflexion sur la science politique.

²³⁸ DUMONT, Fernand, *Les sciences de l'homme et le nouvel humanisme*, Cité libre, no. 40, octobre 1961, page 10.

²³⁹ LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, page 37.

ANNEXE

Exemple d'un triptyque

Le jardin des délices, Jérôme Bosch, 1503-1504, Musée du Prado, Madrid.



Source : LE CHÊNE PARLANT, *Le jardin des délices, un univers à taille humaine?*
De Jérôme Bosch à Marguerite Yourcenar, 21 octobre 2012, en ligne
<http://lecheneparlant.over-blog.com/article-le-jardin-des-delices-un-univers-a-taille-humaine-de-jerome-bosch-a-marguerite-yourcenar-111489645.html>.

BIBLIOGRAPHIE

Documents utilisés pour l'analyse de corpus

a) *Politikè epistémè*

ARCHAMBAULT, J-P, S.J. *Le Clergé et les études sociales*, L'École sociale populaire, no. 24, 1913, pp. 3 à 23.

BRUCHÉSI, (Mgr.) *Lettre de S.G. Mgr L'Archevêque de Montréal, aux membres de l'École sociale populaire* dans L'École sociale populaire, Montréal, no. 1, 1911, pp. 3 à 7.

BRUCHESI, Jean, *L'Université*, Sainte-Foy, PUL, 1953, 117 pages.

CLÉMENT, Marcel, *L'Université, institution démocratique*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no 1, septembre 1948, pp. 42 à 45.

—, *Sciences sociales et Catholicisme*, L'École sociale populaire, no. 423, avril 1949, pp. 1 à 31.

DUMONT, Fernand, *Les sciences de l'homme et le nouvel humanisme*, Cité libre, no. 40, octobre 1961, pp. 5 à 12.

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, *L'École Sociale Populaire*, L'École sociale populaire, no. 1, 1911, pp. 9 à 18.

FALARDEAU, Jean-Charles, *Les chaînes de Prométhée*, Liberté, vol. 1, no 2, mars-avril 1959, pp. 69 à 78.

—, *Lettres à mes étudiants. À l'occasion des vingt-cinq ans de la Faculté des sciences sociales de Québec*, Cité libre, no 23, 23 mai 1959, pp. 4 à 14.

GINGRAS, Jules-Bernard, *Initiation à la science politique*, Éditions Fides, 1945, 179 pages.

LÉVESQUE, George-Henri, *Sciences sociales et progrès humain*, La Revue de l'Université Laval, vol. 3, no. 1, septembre 1948, pp. 37 à 41.

—, *Humanisme et sciences sociales*, Canadian Journal of Economics and Political Science, vol. 18, no. 3, 1952, pp. 263 à 270.

MONPETIT, Édouard, *Les Universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales*, Revue trimestrielle canadienne, vol. 7, décembre 1921, pp. 390 à 409.

ROBERT, Damien, (Abbé), *La Formation sociale dans no collège classiques*, L'École sociale populaire, no. 282, juillet 1937, pp. 1 à 29.

b) *Politikè tekhnê*

BERGERON, Gérard, *Fonctionnement de l'État*, Librairie Armand Colin, Paris, 1965, 660 pages.

BERGERON, Gérard, MEISEL, John, *Note éditoriale*, Revue canadienne de science politique, vol 1, no 1, mars 1968, p. 1.

BERLINGUET, Louis, *Laval et la société québécoise*, Forum universitaire, no. 2, octobre 1967, APUL, pp. 81 à 84.

BONENFANT, Jean-Charles, *Les études politiques dans Situation de la recherche sur le Canada français*, DUMONT, F, MARTIN, Y, Québec, PUL, 1962, pp. 75 à 82.

BRUNET, M, *La science politique au service de l'union canadienne*, L'Action nationale, vol. XLIV, no 4, décembre 1954, pp. 272 à 292.

CÔTÉ, André, *L'Université et la Société*, Forum universitaire, no 2, octobre 1967, A.P.U.L., pp. 5 à 20.

DÉCARIE, Vianney, OUELLET, C, LEMOYNE, Jean, *La liberté académique*, Cité libre, no. 19, janvier 1958, PP. 1 à 15.

DION, Léon, *Aspects de la condition du professeur d'université dans la société canadienne-française*, Cité libre, no 26, juillet 1958, pp. 8 à 30.

—, *Le nouveau contexte social de l'Université dans L'Université québécoise du proche avenir*, R. Hurtubise et al. (éds.) Montréal, Éditions HMH, 1973, pp. 185 à 194.

FALARDEAU, Jean-Charles, *Des élites traditionnelles aux élites nouvelles dans DUMONT, F, MONTMINY, J-P, Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, PUL, 1966, pp. 131 à 145, (252 pages).

GARIGUE, Philippe, *La Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal*, Culture, vol. 19, no. 4, 1958, pp. 391 à 398.

LAMONTAGNE, Maurice, *Le fédéralisme canadien*, Les Presses de l'Université Laval, 1954, 298 pages.

PAYER, Gérard, *La politique est-elle une science ?*, L'Action nationale, février 1947, pp. 86 à 94.

TRUDEAU, Pierre, *La province de Québec* dans TRUDEAU, P. (dir.), *La grève de l'amiante : une étape de la révolution industrielle au Québec*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, 430 pages.

c) *Scienza politika*

CHAMBERLAND, Paul, *L'individu révolutionnaire*, Parti pris, vol. 3, no. 5, décembre 1965, pp. 7 à 22.

—, *Exigences théoriques d'un combat politique*, Parti pris, vol. 4, no. 1, sept-oct. 1966, page 2 à 10.

COMMISSION ROCHER, *Rapport du comité d'étude sur les modalités de réalisation d'une nouvelle université de langue française à Montréal*, décembre 1965, 57 pages.

DORAIS, Léo A., *L'autogestion universitaire : autopsie d'un mythe*, Presses de l'université du Québec, 1977, 130 pages.

DUMAIS, Mario, *Comité de formation politique*, Parti pris, vol. 2, no. 5, janvier 1965, pp. 80 à 81.

KOSAK, Guy, *La section universitaire du M.L.P.*, Parti pris, vol. 3, no. 6, janvier 1966, pp. 44 à 46.

LABRECQUE, Jean, *Extrait de l'interview de Léo A. Dorais à la revue Point de mire en septembre 1970* dans BERTRAND, D, COMEAU, R, PARADIS, P-Y, *La naissance de l'UQAM Témoignages, acteurs et contexte*, Presses de l'université du Québec, Québec, 2009, page 122, (193 pages).

LAUZON, A, *L'Université remise en question*, Magazine Maclean, vol. 8, no 10, octobre 1968, pp. 62 à 69.

PARTI PRIS, *L'université : une institution de la classe bourgeoise*, Parti pris, no. 3, décembre 1963, pp. 60 à 62.

PIOTTE, Jean-Marc, *Autocritique de Parti pris*, Parti pris, vol. 2, no. 1, septembre 1964, pp. 36 à 44 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, 250 pages.

—, *Où allons-nous*, Parti pris, vol. 3, no. 1-2, août/septembre 1965, pp. 64 à 85 dans PIOTTE, J-M, *Un parti pris politique*, VLB Éditeur, Montréal, 1979, 250 pages.

—, *Québec occupé*, Éditions Parti pris, Montréal, 1971, 249 pages.

TREMPE, Jean-Pierre, *Un manuel du militant québécois*, Parti pris, vol. 2, no. 4, décembre 1964, pp. 55 à 56.

VALLIÈRES, Pierre, *Cité libre et ma génération*, Cité libre, XIVe année, no. 59, août-septembre 1963, pp. 15 à 22.

d) Autres documents consultés

ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, *La crise de l'enseignement au Canada français*, Mémoire présenté à la commission royale d'enquête sur l'enseignement, Éd, du jour, 1961.

BÉDARD, P, CHARRON, C, *Les étudiants québécois : la contestation permanente*, Montréal, Noir et rouge, 1969, 72 pages.

BÉLANGER, André J., *L'Enseignement et la recherche de la science politique au Québec*, Conférence prononcée lors du congrès annuel de l'Association internationale de science politique, 1973.

BENOÎT, A, *La tragédie de l'Université*, Les Carnets victoriens, XIXe année, no. 2, avril 1954, pp. 81 à 93.

BERGERON, G, PAINCHAUD, P, SABOURIN, L, TOURNON, J, *L'état actuel de la théorie politique*, Cahiers de la Société canadienne de science politique, no 1, 7 novembre 1964, Ottawa.

BRUCHESI, J, *Aspect intellectuel et universitaire du Canada d'après-guerre*, Culture, tome 10, 1949, pp. 215 à 229.

CARRIER, André, *L'idéologie politique de la revue Cité libre*, Revue canadienne de science politique, vol. 1, no. 4, décembre 1968, pp. 414 à 428.

COLLÈGE SAINTE-MARIE, *Rapport des réunions des professeurs de science politique*, 25 avril 1967 et 9 mai 1967.

—, *Procès-verbal de la réunion du Département de science politique*, 21 mai 1968.

COMMISSION PARENT, *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, tome 2, Les structures pédagogiques du système universitaire, Québec, 1965.

COMMISSION RIOUX, *Rapport de la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts au Québec*, tome 1, Québec, août 1968.

COMMISSION ROWELL-SIROIS, *Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1940.

COMMISSION TREMBLAY, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Province de Québec, 1956.

DION, Léon, *De l'Ancien au Nouveau régime*, Cité libre, nouvelle série, vol. 12, no 38, juin-juillet 1961, pp. 3 à 14.

—, *Itinéraire sociologique, La Sociologie au Québec*, en coll., Québec, PUL, 1975, pp. 229 à 231.

DIONNE, Yvon, *Vers une révolution totale*, Parti pris, no. 1, octobre 1963, page 31.

DORAIS, Léo A., *L'Université nouvelle, nouvelles universités*, Forces, no 9, automne 1969, pp. 17 à 28.

DUHAMEL, Roger, *Une heure avec Édouard Montpetit*, L'Action nationale, volume 25, 1945, pp. 23 à 28.

DUMONT, Fernand, *Le sociologue et le pouvoir* dans DUMONT, F., MONTMINY, J-P., *Le pouvoir dans la société canadienne-française*, Québec, PUL, 1966, pp. 11 à 20, (252 pages).

—, *Sur le devenir de l'Université au Québec* dans *L'Université québécoise du proche avenir*, R. Hurtubise et al. (éds.), Montréal, Éditions HMH, 1973, pp. 195 à 224.

DUMONT, Fernand, ROCHER, Guy, *Introduction à une sociologie du Canada français*, Recherches et débats, Cahier no. 34, mars 1961, pp. 13 à 38.

FALARDEAU, J-C, *De l'importance de Don Quichotte*, Présentation, 1954-1957, no. 11, Société royale du Canada, pp. 35 à 41.

—, *Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec* dans *La Sociologie au Québec*, Québec, PUL, 1975, pp. 135 à 165.

GARIGUE, Philippe, *La Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal*, L'Enseignement des sciences sociales, Université de Montréal, Faculté des sciences sociales, économiques et politiques, 11 mars 1962, pp. 6 à 9.

—, *L'Université et la formation des chercheurs dans les États nouveaux*, L'Université et la recherche scientifique dans le monde d'aujourd'hui, Colloque de l'AUPÉLF, mai 1967, Université de Montréal, pp. 177 à 182.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC, *Sciences politiques*, Avis du Conseil des Universités suivi du Rapport du Comité d'étude sur les programmes de doctorat en sciences politiques, Québec 1980.

HULLIGER, Jean, *L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*, Montréal, Fides, 1958.

INSTITUT SOCIAL POPULAIRE, *Les communistes et la formation de la jeunesse*, Institut social populaire, no. 449, décembre 1951, pp. 1 à 31.

LAGADEC, CI, *Il n'y a pas d'université utopique*, Socialisme, oct-nov-déc 1969, no. 19, pp. 108 à 112.

LAURENDEAU, André, *Les hautes études sociales à Québec*, L'Action nationale, volume XII, 1938, pp. 161 à 163.

LEMIEUX, Vincent, *Les études avancées de science politique dans les départements francophones*, Québec, Société canadienne de la science politique, étude effectuée pour la Commission Healy, 1975.

—, *Quatre élections provinciales au Québec 1956-1966*, Sainte-Foy, PUL, 1969, 246 pages.

LÉVESQUES, G-H, *Action catholique et action sociale*, Les Cahiers de l'École des sciences sociales de l'Université Laval, vol. 1, no 4, 1942.

—, *Principes et faits dans l'enseignement des sciences sociales*, Conférence prononcée à la réunion annuelle de la SCSP, Québec 1947.

—, *Les Universités et l'unité nationale*, Revue dominicaine, vol. LIV, tome II, septembre 1948, pp. 76 à 81.

LUSSIER, D, *La Faculté des sciences sociales*, La Revue de l'Université Laval, vol. 6, no. 3, novembre 1951, pp. 272 à 290.

MACPHERSON, C.B., *L'enseignement de la science politique au Canada*, Revue française de science politique, vol. 4, no 2, 1954, pp. 384 à 400.

MONTPETIT, Édouard, *L'enseignement supérieur est-il américanisé ?*, Revue trimestrielle canadienne, vol. 26, mars-décembre 1940, pp. 229 à 273.

—, *L'École des Sciences sociales à Montréal*, Relations, vol. 1, no 4, 1941, pp. 100 à 101.

PARENT, A-M, (Mgr.), *Le rôle des Universités canadiennes-françaises*, L'Action nationale, volume XXVIII, 1946, pp. 22 à 32.

PARTI PRIS, *L'enseignement et les enseignants*, Parti pris, vol. 2, no. 7, mars 1965, pp. 2 à 42.

—, *Sur Pierre-E. Trudeau*, Parti pris, vol. 5, no. 7, avril 1968, pp. 7 à 10.

—, *Éditorial, La contestation étudiante*, Parti pris vol. 5, no. 8-9, été 1968, page 3.

PIOTTE, Jean-Marc, *L'option politique du B.A.E.Q.*, Parti pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, page 46.

—, *Position sur le MSA*, Parti pris, vol. 5, no. 8, été 1968, pp. 37 à 39.

—, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Parti pris, 1970, 303 pages.

—, *Sur Lénine*, Montréal, Parti pris, 1972, 300 pages.

POULIN, G, *L'enseignement des sciences sociales dans les universités canadiennes*, Culture, vol. II, no. 2, septembre 1941, pp. 338 à 349.

RACINE, Luc, *Les essais*, Parti pris, vol. 4, no. 5-6, janvier-février 1967, page 89.

RIOUX, Marcel, *L'éducation a-t-elle un avenir au Québec ?* Forces, no. 9, automne 1969, pp. 5 à 16.

ROBERT, damien, (Abbé), *La Formation sociale dans no collège classiques*, L'École sociale populaire, no. 282, juillet 1937, pp. 1 à 29.

UNIVERSITÉ LAVAL, *Annuaire de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, 1938-1939, Québec, 1939.

—, 1939-1940, Québec, 1940.

—, 1943-1944, Québec, 1945.

—, 1963-1964, Québec, 1965.

—, 1969-1970, Québec, 1971.

—, *La Science politique d'hier et d'aujourd'hui, à l'occasion du 25^e anniversaire du département de science politique*, 6 et 7 décembre 1979, Université Laval, bulletin spécial du Laboratoire d'études politiques et administratives, Département de science politique, avril 1980.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, *Annuaire général de l'Université de Montréal*, 1920-1921, Montréal, 1921.

—, *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques*, 1948-1949, Montréal, 1949.

—, 1954-1955, Montréal, 1955.

—, 1958-1968, Montréal.

—, *Science politique, Annexes au Mémoire présenté à la Commission royale sur l'enseignement*, Faculté des Science sociales, économiques et politiques, Montréal, juin 1962.

—, *Annuaire de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques*, 1969-1970, Montréal, 1970.

—, *L'Université, son rôle, le rôle de ses composantes, les relations entre les composantes*, Rapport de la Commission conjointe du Conseil de l'Assemblée universitaire de Montréal, 3 novembre 1969, PUM, 1970.

UQAM, *Annuaire de l'Université du Québec à Montréal*, 1969-1970.

—, *Rapport du comité de planification*, vol. 1 et 2, Inventaire et projections, Phase 1, 15 février 1969.

—, *Détermination des objections académiques*, Phase 1, Bureau d'étude, 20 janvier 1971.

—, *Rapport annuel, 1971-1972*, Université du Québec, 1972.

—, *Limites et possibilités de l'Université de masse*, Rapport du Comité d'étude de l'organisation de l'enseignement et de recherche, Montréal, mai 1977.

Histoire et épistémologie

BACHELARD, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris J. Vrin, 1957, 256 pages.

—, *Le nouvel esprit scientifique*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, pp. 5 à 22, (183 pages).

BÉLANGER, André, *Le politique, concept mystificateur ?*, Revue canadienne de science politique, volume 17, numéro 1, mars 1984, pp. 49 à 64.

—, *Épistémologue à vos marques*, prêt dans BÉDARD, G, OLIVIER, L, THIBAUT, J-F, *Épistémologie de la science politique*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 1998, pp. 13 à 56, (210 pages).

BONTEMS, Vincent, *L'actualité de l'épistémologie historique*, Armand Colin, Revue d'histoire des sciences, 2006/1, tome 59, pp. 137 à 147.

BOURDÉ, Guy, MARTIN, Hervé, *Les écoles historiques*, Éditions du Seuil, juin 1983, page 413 pages.

BRAUDEL, Fernand, *Écrits sur l'histoire*, Flammarion, Paris, 1969, 315 pages.

BRENNER, Anastasios, *Quelle épistémologie historique ? Kuhn, Feyerabend, Hacking et l'école bachelardienne*, Presses universitaires de France, Revue de métaphysique et de morale, 2006/1, numéro 49, pp. 113 à 125.

CADIOU, François, *Comment se fait l'histoire : pratiques et enjeux*, Paris, La Découverte, 2011, 406 pages.

CANGUILHEM, Georges, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris J. Vrin, 1983, 414 pages.

CASTORIADIS, Cornelius, *Portée ontologique de l'histoire de la science dans Domaine de l'homme. Les carrefours du labyrinthe 2*, Éditions du Seuil, avril 1986, pp. 524 à 570, (570 pages).

DAVIDSON, Arnold, *Épistémologie et archéologie: de Canguilhem à Foucault dans L'émergence de la sexualité : épistémologie historique et formation des concepts*, Paris : Albin Michel, 2005, pp. 327 à 349, (365 pages).

DEULEUZE, Gilles, *Foucault*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1986/2004, 141 pages.

DREYFUS, Hubert, RABINOW, Paul, *Michel Foucault. Un parcours philosophique. Au-delà de l'objectivité et de la subjectivité. Avec un entretien et deux essais de Michel Foucault*, Paris, Éditions Gallimard, 1984, 366 pages.

FOUCAULT, Michel, *Les mots et les choses*, Éditions Gallimard, 1966, 400 pages.

—, *L'archéologie du savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1969, 288 pages.

—, *L'ordre du discours*, Paris, Éditions Gallimard, 1971, 82 pages.

—, *Nietzsche, la généalogie et l'histoire dans Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971 dans *Dits et écrits II*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 136 à 156.

—, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Éditions Gallimard, 1976, 211 pages.

—, *Dits et écrits II 1976-1988*, Éditions Gallimard, 2001, 1735 pages.

—, *Il faut défendre la société*, Cours au Collège de France (1975-1976), Gallimard/Seuil, Paris, février 1997, 283 pages.

—, *L'herméneutique du sujet*, Cours au Collège de France (1981-1982), Gallimard/Seuil, Paris, février 2001, 283 pages.

—, *Le gouvernement de soi et des autres II. Le courage de la vérité*, Cours au Collège de France (1984), Paris, Gallimard/Seuil, 2009, 351 pages.

GROS, Frédéric, (sous la direction), *Foucault : le courage de la vérité*, Presses universitaires de France, Paris, 2002, 165 pages.

HACKING, Ian, *Historical ontology*, Harvard University Press, 2002, 279 pages.

HASTING, Michel, *De la vitupération. Le pamphlet et les régimes du dire vrai en politique*, Mots. Langages du politique, no. 91, novembre 2009, pp. 35 à 49.

HEILBRON, Johan, *Comment penser la genèse des sciences sociales ?*, Ed. Sc. Humaines, Revue d'histoire des Sciences Humaines, 2006/2, numéro 15, pp. 103 à 116.

KALUSZINSKI, M, WANICH, S, *Historiciser la science politique* dans KALUSZINSKI, M, WANICH, S, (dir.), *L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation*, L'Harmattan, 1998, pp. 17 à 33, (339 pages).

KUHN, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983, 284 pages.

KOYRÉ, A, *Perspectives sur l'histoire des sciences* dans *Études d'histoire de la pensée scientifique*, Paris, Gallimard, 1973, 412 pages.

LECOURT, Dominique, *Pour une critique de l'épistémologie (Bachelard, Canguilhem, Foucault)*, Paris, Montpellier, Librairie François Maspero, 1972, pp. 5 à 133, (134 pages).

LEMIEUX, Vincent, *Les schèmes d'intelligibilité du politique* dans BÉDARD, G, OLIVIER, L, THIBAUT, J-F, *Épistémologie de la science politique*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 1998, pp. 59 à 67, (210 pages).

MAINGUENEAU, Dominique, *L'analyse du discours, introduction aux lectures d'archives*, Hachette Université, Paris, 1991, 268 pages.

OLIVIER, Lawrence, *Michel Foucault : théorie et pratique. Réflexion sur l'expérience politique*, Revue québécoise de science politique, no. 25, 1994, pp. 89 à 113.

REVEL, Judith, *Dictionnaire de Foucault*, Ellipses, Paris, 2008, 173 pages.

VEYNE, Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Éditions du Seuil, 1971, 438 pages.

—, *Le pain et le cirque : sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1976, 799 pages.

VILTARD, Yves, *L'étrange carrière du concept foucauldien d'épistémè en science politique*, Raisons politiques, mars 2006, no. 23, pp. 193 à 202.

Publications portant sur les sciences sociales

a) Québec/Canada

BROOKS, Stephen, GAGNON, Alain-G, *Les spécialistes des sciences sociales et la politique au Canada*, Boréal, 1994, 226 pages.

CRÊTE, Jean, (dir.), *La science politique au Québec. Le dernier des maîtres fondateurs. Hommage à Vincent Lemieux*, Presses de l'Université Laval, 2003, 547 pages.

DION, Léon, *Québec 1945-2000. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1993, 452 pages.

FALARDEAU, J-C, *L'essor des sciences sociales au Canada français*, Ministère des Affaires culturelles, Québec, 1964, 67 pages.

FOURNIER, Marcel, *L'Institutionnalisation des sciences sociales au Québec*, Sociologie et sociétés, vol. 15, no. 1, mai 1973, pp. 27 à 56.

HUDON, Raymond, PELLETIER, Réjean, (sous la direction), *L'engagement intellectuel. Mélanges en l'honneur de Léon Dion*, Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 1991, 593 pages.

KEIRSTEAD, BS, WATKINS, FM, *La science politique au Canada* dans *La Science politique contemporaine*, Paris, UNESCO, 1950, pp. 178 à 184.

LAPIERRE, Jean-William, (dir.), *Être contemporain. Mélanges en l'honneur de Gérard Bergeron*, Presses de l'Université du Québec, St-Foy, 1992, 518 pages.

LECLERC, Michel, *La science politique au Québec. Essai sur le développement institutionnel. 1920-1980*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1982, 295 pages.

—, *Pour une sociologie critique de la science politique québécoise : une impossible hagiographie* dans *La science politique dans les sociétés contemporaines*, Cahiers de l'ACFAS, no. 32, pp 12 à 32.

LEMIEUX, Vincent, *The Scholar and the Expert*, Revue canadienne de science politique, volume 25, numéro 4, 1992, pp. 657 à 661.

LÉVESQUE, G-H, (dir.), *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1984, 2 volumes.

OLIVIER, Lawrence, *Terrorisme : La science politique a-t-elle fait son travail ?* dans PAYETTE, J-F, OLIVIER, L, *Vous avez dit terrorisme !*, Fides, 2011, pp. 67 à 102, (303 pages).

QUESNEL, Louise, *Être étudiant en science politique en 1970*, dans HUDON, Raymond, FOURNIER, Bernard, *Jeunesse et politique*, tome 2, Sainte-Foy/L'Harmattan, 1994, pp. 257 à 277.

STEIN, M, TRENT, J, *Canada* dans ANDREW, W, *International Handbook of Political Science*, Greenwood Press, 1982, pp. 111 à 124, (464 pages).

WARREN, Jean-Philippe, *L'engagement sociologique. La tradition sociologique du Québec francophone (1886-1955)*, Les Éditions du Boréal, 2003, 447 pages.

b) Europe/États-unis

ADCOCK, Robert, *A history of Political Science: How? What? Why?* dans ADCOCK, BEVIR, STIMSON, *Modern Political Science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton University Press, 2007, pp. 1 à 17, (368 pages).

ALMOND, Gabriel A, *Political Theory and Political Science*, The American Political Science Review, décembre 1964, volume LX, numéro 4, pp. 869 à 879.

—, *Separate Tables: Schools and Sects in Political Science* dans *A discipline divided*, Sage Publications, Inc, 1990, pp. 13 à 29, (347 pages).

—, *Political Science : The History of the Discipline* dans GOODIN, KLINGEMANN, *A new handbook of Political Science*, Oxford University Press, 1996, pp. 50 à 96, (845 pages).

ANDREWS, W, (dir.), *International Handbook of Political Science*, Westport, Greenwood Press, 1982, 464 pages.

ANSART, Pierre, *Psychanalyse et science politique* dans ANSART, P, DUPRAT, G, *Connaissance du politique*, Presses universitaires de France, 1990, pp. 9 à 43, (296 pages).

ARROW, K-J, LASSWELL, H, *Les sciences de la politique aux États-Unis*, Paris, A. Colin, 1951, 305 pages.

BÉNÉTON, Philipe, *Introduction à la politique*, Presses universitaires de France, Paris, 1997, 401 pages.

BERTRAND, Olivier, *Le vocabulaire politique aux XIVe et XVe siècles: constitution d'un lexique ou émergence d'une science ?*, Maison des sciences de l'homme, Langage et société, 2005/3, numéro 113, pp. 11 à 32.

BLONDIAUX, Loïc, *Pour une histoire sociale de la science politique* dans DELOYE, Y, VOUTAT, B, (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Éditions Belin, 2002, pp. 45 à 63, (327 pages).

BRAUD, Philippe, *Regard subjectif sur la science politique contemporaine* dans *Science politique en Belgique francophone*, pp. 27 à 32, (209 pages).

COAKLEY, John, *Évolution dans l'organisation de la science politique: la dimension internationale*, *Revue internationale des sciences sociales*, 2004/1, numéro 179, pp. 189 à 203.

COHEN, A, LACROIX, B, RIUTORT, P, *Nouveau manuel de science politique*, Éditions La Découverte, Paris, 2009, pp. 21 à 33, (785 pages).

CORCUFF, Philippe, *Analyse politique, histoire et pluralisation des modèles d'historicité. Éléments d'épistémologie réflexive*, Presses de Sciences Po, *Revue française de science politique*, 2011/6, volume 61, pp. 1123 à 1143.

DELOYE, Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, Éditions La Découverte et Syros, 1996, 121 pages.

DUCLOS, P, *Le paradoxe du Political scientist*, *Revue française de science politique*, vol. 10, no. 2, juin 1960, pp. 114 à 129.

EASTON, David, *La science politique américaine et les Problèmes de méthode*, *Bulletin international des sciences sociales*, vol. IV, no. 1, pp. 109 à 128.

FAVRE, Pierre, *L'histoire de la science politique* dans GRAWITZ, M, LECA, J, *Traité de science politique, tome 1 : La science politique, science sociale, l'ordre politique*, Presses universitaires de France, 1985, pp. 3 à 45, (722 pages).

—, *Naissance de la science politique en France. 1870 à 1914*, Éditions Fayard, 1989, 323 pages.

—, *L'histoire des sciences est-elle toujours de l'histoire ? Fragments d'autobiographie intellectuelle* dans DELOYE, Y, VOUTAT, B, (dir.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Éditions Belin, 2002, pp. 25 à 43, (327 pages).

—, «*Ce que les sciences studies font à la science politique*» *Réponse à Bruno Latour*, Presses de Sciences Po, Revue française de science politique, 2008/5, volume 58, pp. 817 à 829.

FAVRE, P, FILLIEULE, O, JOBARD, F, *L'atelier du politiste : théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 35 à 57, (380 pages).

GARRIGOU, Alain, *L'initiation d'un initiateur. André Siegfried et le «Tableau politique de la France de l'Ouest»*, Actes de la recherche en sciences sociales, pp. 27 à 41.

—, *Le politologue aux archives*, Politix, vol. 2, numéro 6, 1989, pp. 41 à 45.

GODECHOT, O, MARIOT, N, *Les deux formes du capital social. Structure relationnelle des jurys de thèses et recrutement en science politique*, Revue française de sociologie, pp. 243 à 282.

GRAWITZ, Madeleine, LECA, Jean, *Traité de science politique, tome 1 : La science politique, science sociale, l'ordre politique*, Presses universitaires de France, 1985, 722 pages.

GUILHOT, Nicolas, *The Realist Gambit: Postwar American Political Science and the Birth of IR Theory*, International Political Sociology, pp. 281 à 304.

KIRKPATRICK, Evron, *From past to present* dans FREEMAN, Donald M., (dir.), *Foundation of Political Science*, The Free Press A division of Macmillan Publishing Co., Inc, pp. 3 à 41, (882).

LACROIX, Bernard, *L'importation de la référence sociologique dans les sciences politiques : éléments d'analyse réflexive* dans COHEN, LACROIX, RIUTORT, (dir.), *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique XVIIIe-XXe siècles*, pp. 11 à 35, (507 pages).

LANDOWSKI, Éric, *Du politique au politologique* dans GREIMAS, A, J, LANDOWSKI, E, (sous la direction) *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Hachette, Paris, 1979, pp. 103 à 127, (254 pages).

LASSWELL, Harold D, *The future of political science*, New York, Atherton Press, 1963, 256 pages.

MILET, Marc, *L'autonomisation d'une discipline. La création de l'agrégation de science politique en 1971*, Ed. Sc. Humaines, Revue d'Histoire des Sciences Humaines, 2001/1, numéro 4, pp. 95 à 116.

OFFERLÉ, Michel, *L'histoire des politistes* dans FAVRE, P, LEGAVRE, J-B, *Enseigner la science politique*, L'Harmattan, 1998, pp. 203 à 216, (430 pages).

PAYRE, R, VANNEUVILLE, R, «*Les habits savants du politique*» *Des mises en forme savante du politique à la formation de sciences de gouvernement*, Presses de Sciences Po, *Revue française de science politique*, 2003/2, volume 53, pp. 195 à 200.

PUTNAM, Robert D, *APSA Presidential Address : The Public Role of Political Science*, *Perspectives on Politics*, volume 1, numéro 2, juin 2003, pp. 249 à 255.

SCHEMEIL, Yves, *Leçons d'épistémologie à l'attention des politologues* dans BON, Frédéric, *Les discours de la politique*, Paris, Economica, 1991, pp. 1 à 42, (296 pages).

STRAUSS, Leo, *Qu'est-ce que la philosophie politique ?*, Paris, Presses universitaires de France, 1992, 296 pages.

UNESCO, *La science politique contemporaine. Contribution à la recherche, la méthode, et l'enseignement*, Paris, 1950, 740 pages.

VOEGELIN, Eric, *La nouvelle science du politique une introduction*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, 263 pages.

VOUTAT, Bernard, *À propos de l'objet de la science politique : sens et non-sens d'une question récurrente ?* dans FAVRE, P, FILLIEULE, O, JOBARD, F, *L'atelier du politiste : théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 35 à 57, (380 pages).

Manuels disciplinaires

BÉLANGER, A-J, LEMIEUX, V, *Introduction à l'analyse politique*, deuxième édition, 2002, Gaëtan Morin éditeur ltée, 326 pages.

BRAUD, Philippe, *La science politique*, dixième édition, 2010, Presses universitaires de France, collection Que sais-je ?, 127 pages.

DEBBASCH, C, PONTIER, J-M, *Introduction à la science politique*, troisième édition, 1991, Éditions Dalloz, 421 pages.

HENTSCH, Thierry, *Introduction aux fondements du politique*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 1993, 115 pages.

KHAN, R-A, MCNIVEN, J-D, *An Introduction to Political Science*, troisième édition, 1984, The Dorsey Press, Homewood, 516 pages.

LABELLE, G, OLIVIER, L, VÉZINA, S, *Introduction critique à la science politique*, Chenelière/Mcgraw-Hill, Montréal-Toronto, 1996, pp.9 à 31, (240 pages).

MCFALLS, Laurent, *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 2006, Les Presses de l'Université Laval, 319 pages.

MEYNAUD, Jean, *Introduction à la science politique*, Paris A. Colin, 369 pages.

RODEE, C, ANDERSON, T-J, CHRISTOL, C, GREENE, T-H, *Introduction to political science*, 1983, McGraw-Hill, Inc., 559 pages.

SCHEMEIL, Yves, *Introduction à la science politique : objets, méthodes, résultats*, 2010, Paris, Dalloz, Presses de Sciences Po, 531 pages.

Ouvrages généraux

ANGENOT, Marc, *Rupture avec le capitalisme. Le discours socialiste français, 1971-1981 : contexte historique, croyance et décroyance*. Notes pour le Colloque «Amnésies françaises», Lille III, mai 2010, 38 pages.

ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1961/1983, 406 pages.

ARISTOTE, *Éthique de Nicomaque*, Flammarion, Paris, 1992, 346 pages.

BÉLANGER, A-J, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : la Relève, la JEC, Cité libre et Parti Pris*, Éditions Hurtubise HMH, 1977, 219 pages.

BERTRAND, D., COMEU, R., PARADIS, P-Y, *La naissance de l'UQAM. Témoignages, acteurs et contextes*, Presses de l'université du Québec, 2009, 193 pages.

BLAY, Michel, (sous la direction), *Dictionnaire des concepts philosophiques*, Larousse – CNRS Éditions, 2007, 879 pages.

CORBO, Claude, *Matériaux fragmentaires pour une histoire de l'UQAM. De la descente aux enfers à l'UQAM de l'an 2000*, Les Éditions logiques, 1994, 367 pages.

GAGNON, Marcel-A, (textes choisis et commentés), *La lanterne d'Arthur Buies*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1964, 253 pages.

GODIN, Christian, *Dictionnaire de philosophie*, Librairie Arthème Fayard, Éditions du temps, 2004, 1534 pages.

JOURDAIN, Jacques, *De Cité libre à l'urgence de choisir : Pierre Vallières et les palinodies de la gauche québécoise*, mémoire, Université du Québec à Montréal, 1995, 115 pages.

LEFORT, Claude, *Essais sur le politique XIXe-XXe siècles*, Éditions du Seuil, 1986, 364 pages.

MACHIAVEL, *L'art de la guerre*, Flammarion, Paris, 1991, 278 pages.

MARX, Karl, *Œuvres III Philosophie*, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la pléiade, 1982, 1976 pages.

NIETZSCHE, Friedrich, *La volonté de puissance*, Librairie générale française, 1991, 604 pages.

—, *Le gai savoir*, Flammarion, Paris, 2007, 439 pages.

ONFRAY, Michel, *Cynismes. Portrait du philosophe en chien*, Éditions Grasset et Fasquelle, 1990, 189 pages.

PLATON, *Apologie de Socrate. Criton. Phédon*, Éditions Gallimard, 1950, 248 pages.

RICOEUR, Paul, *Histoire et vérité*, Éditions du Seuil, 1967, 408 pages.

STRAUSS, Leo, *La persécution et l'art d'écrire*, Presses Pocket, Paris, 1989, 330 pages.

TOLSTOÏ, Léon, *La guerre et la paix II*, Le Club Français du Livre, 1960, 1055 pages.

VALLIÈRES, Pierre, *Nègres blancs d'Amérique*, Éditions Parti pris, Montréal, 1968, 402 pages.